

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/128

4 février 2004

(04-0330)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

SRI LANKA

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement de Sri Lanka est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur Sri Lanka.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
1. Introduction	7
2. Situation macro-économique	8
2.1 Croissance	8
2.2 Aperçu de l'évolution sectorielle	10
a) Agriculture	11
b) Industrie	12
c) Services	14
2.3 Finances publiques	15
a) Déficit budgétaire	15
b) Recettes	16
c) Dépenses	16
d) Financement et dette extérieure	18
2.4 Investissement et épargne	19
a) Investissement public	19
b) Investissement étranger direct	19
2.5 Politique monétaire et politique de taux de change	21
2.6 Banque, marché des capitaux et assurance	22
2.7 Emploi	22
a) Évolution de l'emploi	22
2.8 Inflation	23
a) Évolution de l'inflation	23
b) Situation actuelle et perspectives	24
3. Secteur extérieur	24
3.1 Évolution du commerce extérieur durant la période examinée	24
3.1.1 Balance des paiements	24
3.1.2 Exportations	26
a) Évolution globale	26
b) Structure géographique du commerce d'exportation	26
c) Évolution sectorielle	27
• Produits industriels	27
• Textiles et vêtements	27
• Structure géographique	28
• Autres produits industriels	28
• Produits agricoles	28
• Thé	28
• Structure géographique	28
• Caoutchouc	29
• Autres produits	29
d) Obstacles à l'expansion des exportations sri-lankaises	29
e) Services d'appui à l'exportation	29
3.1.3 Importations	30
a) Évolution globale	30
b) Évolution sectorielle	30
c) Structure géographique	30
3.1.4 Commerce des services	31
3.1.5 Régime de taux de change	32
a) Évolution globale	32
3.1.6 Réserves de change	32

	<i>Page</i>
4. Évolution de la politique économique	33
4.1 Évolution de la politique macro-économique	33
4.1.1 Réforme de la politique budgétaire	33
a) Gestion du déficit budgétaire	33
4.1.2 Évolution récente du marché du travail	35
4.1.3 Évolution récente de la réforme fiscale	37
Modifications de l'impôt direct	37
a) Impôt sur les revenus	37
b) Contribution pour le salut national	37
c) Impôt sur les services économiques (ESC)	39
d) Autres modifications	39
e) Déduction des pertes	39
f) Revenus des sociétés de personnes	39
g) Impôt sur le chiffre d'affaires	39
Modifications de l'impôt indirect	40
a) Droits de douane	40
b) Surtaxe	41
c) Taxe sur les biens et les services (GST)	41
d) Prélèvement pour la sécurité nationale (NSL)	41
e) Taxe à la valeur ajoutée (TVA)	42
f) Droit d'accise	43
g) Taxe sur les voitures de luxe	44
h) Taxe parafiscale pour l'Office de développement des exportations	45
i) Autres taxes	45
4.1.4 Modifications des incitations fiscales	47
a) Abattements et incitations accordés en vertu de la Loi sur l'Office des investissements	47
b) Abattements et incitations fiscaux en vertu de la Loi sur l'administration des contributions	48
4.1.5 Modifications institutionnelles	49
4.1.6 Modifications récentes dans le cadre du budget 2004	49
4.1.7 Réforme de la politique monétaire et de la politique de taux de change	49
a) Politique monétaire	49
b) Régime de taux de change	50
4.2 Évolution des politiques sectorielles	51
4.2.1 Agriculture	51
Évolution de la politique agricole	51
4.2.2 Industrie	54
a) Évolution de la politique industrielle	54
b) Obstacles structurels	55
c) Mesures prises pour éliminer les obstacles structurels	55
4.2.3 Services	56
a) Politique générale de fixation des prix	56
b) Aviation civile	57
c) Transports	57
d) Communications	57
e) Énergie – Électricité	58
f) Énergie – Pétrole	58
g) Éducation	58
h) Protection sociale	59
i) Investissement	59
j) Modifications institutionnelles	59
4.3 Politique industrielle	59

	<i>Page</i>
4.4 Facilitation des échanges	63
1. Système de dédouanement automatisé des cargaisons (SLACCS)	63
2. Simplification et harmonisation des procédures douanières	64
3. Autres mesures de facilitation des échanges	64
4.5 Privatisation	66
4.6 Régime de l'investissement étranger	68
4.7 Réforme de la banque, du marché des capitaux et de l'assurance	69
4.8 Les nouveaux objectifs de politique économique	70
5. Évolution de la politique commerciale	71
5.1 Politique tarifaire	71
5.1.1 Droits et prélèvements à l'importation	71
5.1.2 Droits et prélèvements à l'exportation	74
5.2 Prohibitions et restrictions à l'importation	74
5.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation	76
• Licences d'exportation	76
• Prix minimum à l'exportation	76
• Contingents d'exportation	76
6. Principales modifications apportées au cadre institutionnel et juridique de la formulation et de la mise en œuvre de la politique commerciale	78
6.1 Réformes constitutionnelles	78
6.2 Le nouveau processus décisionnel	79
6.3 Formulation de la Loi sur la protection des consommateurs	79
6.4 Gouvernement d'entreprise	80
6.5 Loi sur les mesures commerciales correctives	81
7. Conduite des relations commerciales régionales et bilatérales	81
7.1 Arrangements commerciaux régionaux	81
Faits nouveaux	82
7.2 Sri Lanka et le système commercial multilatéral	82
a) Engagements tarifaires	83
b) Agriculture	83
c) Accès aux marchés des produits non agricoles	84
d) Services	85
e) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)	86
i) Droit d'auteur et droits connexes (partie II – chapitres I et II)	87
ii) Dessins et modèles industriels (partie III – chapitres III-X)	88
iii) Brevets (partie IV – chapitres XI-XVIII)	89
iv) Marques et noms commerciaux (partie V – chapitres XIX-XXX)	90
v) Indications géographiques (partie IX – chapitre XXXIII)	91
vi) Topographies	92
vii) Renseignements non divulgués ou secrets commerciaux (partie IV – chapitre XXXII)	92
viii) Autres faits nouveaux	92
ix) Moyens de faire respecter la loi	92
f) Application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation douanière	93
8. Perspectives de la politique commerciale	93

TABLEAUX

	<i>Page</i>
Tableau 1: Indicateurs économiques et sociaux, 1996-2002	9
Tableau 2: Production agricole [1996 et 2002]	11
Tableau 3: Ventilation de la production industrielle par sous-secteur (aux prix courants) [1996-2002]	13
Tableau 4: Production industrielle (aux prix courants) [1996-2002]	13
Tableau 5: Finances publiques et dette de l'État (en pourcentage du PIB)	15
Tableau 6: Ventilation des recettes publiques [1996-2004]	17
Tableau 7: Investissement en pourcentage du PIB	19
Tableau 8: Investissement étranger direct et investissement de portefeuille (en pourcentage du PIB)	20
Tableau 9: Flux d'investissement étranger en Sri Lanka	21
Tableau 10: Indicateurs de l'emploi	22
Tableau 11: Balance commerciale	24
Tableau 12: Secteur extérieur (en pourcentage du PIB)	25
Tableau 13: Variations du taux de change [1996 – 2003]	32
Tableau 14: Réserves extérieures [1996 – 2002]	33
Tableau 15: Autres taux de l'impôt sur les revenus	38
Tableau 16: Taux de l'impôt anticipé	38
Tableau 17: Taux de droits appliqués à différentes catégories de produits entre le 1 ^{er} janvier 2003 et le 31 décembre 2003	40
Tableau 18: Droits spécifiques sur les principaux produits agricoles d'importation	40
Tableau 19: Taux de la TVA	42
Tableau 20: Taux du droit d'accise (dispositions spéciales)	43
Tableau 21: Taux du droit d'accise (ordonnance)	44
Tableau 22: Taux de la taxe sur les véhicules automobiles de luxe	44
Tableau 23: Licences industrielles et autres mesures de contrôle	61
Tableau 24: Modifications du nombre de fourchettes de taux de droits entre 1996 et 2004	71

ENCADRÉS

Encadré 1 – L'assainissement budgétaire	35
Encadré 2: Lois reprises à l'annexe B	47

ANNEXES

Annexe I	Structure géographique du commerce extérieur – Exportations	97
Annexe II	Structure géographique du commerce extérieur – Importations	98
Annexe III	Loi n° 3 de 2003 sur la gestion budgétaire (responsabilité)	99
Annexe IV	Liste des droits spécifiques	100
Annexe V	Fourchettes de droits de douane révisées et liste des produits – budget 2004	103
Annexe VI	Dispositions du Règlement sur le contrôle des changes concernant l'investissement étranger	105
Annexe VII	tableau des incitations par industrie	106
Annexe VIII	Marchandises exemptées de droits de douane	109
Annexe IX	Liste des articles pouvant être importés à taux réduit	110
Annexe X	Liste de marchandises pouvant être importées à taux réduit	111
Annexe XI	Liste des prélèvements fiscaux sur les exportations	112
Annexe XII	Liste des articles dont l'importation est interdite ou réglementée	114
Annexe XIII	Liste des produits dont l'exportation est réglementée ou prohibée	117
Annexe XIV	Le mécanisme d'allocation des contingents de textiles	119
Annexe XV	Processus d'élaboration de la politique commerciale	123

1. Introduction

1. Depuis le précédent examen de la politique commerciale de Sri Lanka (1995), l'économie du pays a fait preuve d'une remarquable résistance et son rythme de croissance s'est accéléré, en particulier après la cessation des hostilités et grâce au processus de paix en cours depuis le début de 2003. Toutefois, en raison d'une conjoncture mondiale maussade, aggravée par des incertitudes sur le plan national, l'année 2001 a été très difficile. La longue sécheresse qui a commencé en 2000 et s'est poursuivie en 2001 a fait baisser la production agricole et monter les prix des produits alimentaires et a réduit la production d'hydroélectricité. Malgré plusieurs facteurs défavorables, tant internes qu'externes, d'importants progrès ont été faits sur tous les fronts en 2002 et 2003.

2. Les réformes économiques engagées il y a environ 25 ans ont entraîné d'importantes modifications de la structure de l'économie et de son environnement. Les transformations structurelles sont très visibles dans plusieurs domaines clés. L'économie sri-lankaise, autrefois essentiellement agraire, a aujourd'hui une base industrielle beaucoup plus diversifiée. Le poids de l'industrie manufacturière a augmenté et les services représentent toujours plus de la moitié du PIB. La structure géographique des échanges s'est diversifiée, la région asiatique devenant le principal fournisseur de Sri Lanka, tandis que les pays occidentaux développés sont la première destination de ses exportations.

3. Le principe directeur des réformes économiques menées pendant la période examinée a été d'intégrer plus étroitement l'économie nationale dans le marché mondial. À cet effet, en ce qui concerne le commerce extérieur, le gouvernement a cherché à promouvoir l'exportation et à faciliter les échanges en modernisant l'administration douanière. Il s'est fortement engagé pour obtenir un meilleur accès aux marchés dans le cadre du processus multilatéral en cours à l'OMC et pour trouver de nouveaux débouchés dans toutes les parties du monde au moyen d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

4. Depuis le précédent examen, le gouvernement sri-lankais a mis en œuvre un vaste programme de privatisation et a vendu la plupart des entreprises d'État. Les activités économiques du secteur public ont été réformées en profondeur. Plusieurs monopoles publics de fourniture et de distribution de biens et de services ont été démantelés et aujourd'hui presque toutes les activités économiques sont ouvertes au secteur privé.

5. Il y a eu aussi d'importantes réformes dans des domaines tels que le marché du travail, la fiscalité et le marché financier. Le déficit budgétaire a été sensiblement réduit et des lois ont été adoptées pour accroître la transparence et le respect des obligations redditionnelles dans le secteur financier.

6. Néanmoins, au début de 2002, les responsables du pays se sont trouvés face à des difficultés considérables. Le plus important était de trouver une solution durable au conflit politique qui avait sapé la croissance pendant près de deux décennies, d'accélérer les réformes économiques, d'optimiser l'emploi des ressources, de promouvoir une croissance tirée par le secteur privé et de réduire le déficit budgétaire afin de maîtriser l'inflation et la dette publique.

7. Le programme "Regaining Sri Lanka" (RSL), publié en 2002, qui définit le projet du gouvernement pour promouvoir le développement, consiste à libéraliser le commerce extérieur, à attirer des investissements étrangers et à chercher de nouveaux débouchés pour l'exportation de biens et de services partout dans le monde, de façon à réduire les entraves à la productivité. Les trois grands axes de ce programme sont d'accélérer la privatisation des activités commerciales, de réformer le cadre juridique de l'économie et d'accroître l'efficacité des fonctions essentielles de l'État.

8. L'économie est en train de surmonter les revers subis en 2001. L'amélioration de la situation macro-économique a continué de s'accélérer en 2002 et 2003. Le taux de croissance a augmenté et la reprise a touché tous les secteurs de l'économie. Le taux d'inflation a continué de baisser. Le déficit budgétaire a été contenu et le déficit des opérations courantes a diminué. L'excédent de la balance des paiements a permis de gonfler les réserves internationales, ce qui réduit la vulnérabilité financière du pays. Le marché financier s'est stabilisé et les taux d'intérêt ont baissé, ce qui a stimulé l'investissement.

9. Ces progrès sont imputables à plusieurs facteurs:

- maintien du cessez-le-feu et poursuite du processus de paix;
- amélioration de la gestion macro-économique axée sur l'assainissement budgétaire;
- application d'une politique monétaire prudente;
- approfondissement des réformes structurelles, malgré des retards dans certains domaines;
- retour de la confiance des agents économiques;
- amélioration de l'environnement économique international et approbation du cadre de politique économique sri-lankais par les institutions internationales de financement;
- solide appui des donateurs étrangers; et
- conditions climatiques dans l'ensemble favorables, malgré les inondations du mois de mai.

10. Cette évolution favorable de l'économie devrait se poursuivre en 2004, soutenue par le redressement de la demande d'exportations et le retour de la confiance. Toutefois, la reprise plus lente que prévu de l'investissement, l'important déficit des recettes publiques, le retard de la mise en œuvre de certaines réformes structurelles essentielles, l'absence de consensus sur les réformes économiques et la lenteur du processus de paix montrent que la situation reste précaire, ce qui souligne la nécessité de poursuivre la restructuration de l'économie et la mise en œuvre du programme de réforme.¹

2. Situation macro-économique

2.1 Croissance

11. Depuis le précédent examen de la politique commerciale (1995), l'économie de Sri Lanka a progressé à un rythme lent mais régulier. Le taux de croissance du PIB en termes réels a été de 4 pour cent par an en moyenne. Fait remarquable, le taux de croissance a progressivement augmenté en 2002 et atteint 4 pour cent sur l'ensemble de l'année, après une contraction de 1,5 pour cent en 2001. Aux prix courants du marché, le PIB a progressé de 12,6 pour cent en 2002, pour atteindre 1 585 milliards de roupies (16,6 milliards de dollars EU), le PNB atteignant 1 560 milliards de roupies (16,3 milliards de dollars). Cette évolution en termes nominaux correspond à une croissance de 4 pour cent en termes réels avec une hausse des prix de 8,3 pour cent.

¹ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels*, 2002, 2003.

12. La démographie de Sri Lanka, souvent considérée comme un modèle pour les pays en développement, a permis de stabiliser le taux de croissance de la population aux alentours de 1,2 pour cent par an, ce qui signifie que les gains de bien-être n'ont pas été annulés par une croissance démographique excessive. Au milieu de 2002, la population avait augmenté de 1,5 pour cent pour atteindre 19,0 millions d'habitants. Alors que le taux de croissance du PIB a été à peu près stable, sauf en 2001, le taux de croissance démographique a légèrement augmenté, passant de 1,1 pour cent en 1996 à 1,5 pour cent en 2002.² Cela s'est traduit par une modeste progression du PIB réel par habitant, qui est passé de 800 dollars EU en 1996 à 872 dollars EU en 2002 (+9 pour cent). En termes nominaux, le PIB par habitant a augmenté de 11 pour cent en 2002, atteignant 83 382 roupies.

13. Comme le taux d'inflation implicite du PIB a diminué (8,3 pour cent), cela signifie que le revenu moyen réel a progressé d'environ 3 pour cent en 2002, effaçant ainsi la perte subie en 2001. En dollars EU, le PIB par habitant a augmenté de 3,7 pour cent, atteignant 872 dollars contre 847 en 2001, mais il n'a pas encore retrouvé le niveau de 2000 (899 dollars).

14. Cette croissance a été imputable à l'agriculture et aux services, tandis que le secteur industriel a subi les effets d'une faible demande à l'exportation. L'activité des services a progressé de 6 pour cent, grâce à l'expansion des services de télécommunication et des services financiers et au redressement du commerce, des transports, des services portuaires et du tourisme. L'agriculture et les activités connexes ont progressé de 2,5 pour cent, tandis que le secteur industriel n'a enregistré qu'un gain de 1 pour cent, en raison de l'insuffisance de la demande d'exportations. Le tableau 1 récapitule le taux de croissance du PIB/PNB et la ventilation sectorielle du PIB depuis 1995.

15. Le redressement de l'activité économique observé depuis le début de 2002 s'est confirmé et le PIB a progressé de 5,5 pour cent durant le premier trimestre de 2003. Les trois secteurs ont contribué à ce résultat. Le secteur des services est celui qui a enregistré la plus forte croissance (7,6 pour cent) et sa contribution à la croissance économique globale durant le premier trimestre de 2003 a été de 71 pour cent. Le taux de croissance de l'agriculture et de l'industrie a été de 0,7 pour cent et de 5,4 pour cent, respectivement.

Tableau 1: Indicateurs économiques et sociaux, 1996-2002

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
PIB par habitant (dollars EU)	799,7	853,2	879,0	863,0	899,0	841,0	872,0
PIB (millions de dollars EU)							
Nominal (prix courants)	13 949,7	15 104,2	15 761,0	15 755,1	16 548,0	15 622,2	16 412,3
Réel (prix de 1998)	n.d.	n.d.	15 761,0	15 093,9	14 853,7	12 412,5	12 057,4
Population (millions)	17,5	17,7	17,9	18,2	18,5	18,7	19,0
Croissance démographique (pourcentage de variation)	1,1	1,1	1,3	1,5	1,4	1,4	1,5
Part du PIB réel au coût des facteurs (pour cent)							
Agriculture, élevage et pêche	22,4	21,9	21,1	20,7	19,9	20,1	20,1
Industrie	26,4	26,9	27,5	27,3	27,2	26,8	26,3
Industries extractives	2,0	2,1	1,9	1,8	1,9	1,9	1,8

² Données provisoires figurant dans le rapport de la Banque centrale de Sri Lanka – 2002.

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Industries manufacturières	16,2	16,4	16,5	16,4	16,8	16,0	15,9
Électricité, gaz et eau	1,3	1,4	1,5	1,5	1,2	1,3	1,4
Construction	6,9	7,0	7,6	7,6	7,3	7,6	7,2
Services	51,2	51,2	51,3	52,0	52,9	53,2	53,6
Commerce de gros et de détail, restauration et hôtellerie	22,3	22,0	21,5	21,2	22,6	21,1	20,5
Transport et communications	10,6	10,7	11,1	11,4	11,7	12,1	12,4
Banque, assurance, immobilier, etc.	7,1	7,4	7,6	8,1	7,6	8,5	9,2
Location de locaux	2,0	2,0	1,9	1,8	1,8	1,8	1,7
Services publics	5,1	5,1	5,3	5,3	5,2	5,6	5,8
Services n.d.a.	4,0	4,0	4,0	4,1	4,0	4,1	4,0
Indice du développement humain de l'ONU	n.d.	n.d.	n.d.	0,735	0,741	0,730	n.d.
Rang	n.d.	n.d.	n.d.	81 ^{ème}	89 ^{ème}	99 ^{ème}	n.d.
Catégorie	Mhd ^c	Mhd ^c	Mhd ^c	Mhd ^c	Mhd ^c	Mhd ^c	n.d.
Rang dans la catégorie	n.d.	n.d.	n.d.	33 ^{ème}	36 ^{ème}	49 ^{ème}	n.d.

a Chiffres provisoires.

b Taux de scolarisation brut dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire.

c Mhd = développement humain intermédiaire.

n.d. Non disponible.

Note: Les totaux peuvent différer de la somme des chiffres car ces derniers ont été arrondis.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002 et 2000*; Département du recensement et des statistiques [www.statistics.gov.lk]; et Rapport des Nations Unies sur le développement humain, diverses parutions.

2.2 Aperçu de l'évolution sectorielle

16. La structure globale de l'économie n'a pas beaucoup évolué depuis le dernier examen, sauf sur un point. La contribution du secteur des services au PIB est passée de 51,2 pour cent en 1996 à 53,62 pour cent en 2002, tandis que celle de l'industrie manufacturière et de l'agriculture a un peu diminué, passant respectivement de 26,4 pour cent à 26,3 pour cent et de 22,4 pour cent à 20,1 pour cent. Depuis 1996, l'activité du secteur des services a progressé de 6 pour cent tandis que celle de l'agriculture a baissé de 10 pour cent et celle de l'industrie a baissé de 1 pour cent.

17. Durant la période examinée, comme le montre le tableau 1, l'activité économique a été dominée par les services, suivis par l'industrie et l'agriculture, avec des parts respectives moyennes de 52 pour cent, 27 pour cent et 21 pour cent.

18. Le rebond du secteur des services est à l'origine de 80 pour cent de la croissance globale enregistrée en 2002. Par ailleurs, la production de l'agriculture et des activités connexes s'est aussi redressée, grâce à l'amélioration des conditions climatiques et aux progrès du processus de paix, si bien que leur contribution à la croissance globale a été de 12,6 pour cent, malgré les dommages causés aux plantations de thé du sud du pays par les tempêtes et les inondations de 2003. La contribution du secteur industriel à la croissance globale n'a été que de 7,1 pour cent, car la production industrielle a diminué jusqu'au troisième trimestre de 2002, ce qui est imputable essentiellement à l'atonie de la demande extérieure.

a) Agriculture

19. Les principaux produits agricoles sont toujours le riz paddy, le thé, le caoutchouc, le sucre et la noix de coco, qui représentent l'essentiel de la production agricole. La composition de la production agricole en 1996 et en 2002 est détaillée dans le tableau 2.

Tableau 2: Production agricole [1996 et 2002]

Produit	Unité	Quantité 1996	Quantité 2002	Pourcentage de variation de 1996 à 2002
Riz paddy	Milliers de tonnes	2 061	2 860	38,8
Thé	Millions de kg	258	310	20,2
Caoutchouc	Millions de kg	113	91	-19,5
Noix de coco	Milliers de pièces	2 561	2 392	-6,6
Autres produits alimentaires				
Piments	Milliers de tonnes	18,4	11,7	-36,4
Oignons	Milliers de tonnes	63,3	65,0	2,7
Pommes de terre	Milliers de tonnes	100,8	88,7	-12,0
Lentilles vertes	Milliers de tonnes	16,6	9,6	-42,2
Maïs	Milliers de tonnes	32,9	27,7	-15,8
Autres cultures d'exportation				
Café	Milliers de tonnes	2,2	2,36	7,3
Cacao	Milliers de tonnes	1,6	1,1	-31,3
Cannelle	Milliers de tonnes	9,8	13,0	32,7
Poivre	Milliers de tonnes	4,3	12,6	193,0
Clous de girofle	Milliers de tonnes	1,4	4,1	192,9
Cardamome	Milliers de tonnes	0,04	0,06	50,0
Muscade et macis	Milliers de tonnes	1,0	1,6	60,0
Noix de cajou	Milliers de tonnes	-	1,3	-
Sucre	Milliers de tonnes	73,0	38,0	-48,0
Légumes	Milliers de tonnes	[]	530,0	[]
Poisson	Milliers de tonnes	229	301	31,4
Élevage				
Production de lait	Millions de litres	249	266	6,8
Volailles	Milliers de tonnes	40	88	120,0
Œufs	Millions de pièces	856	954	11,4

Source: Banque centrale de Sri Lanka, rapports annuels.

20. L'agriculture est encore un secteur très important de l'économie, avec une contribution de 20 pour cent du PIB et de 37 pour cent de l'emploi total. Toutefois, son poids relatif a continué de diminuer, passant de 22,4 pour cent en 1996 à 19,8 pour cent en 2002.

21. Le taux de croissance annuel de l'agriculture a été de 2,5 pour cent et sa contribution à l'expansion globale du PIB a été de 13 pour cent, grâce au redressement des récoltes de riz, de thé, de caoutchouc, d'autres produits agricoles et de la pêche. La production de riz, de thé, de caoutchouc et de plusieurs cultures d'exportation secondaires et autres cultures de plein champ a progressé malgré de mauvaises conditions climatiques. En revanche, la production de noix de coco et de quelques cultures de plein champ a baissé.

22. La valeur ajoutée du secteur agricole a augmenté de 2,5 pour cent en 2002, après avoir chuté de 3,4 pour cent en 2001. La production de l'agriculture et des activités connexes a progressé de

0,7 pour cent durant le premier trimestre de 2003, contre 3,1 pour cent durant le premier trimestre de 2002.

23. Comme le montre le tableau 2, sur l'ensemble de la période examinée, l'activité agricole et connexe a été soutenue par la production de riz, de produits d'exportation secondaires et de produits de la pêche, tandis que la production des autres sous-secteurs a diminué ou n'a que très légèrement augmenté.

24. Les autres cultures d'exportation, c'est-à-dire les épices et divers produits agricoles tels que le tabac brut, les noix d'arec, les noix de cajou, les huiles essentielles et les feuilles et fleurs coupées, ont enregistré des résultats mitigés durant la période examinée. En roupies, les recettes de ce sous-secteur ont augmenté de 31 pour cent pour dépasser les 16 milliards de roupies, ce qui est nettement plus que le total des recettes tirées de l'exportation de caoutchouc et de noix de coco en 2002. La cannelle est la plus importante de ces cultures. Sri Lanka est le premier producteur et exportateur mondial de cannelle, avec près des deux tiers de la production totale.

25. L'accroissement de la production halieutique est dû à l'intensification de la pêche dans les eaux côtières du nord et de l'est suite au cessez-le-feu conclu entre le gouvernement et les LTTE.

26. Les principales activités de l'élevage sont l'élevage laitier et l'élevage de volailles. La production de lait couvre environ 42 pour cent de la consommation nationale. Le lait de bufflesse est employé principalement pour la production de caillé. Le prix payé aux producteurs de lait durant la période a augmenté, mais la hausse du coût des intrants et des aliments pour bovins a entraîné une forte augmentation des prix de revient, si bien que leurs marges se sont érodées.

27. L'élevage de volailles a fait d'importants progrès ces dernières années grâce au dynamisme du secteur privé. La production nationale de viande de volailles a augmenté, ce qui est dû en partie à l'accroissement de la demande résultant du rebond de l'activité touristique, à l'absence de coupures d'électricité et aux incitations offertes par l'État.

b) Industrie

28. Dans le secteur industriel, les sous-secteurs des textiles et vêtements, des produits en caoutchouc, des articles en cuir, des produits alimentaires transformés, des produits pétroliers, des produits en céramique et des produits chimiques constituent le gros de l'activité. La production industrielle s'est redressée grâce au rebond de la demande d'exportations en 2003. L'indice de la production industrielle du secteur privé en volume a augmenté de 4,6 pour cent sur les quatre premiers mois de 2003 par rapport à la période correspondante de 2002. Le tableau 3 indique la composition sectorielle de la production industrielle totale pour la période 1996-2002.

29. Comme le montre le tableau 4, durant la période examinée, la production industrielle a augmenté de 98,6 pour cent en termes nominaux. La part de la production industrielle dans le PIB était moins élevée en 2002 qu'en 1996, mais sa contribution à l'économie reste importante. La baisse d'activité enregistrée dans certains sous-secteurs en 2001 et 2002 a été due à une conjoncture maussade tant sur le marché intérieur qu'au niveau international.

Tableau 3: Ventilation de la production industrielle par sous-secteur (aux prix courants) [1996–2002]
En millions de roupies

Sous-secteurs	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Produits alimentaires, boissons et tabacs	68 209	75 713	86 994	94 687	105 671	120 359	136 173
Textiles, vêtements et articles en cuir	117 539	146 500	165 443	178 844	215 686	224 898	240 712
Bois et produits en bois	2 171	2 299	2 511	2 715	3 084	3 272	3 529
Papier et articles en papier	5 069	5 462	5 593	5 854	6 516	7 369	7 528
Produits chimiques, produits pétroliers, caoutchouc et matières plastiques	46 936	50 682	59 724	62 590	74 670	78 553	90 250
Produits minéraux non métalliques	18 997	21 403	23 830	26 830	28 198	31 892	35 108
Métaux communs	2 248	2 439	2 841	3 046	3 378	3 888	4 323
Ouvrages en métaux	8 807	11 327	13 241	14 305	15 678	17 638	19 358
Produits (n.d.a.)	6 183	7 324	8 137	9 002	9 839	10 361	11 450
Total	276 159	323 149	368 314	397 873	462 720	498 230	548 431

a Chiffres provisoires.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, rapports annuels.

Tableau 4: Production industrielle (aux prix courants) [1996-2002]

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Total (en millions de roupies)	276 159	323 149	368 314	397 873	462 720	498 230	548 431
Pour cent de variation annuelle	16,9	17,0	13,9	8,0	16,3	7,6	10,1

a Chiffres provisoires.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, rapports annuels.

30. La production industrielle a décliné jusqu'au troisième trimestre de 2002, essentiellement à cause de la faiblesse de la demande d'exportations, mais sur l'ensemble de l'année elle a néanmoins progressé de 1 pour cent, sa contribution à la croissance globale n'étant que de 7,1 pour cent. Le secteur industriel est celui des trois grands secteurs de l'économie dont la croissance a été la plus faible et sa contribution au PIB est tombée de 27,4 pour cent en 2001 à 26,6 pour cent en 2002.³

31. La production industrielle (production des établissements industriels) a augmenté de 2,8 pour cent en 2002, ce qui n'a que partiellement compensé le déclin de 3,9 pour cent enregistré en 2001. Elle a continué de décliner après le deuxième trimestre de 2001 et a recommencé à croître dans la deuxième moitié de 2002.

32. Le rebond de la demande intérieure associé aux progrès du processus de paix, la fin des coupures d'électricité depuis mai 2002 et la croissance modérée de la demande d'exportations durant le deuxième semestre ont permis d'obtenir une croissance de 1 pour cent en 2002, après une

³ Le secteur industriel inclut les industries extractives, les industries manufacturières, la construction, l'électricité, le gaz, l'eau et l'assainissement.

contraction de 2,1 pour cent en 2001. Toutefois, les coupures d'électricité du début de l'année, l'atonie persistante de la demande d'exportations et la hausse des coûts de production ont retardé le redressement de la production industrielle.

33. L'expansion des principales industries d'exportation (textiles, vêtements, produits à base de caoutchouc et produits en céramique) s'est accélérée en 2002. Les résultats enregistrés au premier trimestre de 2003 montrent que ces industries sont engagées sur la voie de la reprise.

34. La productivité de la main-d'œuvre dans l'industrie a à peine progressé en 2002. Cela est dû à la rigidité de la réglementation du travail, à de mauvaises conditions de travail, à l'insuffisance du réseau de transport, à la forte rotation du personnel, au manque d'investissement dans des technologies modernes et aux tensions sociales.

c) Services

35. L'activité des services représente toujours plus de la moitié du produit national, les principaux sous-secteurs étant ceux du commerce, du tourisme, des transports, des communications et des services financiers. Le maintien du cessez-le-feu a permis un rebond de l'activité en particulier dans les télécommunications, les transports, l'hôtellerie et les services connexes. Des pluies abondantes ont permis d'accroître la production d'hydroélectricité et donc la rentabilité du Ceylon Electricity Board (CEB). L'activité de la construction s'est redressée au premier trimestre et devrait continuer de croître jusqu'à la fin de 2003. Durant les quatre premiers mois de 2003, les arrivées de touristes et les recettes touristiques ont augmenté d'environ 28 pour cent. Le trafic maritime du port de Colombo a progressé de 7 pour cent.

36. La contribution des services au PIB était de 54 pour cent en 2002 et les services les plus dynamiques ont été les télécommunications, les services financiers, le tourisme et les services portuaires. Le commerce de gros et de détail a enregistré une croissance de 5,5 pour cent en 2002, après une contraction de 6,7 pour cent en 2001. Ces progrès sont dus au processus de paix, au redressement des importations et au rebond du commerce intérieur. En 2002, les services bancaires, d'assurance et l'immobilier ont augmenté de 11 pour cent. Le seul sous-secteur des services dont la production n'a pas augmenté est celui de l'administration publique et de la défense nationale. Le réseau postal de Sri Lanka est un des plus importants réseaux de services et il couvre même les zones les plus isolées de l'île, avec plus de 4 600 bureaux de poste, soit en moyenne un pour 14,25 km².

37. L'activité globale du transport routier et ferroviaire a légèrement augmenté, tandis que l'activité des transports aériens et maritimes s'est nettement redressée en 2002. Le nombre moyen d'autocars en circulation a diminué en 2002 en raison de la contraction des activités des sociétés régionales de transport. La qualité des services de transport routier de passagers est médiocre.

38. Le trafic aérien s'est progressivement redressé après l'attentat terroriste de juillet 2001. Le trafic de passagers à l'aéroport international de Katunayake a progressé de 6 pour cent en 2002.

39. L'activité portuaire a fortement rebondi en 2002, après avoir enregistré de mauvais résultats en 2001, grâce à la suppression de la prime de guerre en mars 2002. Le nombre d'arrivées de navires au port de Colombo a augmenté de 6 pour cent et le nombre de conteneurs traités a augmenté de 2 pour cent, atteignant le niveau record de 1,8 million d'EVP.

2.3 Finances publiques

a) Déficit budgétaire

40. Durant la période examinée, le déficit budgétaire a été élevé et la dette publique s'est alourdie. En moyenne, le déficit global a été de 9 pour cent du PIB, culminant à 10,8 pour cent en 2001 et retombant à 8,9 pour cent en 2002 (tableau 5).

Tableau 5: Finances publiques et dette de l'État (en pourcentage du PIB)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Recettes	19,0	18,5	17,2	17,7	16,8	16,7	16,8
<i>Recettes fiscales</i>	17,0	16,0	14,5	15,0	14,5	14,6	14,5
Dépenses et prêts nets	28,5	26,4	26,3	25,2	26,7	27,5	25,7
<i>Dépenses courantes</i>	22,8	20,7	19,6	18,7	20,2	21,6	20,8
<i>Dépenses d'équipement</i>	5,7	5,7	6,7	6,5	6,5	5,9	4,6
Solde du compte courant	(3,8)	(2,2)	(2,4)	(1,0)	(3,4)	(4,9)	(4,4)
Déficit budgétaire global^b	9,4	7,9	9,2	7,5	9,9	10,8	8,9
Financement	9,4	7,9	9,2	7,5	9,9	10,8	8,9
Financement extérieur (prêts et dons)	2,3	1,9	1,7	0,7	0,4	1,4	0,5
Financement intérieur (banques)	6,5 (1,7)	3,4 (-0,2)	7,1 (1,9)	6,8 (2,4)	9,4 (4,5)	8,8 (3,5)	8,0 (-0,3)
Dette totale du secteur public	93,3	85,8	90,8	95,1	96,9	103,2	105,3
<i>Dette intérieure</i>	46,4	43,5	45,5	49,1	53,8	58,0	59,8
<i>Dette extérieure</i>	46,8	43,3	45,3	45,7	43,1	45,3	45,3
Ratio dette extérieure totale/PIB	68,6	62,3	61,9	63,5	61,0	61,4	62,1
Ratio service de la dette/exportations de biens et de services	15,3	13,3	13,3	15,2	14,7	13,2	13,2

a Chiffres provisoires.

b Non compris les dons et les recettes de privatisation.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels 2002 et 2000*.

41. Malgré quelques mesures correctives supplémentaires, comme le montre le tableau 5, la situation budgétaire s'est nettement détériorée durant la période examinée. Cela a été dû à l'insuffisance des recettes, au dépassement des dépenses et à la baisse des recettes de privatisation.

42. Comme on peut le voir d'après le tableau 5, le déficit budgétaire global a eu tendance à croître, sauf en 1999, année durant laquelle il a légèrement diminué mais de façon temporaire. Les mesures budgétaires prises entre 2000 et 2002 avaient pour but principal de contenir le déficit global, en agissant sur les recettes, les dépenses et la gestion de la dette. En outre, le gouvernement s'est fixé des objectifs budgétaires plus réalistes et a décidé de contrôler de près l'exécution du budget et de veiller à ce que les mesures décidées soient effectivement appliquées.

43. En 2002, le déficit consolidé du secteur public, c'est-à-dire le solde budgétaire des administrations générales et des entreprises publiques non financières, a diminué d'un montant équivalant à 9 pour cent du PIB, ce qui a permis de réduire les ponctions sur le budget. La baisse de l'inflation et le renforcement de la discipline budgétaire ont permis de ramener le déficit à nettement moins de 10 pour cent du PIB. L'amélioration des résultats financiers de Ceylon Petroleum

Corporation (CPC) due à l'adoption d'une formule d'ajustement automatique des prix a contribué à stabiliser le déficit global des entreprises publiques.

b) Recettes

44. Le ratio recettes/PIB est tombé de 21 pour cent au début des années 90 à moins de 17 pour cent ces dernières années. Comme le montre le tableau 5, le total des recettes de l'État rapporté au PIB est tombé de 19,0 pour cent en 1996 à 16,8 pour cent en 2002. Cela s'explique principalement par le fait que le recouvrement de l'impôt et les recettes non fiscales ont été inférieurs aux prévisions. En 2002, les recettes fiscales représentaient 14,5 pour cent du PIB.

45. Le tableau 6 donne la ventilation des recettes publiques pour la période 1996-2004. La baisse du produit des impôts indirects a été due essentiellement à des abattements d'impôts et à aux carences du recouvrement. En particulier, les recettes douanières ont diminué en raison de la baisse des taux de droits et de l'évolution de la composition des importations, la part des produits assujettis à des droits peu élevés ayant augmenté. Le produit de l'impôt direct sur les sociétés a diminué en raison de la contraction des bénéfices des grandes entreprises. C'est le principal facteur qui explique la baisse des recettes fiscales, qui sont passées de 17,0 pour cent du PIB en 1996 à 14,5 pour cent du PIB en 2002.⁴ Selon les dernières projections, les recettes fiscales devraient augmenter jusqu'à atteindre 16,6 pour cent du PIB en 2005.⁵

c) Dépenses

46. Bien que les dépenses consacrées à la défense nationale soit restées élevées, le ratio dépenses courantes/PIB est tombé de 22,8 pour cent en 1996 à 18,7 pour cent en 1999. Ce résultat a été obtenu par la restriction des dépenses d'exploitation et grâce à la baisse des paiements d'intérêts sur la dette publique consécutive au remboursement d'une partie de la dette en 1997 dans le cadre du programme de réforme des entreprises publiques. En 2000, les dépenses courantes ont nettement dépassé la première prévision budgétaire, essentiellement à cause de l'augmentation des dépenses de sécurité, de la hausse des taux d'intérêt et du gonflement de l'encours de la dette, ainsi que de la revalorisation des salaires de la fonction publique intervenue en août.

47. Les dépenses courantes ont aussi dépassé la prévision budgétaire en 2001, avec une progression de 7 pour cent par rapport à 2000, les principaux dépassements étant imputables aux dépenses de défense nationale, aux retraites, aux frais financiers et aux transferts dans le cadre du programme Samurdhi. Toutefois, les dépenses d'équipement ont été nettement inférieures à la prévision, ce qui a en partie compensé l'excès des dépenses courantes et limité le montant global des dépenses.

⁴ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 30.

⁵ Discours de présentation du budget 2003, partie I, annexe 9, tableau 2.

Tableau 6: Ventilation des recettes publiques [1996–2004]

Source	En pourcentage du total des recettes publiques								
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a	2003 ^b	2004 ^k
Impôts directs									
Impôt sur les revenus	14	13	12	14	13	15	14	16	18
Impôts indirects									
Taxe sur les biens et services (GST) ^c	-	-	13	18	21	20	-	-	-
Taxe sur le chiffre d'affaires (TT) ^d	26	26	9	0,9	0,8	0,5	0,3	-	-
GST/NSL/TVA ^e	-	-	-	-	-	-	25	40	37
Droits d'importation	17	16	16	14	11	11	11	11	14
Droits d'accise	15	15	17	18	20	19	20	16	17
Prélèvement pour la sécurité nationale (NSL) ^f	11	10,5	12	14	16	18	11	-	-
Droits de timbre ^g	3,6	3,8	4	4	3,9	3,6	0,96	-	-
Droits sur les véhicules automobiles et autres droits de licence ^h		-	1	0,5	0,5	0,7	0,2	1	-
Taxe sur les débits ⁱ	-	-	-	-	-	-	0,5	1	-
Prélèvement pour l'aménagement des ports et aéroports (PAL) ^j	-	-	-	-	-	-	1	2	-
Autres impôts ^k	2,4	2,1	-	1,6	-	0,2	1,04	-	2
Recettes non fiscales	11	13,6	16	15	14	12	15	13	12

a Chiffres provisoires.

b Estimations approuvées.

c La GST a été introduite en 1998 et remplacée par la TVA en août 2002.

d La TT a été remplacée par la GST en 1998 (TT de janvier à mars, GST d'avril à décembre).

e La GST et la NSL ont été remplacées par la TVA en août 2002.

f La NSL a été introduite en 1991 et intégrée dans la TVA en août 2002.

g Le droit de timbre a été supprimé et remplacé par le PAL en avril 2002.

h Le prélèvement sur les véhicules automobiles a été introduit en avril 1995 pour les voitures de luxe. La taxe sur les véhicules à moteur diesel a été supprimée en octobre 2001.

i La taxe sur les débits des opérations courantes du système bancaire a été introduite en 2002.

j Cette rubrique comprend tous les impôts non détaillés dans le tableau.

k Projections.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels 1996 – 2002*.

48. En 2002, les dépenses publiques représentaient 25,4 pour cent du PIB, soit 6,5 pour cent de moins qu'en 2001. L'initiative de paix a permis de réduire quelque peu les dépenses de défense nationale. Les mesures de rigueur ont été encore durcies et de nouvelles mesures ont été prises pour rationaliser les dépenses courantes et les dépenses d'équipement. Les principales réformes ont été la suspension des embauches dans le secteur public, la rationalisation des services liés à la défense nationale, un contrôle rigoureux du financement des investissements non prioritaires financés en roupies, la recherche de financements extérieurs à des conditions de faveur pour des projets d'investissement, la réforme de la fonction publique, avec notamment la mise en place d'un régime de retraites sans contributions, un meilleur ciblage des prestations sociales, résultant de l'adoption de la

Loi sur les prestations sociales, et la rationalisation des institutions publiques. Selon les projections, le ratio dépenses/PIB devrait tomber à 24,2 pour cent en 2005.⁶

d) Financement et dette extérieure

49. En raison de cette situation peu satisfaisante, les autorités ont cherché en priorité à réduire les dépenses inutiles ou non prioritaires et ont pris des mesures de maîtrise des dépenses en 2001 et en 2002. Les dépenses du Parlement ont été réduites, 35 entités publiques non viables ont été fermées, un Service des achats d'aliments et du contrôle des marchés alimentaires a été créé, toutes les dépenses ont été réduites de 10 pour cent au minimum et la gestion de la trésorerie a été améliorée. En outre, le programme d'investissements publics a été examiné de très près.

50. Jusqu'en 2001, les emprunts ne prenant pas la forme de titres de créances, tels que les découverts bancaires et le financement des importations, n'étaient pas comptabilisés et n'entraient donc pas dans la limite globale des emprunts ordinaires. À la fin de 2001, les dettes de l'État envers les deux banques à capitaux publics se montaient à 50,5 milliards de roupies, soit 38 milliards de roupies de découvert et 12,5 milliards de roupies de factures d'importation. Il a été proposé de comptabiliser tous les emprunts pour les intégrer dans la limite globale de l'endettement public. En outre, il a été proposé de réduire les emprunts de l'État aux banques à capitaux publics, particulièrement sous forme de découverts, pour les ramener de 38 milliards à 8 milliards de roupies en 2002, par l'émission de titres de créances négociables.

51. La dette extérieure de l'État, principalement envers des créanciers officiels multilatéraux et bilatéraux, représente plus de 80 pour cent de la dette extérieure totale du pays.

52. Comme le montre le tableau 5, la dette publique, qui est essentiellement une dette intérieure, atteignait 105,3 pour cent du PIB en 2002. La dette extérieure représentait entre 43 pour cent et 50 pour cent de la dette totale sur la période 1996-2002, mais son taux d'intérêt était modéré (entre 1,58 pour cent et 1,9 pour cent), car la plupart des prêts étaient assortis de conditions très favorables. Le taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure était beaucoup plus élevé, de l'ordre de 10 pour cent.

53. La situation de plus en plus précaire des finances publiques a été aggravée par la hausse des paiements d'intérêts, qui ont atteint près de 7 pour cent du PIB en 2002, et par les séquelles de politiques de relance budgétaire. Pour financer le déficit budgétaire 2002, le gouvernement se proposait de recourir à l'endettement extérieur et à la privatisation, afin de faire baisser les taux d'intérêt sur la roupie, d'éviter un financement inflationniste et de limiter l'effet d'éviction du secteur privé.

54. Le déficit a été financé par un recours croissant à l'emprunt intérieur, qui a représenté près de 90 pour cent du total en 2002, contre 69 pour cent en 1996. La contribution de l'emprunt intérieur au financement du déficit a été en moyenne de 78 pour cent durant la période examinée, sauf en 1997, où elle est tombée à 43 pour cent. Des emprunts bancaires ont été contractés à des taux d'intérêt très élevés en 2000 et en 2001. Ces taux élevés décourageaient l'investissement privé. Le financement par les banques a été de plus en plus important jusqu'en 2001 mais la situation a été inversée depuis 2002 et aujourd'hui les sources non bancaires sont devenues une composante majeure du financement.

55. Comme le montre le tableau 5, le ratio dette extérieure nette/PIB et le ratio service de la dette/exportations sont restés assez stables durant la période examinée, à 62 pour cent et 13 pour cent respectivement.

⁶ Discours de présentation du budget 2003, partie I, annexe 9, tableau 2.

2.4 Investissement et épargne

56. Comme on peut le voir dans le tableau 7, l'investissement intérieur brut et l'épargne nationale ont été moins élevés en 2001 et 2002 que durant les années précédentes. Ils avaient tous deux augmenté durant la période 1998-2000 essentiellement grâce aux privatisations. L'accroissement de l'investissement a été financé par la hausse de l'épargne nationale et par une augmentation des flux de capitaux privés. En proportion du PIB, l'écart entre l'épargne et l'investissement s'est creusé durant la période examinée.

Tableau 7: Investissement en pourcentage du PIB

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Soldes							
Épargne intérieure brute	15,3	17,3	19,1	19,4	17,5	15,9	14,7
Investissement intérieur brut	24,2	24,4	25,1	27,2	28,1	22,2	21,5
Épargne extérieure ^c	-	9,7 ^b	6,0	7,8	10,6	6,2	6,7
Écart entre l'épargne et l'investissement	8,9	7,1	6,0	7,8	10,6	6,3	6,8

a Chiffres provisoires.

b Période 1990-1997.

c Importations nettes de produits et de services non facteurs.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels 2002 et 2000*.

a) Investissement public

57. En matière d'investissement, le gouvernement a de plus en plus accordé la priorité à l'éducation, à la santé, à l'environnement, aux routes, à l'irrigation, aux infrastructures rurales et à la réduction de la pauvreté, tout en encourageant le secteur privé à investir dans l'aménagement d'infrastructures à des conditions commerciales, dans le cadre de contrats de construction-exploitation-propriété ou construction-exploitation-transfert.

58. Le ratio investissement public/PIB est passé de 5,8 pour cent en 1997 à 6,7 pour cent en 1998. Ensuite, l'investissement public a progressivement diminué en raison de la détérioration de la situation budgétaire. Les investissements publics ont été consacrés en priorité à l'aménagement d'infrastructures de transport et de communications, à l'énergie, à la distribution d'eau, à l'irrigation, à l'éducation et à la santé.

b) Investissement étranger direct

59. Comme l'épargne nationale est nettement inférieure à l'investissement intérieur, Sri Lanka recourt traditionnellement aux envois de fonds des travailleurs émigrés et à l'investissement étranger direct (IED) pour combler le déficit. Toutefois, depuis le dernier examen de la politique commerciale, l'IED a diminué en raison de la guerre civile. Le ratio IED (net)/PIB avait beaucoup augmenté en 1997, passant de 0,9 pour cent à 2,8 pour cent, mais il est tombé à 1,1 pour cent en 1999 et est resté à ce niveau jusqu'en 2002, année durant laquelle il est remonté à 1,4 pour cent grâce au rétablissement de la paix (tableau 8).⁷

⁷ Cette baisse a été en grande partie compensée par l'augmentation des envois de fonds des travailleurs émigrés (qui sont passés de 5,5 pour cent du PIB en 1997 à 6,8 pour cent en 2002).

Tableau 8: Investissement étranger direct et investissement de portefeuille (en pourcentage du PIB)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Solde du compte de capital et du compte financier (net)	3,3	4,0	2,6	2,4	2,7	3,6	3,1
Flux financiers officiels	1,9	1,6	1,3	0,4	0,3	1,6	1,0
Flux financiers privés	0,8	1,8	0,8	1,5	2,1	0,7	1,7
Investissement étranger direct, net ^b	0,9	2,8	1,2	1,1	1,1	1,1	1,4
Investissement de portefeuille, net	h	h	-0,2	h	-0,3	H	0,1
Autres (crédit commercial), net	-0,1	-1,1	-0,2	0,4	1,3	-0,4	0,2

a Chiffres provisoires.

b Y compris les recettes de privatisation.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels 2002 et 2000*.

60. Le montant des flux d'IED, qui était de 120 millions de dollars EU en 1996, après être monté à 430 millions de dollars EU en 1997, n'a cessé de diminuer jusqu'en 2001 (172 millions de dollars EU), mais il est remonté à 235 millions de dollars EU en 2002 (tableau 9). Sri Lanka a été classée à un rang inférieur à la moyenne pour ce qui est de sa capacité d'attirer des IED durant la période 1998-2000 (sans changement par rapport à la période 1988-1990).⁸

61. Les flux d'investissement étranger en Sri Lanka, qui ont eu tendance à diminuer en 2000 et en 2001, ont progressé en 2002 grâce à l'initiative de paix. Ce redressement s'est poursuivi en 2003.

62. Les résultats enregistrés en 2002 ont été exceptionnels grâce à l'initiative de paix. L'Office des investissements a approuvé plus de 400 projets durant l'année. Les missions d'investissement venues de la Malaisie, du Japon, de Singapour, du Pakistan, des Maldives, des États-Unis, de la Chine, de Taiwan, de l'UE et d'Israël devraient se traduire par de nouveaux afflux de capitaux dans les prochaines années.

63. L'Office des investissements a approuvé 300 projets au titre de l'article 17 en 2002, dont 76 sont des projets à capitaux entièrement étrangers, 77 sont des coentreprises réunissant des investisseurs étrangers et sri-lankais et les autres sont des projets à capitaux entièrement sri-lankais. La proportion de projets à capitaux étrangers dans le total des projets approuvés est tombée de 55,2 pour cent en 2001 à 49,5 pour cent en 2002. Toutefois, la part de l'investissement étranger dans le montant total des projets est passée de 16,2 pour cent en 2001 à 50,5 pour cent en 2002.

⁸ CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2002: Sociétés transnationales et compétitivité à l'exportation*, chapitre II. Ce classement se fonde sur deux indices et Sri Lanka était classée en dessous du point médian de l'ensemble des pays pour les deux. Ces indices sont l'indice d'IED effectif (part d'un pays dans l'IED mondial rapportée à sa part du PIB mondial) et l'indice d'IED potentiel (moyenne non pondérée de huit variables socioéconomiques normalisées). Entre 1988-1990 et 1998-2000, Sri Lanka est tombée du 85^{ème} au 103^{ème} rang pour l'indice de l'IED effectif et est passée du 113^{ème} au 111^{ème} rang pour l'indice de l'IED potentiel.

Tableau 9: Flux d'investissement étranger en Sri Lanka
(en millions de dollars EU)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Solde du compte de capital et du compte financier	459	602	413	373	443	562	506
Compte de capital, net	96	87	80	80	50	198	55
Compte financier	363	515	334	293	393	364	451
À long terme	381	716	398	435	304	164	398
Investissement direct, net ^b	120	430	193	177	176	172	235
Privé, net	2	47	2	196	82	-257	1
Public, net	259	239	203	62	47	249	162
À court terme	-18	-201	-64	-142	88	201	53
Investissement de portefeuille, net	7	13	-24	-13	-45	-11	25
Privé, net	-44	-20	8	-10	100	-42	68
Banques commerciales, net	19	-194	-48	-120	33	254	-41

Note: Les totaux peuvent être différents de la somme des chiffres car ceux-ci ont été arrondis.

a Chiffres provisoires.

b Y compris les recettes de privatisation.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*.

64. Soixante pour cent des projets approuvés concernent l'industrie, les autres étant des projets de services ou d'activités agricoles. Les principales industries concernées sont celles des textiles, vêtements et articles en cuir, ouvrages en métaux, machines et équipements de transport, produits alimentaires, boissons et tabacs, et produits chimiques, produits pétroliers, caoutchouc et matières plastiques.

65. Le secteur industriel a absorbé environ 51,1 pour cent du montant total des investissements engagés en 2002 et le secteur des services 48,9 pour cent.

66. Durant les six premiers mois de 2003, l'investissement étranger direct a atteint 170 millions de dollars, contre 50 millions de dollars durant la période correspondante de 2002. Les investisseurs étrangers s'intéressent principalement aux sous-secteurs des produits alimentaires et boissons, textiles et vêtements, équipements de transport, composants électriques et électroniques et services.

2.5 Politique monétaire et politique de taux de change

67. Le régime de taux de change flottant a stabilisé le marché des changes et renforcé la compétitivité internationale. En raison du déclin de l'inflation et de l'assainissement budgétaire, la Banque centrale a pu réduire ses taux directeurs. L'accroissement de la liquidité en roupies, dû essentiellement à l'achat de devises par la Banque centrale et à la réduction des découverts du secteur public, a facilité la baisse des taux d'intérêt.

68. La tendance à la baisse des taux d'intérêt du marché observée depuis la deuxième moitié de 2001 s'est poursuivie en 2002, parallèlement à la réduction des taux directeurs. Les taux des dépôts et des crédits bancaires ont tous deux diminué. Le taux d'intérêt au jour le jour a suivi l'évolution du taux des rémérés de la Banque centrale. En moyenne, il a diminué d'environ 225 points de base en 2002. La Banque centrale a l'intention d'émettre des obligations du Trésor à plus longue échéance

en 2003, ce qui permettrait à la fois de prolonger la courbe des rendements et de donner au gouvernement une plus grande marge de manœuvre pour gérer la dette publique.

2.6 Banque, marché des capitaux et assurance

69. La libéralisation a entraîné une forte expansion du secteur financier, tant pour le nombre d'établissements qu'en ce qui concerne l'éventail des activités. L'actif total du secteur financier est passé d'environ 75 pour cent du PIB en 1977 à plus de 132,5 pour cent du PIB en 2002. Durant la même période, le nombre de banques commerciales est passé de onze à 26 et, sur ce total, le nombre de banques à capitaux étrangers est passé de sept à 18.

2.7 Emploi

a) Évolution de l'emploi

70. Le taux de chômage est tombé de 11,3 pour cent en 1996 à 7,6 pour cent en 2000, mais il est remonté à 7,9 pour cent en 2001 et à 8,8 pour cent en 2002. Le déclin du rythme de la croissance et de l'investissement ont entraîné une aggravation du chômage de 2 pour cent entre 2000 et 2001.

71. En 2002, l'évolution du marché du travail a été mitigée, en raison des séquelles de la contraction de l'économie en 2001. Le taux de chômage a baissé au quatrième trimestre. Le taux d'activité est tombé de 92,2 pour cent en 2001 à 90,9 pour cent en 2002, ce qui signifie que le nombre d'emplois créés par l'économie a été moins élevé que l'augmentation de la population active.

72. Le chômage est particulièrement répandu parmi les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. L'aggravation du chômage est due au fait que l'investissement a progressé moins vite que la main-d'œuvre disponible.

73. Les sous-secteurs touchés par la récession, comme les services liés au tourisme et la production de vêtements destinés à l'exportation, ont dû recourir à des licenciements temporaires. La légère hausse du taux de chômage a été due à la stagnation de l'investissement.

Tableau 10: Indicateurs de l'emploi

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Main-d'œuvre (milliers de personnes)	6 001	6 266	6 660	6 673	6 827	6 773	7 145
Taux d'activité (%)	48,7	48,7	51,7	50,7	50,3	48,8	50,3
Taux de chômage (% de la main-d'œuvre)	11,3	10,5	9,2	8,9	7,6	7,9	8,8
Ventilation sectorielle de l'emploi (en % de la main-d'œuvre)							
Agriculture, élevage et pêche	37,4	36,2	40,6	36,2	36,0	32,4	33,1
Industries extractives	1,6	1,6	1,2	1,2	1,1	1,9	n.d.
Industries manufacturières	14,6	16,4	14,3	14,8	16,6	17,5	17,0

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Services	41,1	40,5	39	47,8	46,3	48,2	44,8
Électricité, gaz et eau	n.d.	n.d.	n.d.	0,5	0,5	n.d.	n.d.
Construction	5,4	5,6	4,9	5,3	5,5	5,6	4,1
Commerce et hôtellerie	n.d.	n.d.	n.d.	12,1	12,7	11,9	15,8
Transport, entreposage et communications	n.d.	n.d.	n.d.	5,1	4,9	6,5	4,6
Finance, assurance et immobilier	n.d.	n.d.	n.d.	1,6	2,1	1,9	2,9
Services aux personnes	n.d.	n.d.	n.d.	23,0	20,7	22,2	22,4
Autres	n.d.	n.d.	n.d.	0,2	0,2	n.d.	n.d.

n.d. Données non disponibles.

a Chiffres provisoires.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002 et 2000*.

2.8 Inflation

a) Évolution de l'inflation

74. Le niveau relativement élevé de l'inflation a été une des grandes préoccupations du gouvernement. De façon générale, l'inflation a été forte pendant toute la période examinée. En 2001, le taux d'inflation est monté de 1,5 pour cent à 12,1 pour cent⁹, mais il est retombé à 10,2 pour cent en 2002, malgré la hausse des tarifs des services d'utilité publique et d'autres prix administrés. La modération de l'inflation en 2002 est imputable à une politique monétaire rigoureuse, au ralentissement de la dépréciation de la roupie et à la baisse des prix à l'importation.

75. La politique d'austérité appliquée par la Banque centrale depuis la deuxième moitié de 2000, se traduisant par des taux d'intérêt réels élevés, a réussi à maîtriser l'expansion de la demande nominale et donc à limiter les pressions à la hausse sur le niveau général des prix.

76. Toutefois, le taux d'inflation n'a pas baissé autant qu'on le prévoyait, ce qui est dû essentiellement à la hausse des prix administrés de certains biens de consommation, à la suppression de subventions visant certains produits de consommation et à l'insuffisance de la productivité des entreprises sri-lankaises. Il y a eu une pression inflationniste temporaire due principalement aux effets de l'application de la TVA à certains produits de consommation. Cela a incité le gouvernement à exempter de la TVA certains produits de consommation et produits pharmaceutiques. En outre, le mécanisme de fixation du prix des produits pétroliers visant à couvrir les pertes n'a pas été appliqué.

⁹ Sur la base du nouvel indice officiel. Un indice national des prix à la consommation a remplacé l'indice des prix à la consommation à Colombo en tant que mesure officielle de l'inflation en avril 2003. Fondé sur les pondérations observées dans la période 1995-1997, cet indice a une couverture géographique et sociologique beaucoup plus large que l'indice précédent, qui était fondé sur le panier de produits de consommation des ménages à bas revenu de l'agglomération de Colombo. L'indice des prix à la consommation à Colombo est toujours l'indice officiel des prix à la consommation. Le Département du recensement et des statistiques a l'intention d'adopter l'indice national des prix à la consommation comme indice officiel en 2004.

b) Situation actuelle et perspectives

77. Le gouvernement a fait de la réduction des pressions inflationnistes une de ses priorités et le taux d'inflation ne devrait pas dépasser 10 pour cent. Les mesures prises ont entraîné une baisse progressive du taux d'inflation en 2003. La variation de période à période de l'indice des prix à la consommation de Colombo a chuté, passant de 13,6 pour cent en janvier 2003 à 6,0 pour cent en mai, et la moyenne annuelle est passée de 10 pour cent à 9,5 pour cent sur la même période.

78. Le taux d'inflation devrait continuer de diminuer jusqu'à la fin de l'année. Cela a entraîné une baisse des taux d'intérêt du marché. La Banque centrale a réduit ses taux d'intérêt directeurs. En conséquence, le rendement des obligations de l'État et les taux d'intérêt pratiqués par les établissements financiers ont diminué. Après des discussions avec le gouvernement, les banques commerciales ont répercuté la baisse des taux d'intérêt directeurs sur les taux de leurs prêts.

3. Secteur extérieur

3.1 Évolution du commerce extérieur durant la période examinée

3.1.1 Balance des paiements

79. Les dépenses d'importation étant supérieures aux recettes d'exportation, la balance commerciale a été déficitaire pendant près de 25 ans, depuis 1977. Comme le montre le tableau 11, la balance commerciale a été excédentaire (en dollars EU une seule fois, en 1977), grâce à la forte hausse du prix du thé en 1976 et 1977. Le déficit, qui a dépassé 1 559 millions de dollars EU en 1994, s'est progressivement réduit entre 1995 et 1998 parce que les importations ont progressé moins vite que les exportations. Il a atteint un niveau record en 2000, mais ces dernières années il est resté inférieur à 1 500 millions de dollars EU.

Tableau 11: Balance commerciale
(en millions de dollars EU)

Poste	1977	1987	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 1 ^{er} semestre
Exportations	767	1 396	4 639	4 798	4 610	5 522	4 817	4 699	2 378
Importations	726	2 075	5 863	5 889	5 979	7 320	5 974	6 106	3 078
Balance commerciale	41	-679	-1 225	-1 092	-1 369	-1 798	-1 157	-1 406	-700

Source: Banque centrale de Sri Lanka.

80. En 2002, les recettes d'exportation ont baissé de 2 pour cent et les importations ont progressé de 2 pour cent, si bien que le déficit commercial a atteint 1 406 millions de dollars EU, contre 1 157 millions en 2001. En proportion du PIB, le déficit commercial a culminé à 10,8 pour cent en 2000, est retombé à 7,4 pour cent en 2001 et est remonté à 8,5 pour cent en 2002.

81. Malgré la lenteur du redressement de la demande d'exportations, la balance des paiements s'est améliorée grâce au rebond des exportations de services et à une forte augmentation des transferts privés et des envois de fonds des travailleurs émigrés, ainsi que des entrées de capitaux. Ces derniers n'ont cessé d'augmenter depuis 1996, passant de 5,5 pour cent du PIB à 6,8 pour cent du PIB en 2002, et ils sont la deuxième source de recettes en devises après les exportations de vêtements.

82. Le déficit des opérations courantes s'est creusé jusqu'à 6,4 pour cent du PIB en 2000. Depuis, il a beaucoup diminué, s'établissant à 1,5 pour cent du PIB en 2001 et 1,6 pour cent en 2002.

(tableau 12). Le déficit des opérations courantes a baissé et la balance globale des paiements a été excédentaire pour la deuxième année consécutive.

83. Cela a été dû à un accroissement des sorties nettes. Le déficit a été compensé principalement par l'augmentation de l'investissement étranger direct, par les emprunts à long terme du secteur privé et par les flux d'investissement de portefeuille. Le déficit des opérations courantes reflète l'insuffisance de l'épargne intérieure privée et doit être comblé par les envois de fonds des travailleurs émigrés et les entrées de capitaux. L'écart entre l'épargne intérieure et l'investissement est passé de 6,3 pour cent à 6,8 pour cent du PIB en 2002 (10,6 pour cent en 2000).

Tableau 12 – Secteur extérieur (en pourcentage du PIB)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Balance commerciale	-9,7	-8,1	-6,9	-8,7	-10,8	-7,4	-8,5
Exportations	29,5	30,7	30,3	29,2	33,4	30,8	28,6
Importations	39,2	38,8	37,4	37,9	44,2	38,2	37,2
Services et revenus (solde)	-0,7	h	-0,2	-0,7	-1,6	-0,6	0,1
Transferts courants (privés et officiels, nets) ^b	5,5	5,5	5,7	5,8	6,0	6,4	6,8
Solde des opérations courantes	-4,9	-2,6	-1,4	-3,6	-6,4	-1,5	-1,6
Compte de capital et compte financier (net)	3,3	4,0	2,6	2,4	2,7	3,6	3,1
Flux financiers officiels	1,9	1,6	1,3	0,4	0,3	1,6	1,0
Flux financiers privés	0,8	1,8	0,8	1,5	2,1	0,7	1,7
Investissement étranger direct, net ^c	0,9	2,8	1,2	1,1	1,1	1,1	1,4
Investissement de portefeuille, net	h	h	-0,2	H	-0,3	h	0,1
Autres (crédits commerciaux), nets	-0,1	-1,1	-0,2	0,4	1,3	-0,4	0,2
Balance globale ^d	-0,5	1,1	0,2	-1,7	-3,1	1,4	2,1
Commerce de marchandises (moyenne des importations et des exportations)	34,4	34,8	33,9	33,6	38,8	34,5	32,9
Croissance des exportations de marchandises (pourcentage de variation en dollars EU, en fin de période)	7,6	13,3	3,4	-3,9	19,8	-12,8	-2,4
Croissance des importations de marchandises (pourcentage de variation en dollars EU, en fin de période)	2,4	7,8	0,4	1,5	22,4	-18,4	2,2

a Chiffres provisoires.

b Y compris les envois de fonds des travailleurs émigrés.

c Y compris les recettes de privatisation.

d Y compris les ajustements d'évaluation et les erreurs et omissions.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels 2002 et 2000*.

84. La réduction du déficit des opérations courantes en 2001 et 2002 a permis au pays d'accroître ses réserves extérieures et a soutenu le taux de change. Le régime de taux de change flottant a continué de donner satisfaction, contribuant à stabiliser le marché des changes et à accroître la compétitivité internationale de l'économie sri-lankaise.

3.1.2 Exportations

a) Évolution globale

85. Sri Lanka, étant un petit pays relativement peu peuplé et mal doté en ressources naturelles, a misé sur les exportations pour accélérer sa croissance depuis la fin des années 70. Pendant près de trois décennies après l'indépendance, elle est restée essentiellement un exportateur de produits primaires, mais la situation a beaucoup changé avec le processus de libéralisation engagé en 1977. Après la première phase de libéralisation, les autorités ont mis en œuvre un programme de réforme du régime de commerce extérieur à la fin des années 80 et durant les années 90.

86. Entre 1978 et 2002, les exportations ont progressé de 8,8 pour cent par an. Durant la même période, les importations ont progressé de 10,3 pour cent par an. Le commerce extérieur est devenu un des moteurs de l'économie, contribuant à l'élévation des revenus et à la création d'emplois. Toutefois, au cours des cinq dernières années, les exportations comme les importations ont augmenté à un rythme plus lent que durant les deux décennies précédentes.

87. Au cours des quatre dernières années, les exportations ont augmenté chaque année sauf en 2001, année durant laquelle le volume des exportations a chuté de 8 pour cent. En 1999, les recettes d'exportation mesurées en dollars EU ont diminué de 4 pour cent. Cela a été dû à la baisse du prix des produits exportés, compensée en partie seulement par une expansion du volume des exportations. En 2000, les recettes d'exportation exprimées en dollars EU ont augmenté de 20 pour cent. Les produits dont les exportations ont le plus progressé sont les textiles et vêtements, le thé, les machines, les équipements mécaniques et électriques, les produits à base de caoutchouc, les pierres précieuses, les diamants et les bijoux. Durant les quatre premiers mois de 2001, les recettes d'exportation ont augmenté de 3 pour cent mais à partir de mai 2001 elles ont fléchi en raison du ralentissement de la croissance sur les principaux marchés d'exportation et de l'attentat contre l'aéroport international de Katunayake. En 2002, le volume des exportations a progressé de 2 pour cent mais les prix à l'exportation ont chuté de 4,3 pour cent.

b) Structure géographique du commerce d'exportation

88. L'expansion de l'économie et l'évolution de la composition des exportations ont entraîné une évolution de la structure géographique du commerce d'exportation. Cette structure a considérablement changé au cours des 25 dernières années, mais est restée à peu près stable depuis cinq ans. Les réformes engagées en 1977 ont marqué le début d'un processus de libéralisation des échanges avec tous les pays.

89. Avec l'expansion rapide des activités industrielles et la diversification de la structure des exportations, les États-Unis sont devenus le premier acheteur de produits sri-lankais depuis 1979.

90. En 2002, les États-Unis, qui importent des vêtements, du thé, du caoutchouc et des articles en caoutchouc, des noix de coco et divers produits industriels, ont absorbé 38 pour cent des exportations de Sri Lanka. Ils sont le premier débouché pour les vêtements, achetant près de la moitié des exportations sri-lankaises.

91. Le Royaume-Uni et l'Allemagne, deuxième et troisième marchés d'exportation, ont absorbé respectivement 14 pour cent et 4 pour cent des exportations sri-lankaises. Les exportations de vêtements représentaient 79 pour cent des exportations de marchandises vers le Royaume-Uni.

92. Le Japon est un des principaux débouchés de Sri Lanka pour les exportations de crustacés, de pièces et d'accessoires de machines, de thé, de produits de la pêche et de pierres précieuses. Les exportations de vêtements représentaient 43 pour cent du total des exportations vers l'Allemagne et les exportations de thé 29 pour cent. En conséquence, l'ensemble des pays industriels, qui avaient perdu de l'importance depuis le début des années 70, sont redevenus les principaux clients de Sri Lanka. En 2002, ils ont absorbé 74 pour cent du total des exportations. Globalement, les pays industriels occidentaux sont le principal partenaire commercial de Sri Lanka.

93. Les pays du Moyen-Orient sont devenus, en termes relatifs, des clients moins importants ces dernières années depuis que les pays de la CEI se sont mis à importer beaucoup de thé sri-lankais. Depuis 1993, leurs importations de thé ont retrouvé le niveau des importations de l'ex-URSS. Globalement, les pays de la CEI ont absorbé 4 pour cent du total des exportations sri-lankaises en 2002.

94. Pour ce qui est des régions en développement, l'Asie absorbe 10 pour cent des exportations et les pays membres de l'ASACR environ 5 pour cent. L'annexe I décrit la structure géographique des exportations de Sri Lanka en 1996 et en 2002.

c) Évolution sectorielle

95. Suite à la politique de libéralisation engagée en 1977, la structure des exportations a complètement changé, les exportations de produits industriels supplantant les exportations de produits agricoles à partir de 1995, mais est restée relativement stable depuis. La composition des exportations s'est diversifiée, les produits industriels, au premier rang desquels les textiles et vêtements, étant devenus la première source de recettes d'exportation.

Produits industriels

96. Les exportations de produits industriels ont beaucoup augmenté depuis le début des années 80 et la part des exportations de produits agricoles est tombée de 79 pour cent en 1977 à 20 pour cent en 2002. La part des produits industriels dans le total des recettes d'exportation est passée de 14 pour cent en 1977 à 77 pour cent en 2002. Elle a fluctué autour de 75 pour cent au cours des dix dernières années.

97. Entre 1992 et 2002, la part des exportations de produits industriels a continué de croître. La composition des exportations n'a guère évolué entre 2001 et 2002. Les recettes d'exportation de produits industriels n'ont baissé que de 2,1 pour cent en 2002, après avoir chuté de 13 pour cent en 2001. Le volume des exportations de textiles et vêtements a progressé de 1,4 pour cent mais les prix unitaires ont baissé de 6 pour cent. Les exportations des entreprises agréées par l'Office des investissements représentaient plus de 92 pour cent des exportations de textiles et vêtements.

Textiles et vêtements

98. Les exportations de textiles et vêtements, devenus la première source de recettes d'exportation de Sri Lanka en 1986, ont conservé cette position, leur part passant de 28 pour cent en 1986 à 52 pour cent en 2002. Cette expansion s'explique en partie par le fait que Sri Lanka exporte de plus en plus de vêtements à forte valeur ajoutée et par l'expansion rapide de ce secteur en général. En 2002, les recettes d'exportation de textiles et de vêtements ont atteint 2 424 millions de dollars EU, soit 52 pour cent du total des recettes d'exportation. La contribution de l'industrie des vêtements au PIB était de 5,3 pour cent. Cette industrie a créé plus de 330 000 emplois directs, ce qui correspond à 5 pour cent de l'emploi total du pays, et compte plus de 1 060 usines.

Structure géographique

99. Les exportations de textiles et de vêtements de Sri Lanka sont assez concentrées géographiquement. En 2002, les États-Unis en absorbaient 63 pour cent et l'UE 31 pour cent. La part du Canada était de 2 pour cent.

Autres produits industriels

100. Plusieurs branches de production ont fait de grands progrès au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à diversifier les exportations et donc à accroître la capacité de résistance de l'économie. Ces nouvelles industries sont les suivantes: machines, appareils mécaniques et électriques y compris les pièces de rechange et les produits électroniques, diamants, articles à base de caoutchouc, crustacés et mollusques, articles en cuir tels que chaussures et bagages, bijouterie, produits pétroliers, aliments en conserve, fruits et produits de la pêche, produits chimiques et objets artisanaux. Les exportations de produits minéraux, essentiellement des pierres précieuses, ont aussi augmenté depuis 1977. La part globale de ces produits dans le total des exportations est passée de 14 pour cent en 1977 à 26 pour cent en 2002, supplantant celle des produits de l'agriculture de plantation.

Produits agricoles

101. Les exportations de produits agricoles restent importantes, en particulier les exportations traditionnelles de thé de Ceylan de renommée mondiale, mais ne sont plus la première source de recettes d'exportation. Les recettes brutes des industries des textiles et des vêtements sont plus importantes, mais en termes de recettes nettes, les exportations de thé ont conservé le premier rang jusqu'en 1991.

102. Malgré la diminution du poids relatif des exportations de produits agricoles au fil des ans, il y a eu une nette diversification ces dernières années, les exportations de produits agricoles autres que les produits de plantation gagnant du terrain. De nouveaux produits agricoles d'exportation (cannelle, tabac brut et poivre essentiellement) ont supplanté le caoutchouc et la noix de coco. Au cours des cinq dernières années, les recettes d'exportation de produits agricoles ont baissé de 2 pour cent.

Thé

103. Les exportations de thé, principal produit de l'agriculture de plantation, ont représenté 70 pour cent du total des exportations de produits agricoles. Au cours des cinq dernières années, les recettes d'exportation de thé ont diminué d'environ 1 pour cent. Le thé en vrac représente encore 64 pour cent du total des exportations de thé, 29 pour cent étant exportés en paquets. Le reste est exporté sous forme de produits à plus forte valeur ajoutée tels que le thé en sachets, les mélanges de thé de Ceylan et de thés étrangers, le thé soluble et le thé vert. Les exportations de thé orthodoxe représentent plus de 99 pour cent des exportations totales de thé, et Sri Lanka produit en petites quantités du thé CTC (Cut, Tear and Curl).

Structure géographique

104. En 2002, la Russie était toujours le premier acheteur de thé sri-lankais (19 pour cent). Les Émirats arabes unis sont devenus le deuxième client (11 pour cent), la Syrie continuant d'occuper le troisième rang (10 pour cent). Les autres acheteurs importants de thé étaient l'Iraq et la Turquie (6 pour cent chacun), l'Iran (4 pour cent), la Jordanie et l'Arabie saoudite (3 pour cent chacun). Collectivement, les pays du Moyen-Orient occupaient la première position, avec 44 pour cent du total

des exportations de thé, suivis par les pays de la CEI (24 pour cent) et par l'UE (10 pour cent) en 2001. La part de l'Égypte, qui importait beaucoup de thé sri-lankais à la fin des années 90, a progressivement diminué depuis l'établissement, en 1994, du COMESA.¹⁰ Les exportations de thé vers le Pakistan ont aussi progressivement diminué en raison de la concurrence du Kenya et de l'Inde. Sri Lanka est en train de négocier des accords de libre-échange avec l'Égypte et le Pakistan. Cela pourrait l'aider à retrouver sa place sur le marché du thé dans ces pays.

Caoutchouc

105. Les exportations de caoutchouc naturel ont diminué au fil des ans, tant dans l'absolu qu'en termes relatifs. Ces dernières années, sauf en 2002, le cours international du caoutchouc a baissé, ce qui a considérablement réduit les recettes d'exportation. Toutefois, le déclin des exportations de caoutchouc est aussi dû en partie au développement des industries nationales de transformation, qui a entraîné une augmentation des exportations de produits à base de caoutchouc. Aujourd'hui, Sri Lanka produit un large éventail d'articles en caoutchouc, tels que pneumatiques et chambres à air, gants chirurgicaux et industriels, articles pharmaceutiques, accessoires de vêtements, revêtements de sol, etc., qui sont exportés vers les États-Unis, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France.

Autres produits

106. La contribution des exportations de produits à base de noix de coco a diminué, mais cette activité s'est aussi diversifiée.

d) Obstacles à l'expansion des exportations sri-lankaises

107. Depuis 2001, la demande d'exportation a été plus faible que sur la période 1996-2000, alors qu'on s'attendait à ce que l'adoption d'un régime de taux de change flottant, au début de 2001, stimule la demande d'exportation par ses effets sur le taux de change effectif réel. Toutefois, la variation du taux de change effectif réel n'a pas eu les effets escomptés.

108. La médiocrité des résultats à l'exportation a aussi été due à plusieurs autres facteurs, en particulier l'insuffisance de la compétitivité des industries sri-lankaises et les problèmes d'approvisionnement intérieur. Sri Lanka est de plus en plus exposée à la concurrence d'autres fournisseurs à bas coût et des exportateurs d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes et de certains PMA qui jouissent de préférences commerciales sur les grands marchés développés. En ce qui concerne l'inadéquation de l'offre, le principal problème est que les producteurs n'ont pas les ressources financières, techniques et humaines nécessaires pour répondre aux exigences des pays importateurs.

e) Services d'appui à l'exportation

109. Les exportateurs bénéficient toujours de l'appui institutionnel du Ministère du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion des investissements, de l'Office de développement des exportations (EDB), de la Société sri-lankaise d'assurance-crédit à l'exportation (SLECIC), du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et du Département de l'agriculture d'exportation.

¹⁰ L'Accord portant création du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), qui compte 21 membres, a été signé le 5 novembre 1993 et ratifié le 8 décembre 1994.

3.1.3 Importations

a) Évolution globale

110. Les importations ont progressé au cours des quatre dernières années. Les dépenses d'importation mesurées en dollars EU ont augmenté de 0,2 pour cent en 1999 et de 22 pour cent en 2000, ont diminué de 18,4 pour cent en 2001 et ont à nouveau augmenté de 2,2 pour cent en 2002.

111. En 2000, l'augmentation sensible des dépenses d'importation a été due à la hausse du prix des produits pétroliers. Les autres produits dont les importations ont progressé au cours de ces quatre ans sont notamment les engrais, les produits chimiques, les matériaux de construction et les équipements de transport. Les importations de textiles et autres intrants pour l'industrie du vêtement et de diamants ont augmenté en raison de l'expansion des exportations de bijouterie et de vêtements de marque.

112. Le fléchissement des importations en 2001 a été dû au ralentissement de la croissance, à la surtaxe appliquée aux produits d'importation et à la baisse du prix du pétrole. Ensuite, la réduction de la surtaxe à l'importation, dont le taux a été ramené de 40 pour cent à 20 pour cent en avril 2002, a entraîné une augmentation de l'importation de biens de consommation.

b) Évolution sectorielle

113. Suite à la libéralisation de l'économie, la composition des importations a nettement évolué, avec une augmentation de la part des biens intermédiaires et des biens d'équipement. La part des biens intermédiaires est passée de 42 pour cent en 1977 à 57 pour cent en 2002. Celle des biens d'équipement est passée de 12 pour cent à 19 pour cent sur la même période. Toujours sur la même période, la part des importations de biens de consommation est tombée de 42 pour cent à 22 pour cent.

114. Durant cette période, les principaux produits d'importation ont été les aéronefs, dans le cadre du programme de renouvellement de la flotte de Sri Lankan Airlines en 2000 et 2001, les produits pétroliers et les produits intermédiaires pour les industries manufacturières d'exportation.

115. Les importations d'intrants, en particulier les textiles et les produits chimiques employés par les industries d'exportation, ont augmenté jusqu'à dépasser la moitié du total des importations en 2002. Les investissements nécessaires pour la croissance de l'économie ont entraîné d'importants achats de biens d'équipement, les importations de biens d'équipement atteignant un cinquième du total des importations en 2002. Les importations de biens de consommation ont aussi représenté plus d'un cinquième du total des importations.

c) Structure géographique

116. L'ensemble des pays industriels, qui jusqu'en 1990 étaient les principaux fournisseurs de produits importés par Sri Lanka, a été supplanté par les pays d'Asie (Japon non compris) et n'occupent plus que le deuxième rang.

117. Alors que les pays développés sont les premiers clients de Sri Lanka, les pays en développement sont globalement ses premiers fournisseurs, avec 69 pour cent des importations sri-lankaises en 1997. La région de l'Asie vient au premier rang, avec 53 pour cent des importations, la part des pays membres de l'ASACR étant de 15 pour cent.

118. L'Inde est devenue le premier fournisseur de Sri Lanka en raison de l'importance des importations d'équipements de transport, de véhicules et pièces de véhicules, de coton, de produits sidérurgiques, de ciment, de machines, de produits pharmaceutiques et de produits alimentaires tels

que le riz, les oignons et les lentilles rouges. Le coût relativement modique de ces produits, comparé à celui des produits exportés par les pays industriels, dû à la dévaluation de la roupie indienne en mars 1993, a fait passer la part de l'Inde de 4,5 pour cent en 1990 à 10 pour cent en 2000. Grâce à la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Inde et Sri Lanka, les importations provenant d'Inde ont encore augmenté jusqu'à représenter 14 pour cent du total en 2002. En conséquence, les pays d'Asie, en tant que groupe, restent les premiers fournisseurs de Sri Lanka.

119. Cette évolution est directement liée au gonflement des investissements de pays industriels d'Asie de l'Est, comme la Corée, Hong Kong et Singapour, dans les industries manufacturières sri-lankaises ces dernières années. En conséquence, les importations de matières premières destinées à ces industries, provenant desdits pays, ont beaucoup augmenté. L'annexe II décrit la structure géographique des importations de Sri Lanka entre 1996 et en 2002.

3.1.4 Commerce des services

120. Le solde des échanges de services s'est nettement amélioré en raison de l'augmentation des recettes touristiques et des envois de fonds des Sri-Lankais résidant à l'étranger, augmentation qui a été particulièrement prononcée en cours d'année grâce aux progrès du processus de paix.

121. En 2002, les échanges de services ont dégagé un excédent de 271 millions de dollars EU, soit 55 pour cent de plus qu'en 2001, ce qui est dû à l'augmentation des recettes de services de voyages et de transport.

122. Les recettes touristiques ont progressé de 17 pour cent pour atteindre 248 millions de dollars EU. Les recettes imputables aux Sri-Lankais résidant à l'étranger qui se rendent dans le pays sont estimées à 115 millions de dollars EU pour 2002. En conséquence, le solde des recettes de voyages, qui était déficitaire de 38 millions de dollars EU, est devenu excédentaire (100 millions de dollars EU) en 2002.

123. L'augmentation des recettes de transport de personnes, due au redressement du tourisme et des services portuaires, a fait croître le solde des recettes de services de transport de 139 pour cent (184 millions de dollars EU en 2002).

124. Le solde des recettes de services de télécommunication a augmenté de 79 pour cent pour atteindre 61 millions de dollars EU. Toutefois, ces recettes ont été très inférieures à leur potentiel en raison de la saturation du raccordement au réseau international, due au fait qu'il n'y avait qu'un seul opérateur en 2002. Cette saturation a incité les investisseurs étrangers à demander à leurs correspondants de les appeler depuis Sri Lanka.

125. Dans le cadre de la politique nationale des communications, le gouvernement a pris au début de 2003 des mesures de libéralisation de l'accès au réseau international. Toutefois, pour maximiser les avantages de la libéralisation du marché des télécommunications, il importe de mettre en place un environnement compétitif avec un mécanisme de régulation efficace.

126. Les recettes d'exportation de services informatiques ont diminué de 24 pour cent, tombant à 50 millions de dollars EU. La demande de services informatiques a fléchi en raison de la lenteur du redressement de l'économie mondiale et en particulier de celle des États-Unis.

127. Les recettes en devises tirées de l'exportation de services de construction ont chuté de 17 pour cent, à 34 millions de dollars EU.

128. Le solde des recettes de services d'assurance a chuté de 83 pour cent, à 18 millions de dollars EU. Toutefois, si l'on exclut la recette exceptionnelle de 90 millions de dollars EU correspondant à l'indemnisation perçue par Sri Lankan Airlines pour l'aéronef détruit lors de l'attentat des LTTE contre l'aéroport international de Katunayake en 2001, le solde des services d'assurance a augmenté de 12 pour cent en 2002.

3.1.5 Régime de taux de change

a) Évolution globale

129. Comme le montre le tableau 13, durant la période examinée, le cours moyen de la roupie sri-lankaise est passé de 55,27 roupies pour 1 dollar EU en 1996 à 97,00 en 2003, soit une dépréciation de 75,5 pour cent. Toutefois, le taux de change de la roupie par rapport aux principales devises mondiales est resté relativement stable, malgré les fortes variations des taux des autres devises, jusqu'en 2000. En 2002, la roupie a perdu 3,7 pour cent de sa valeur par rapport au dollar EU. Depuis la fin de 2002, son cours a été assez stable grâce au fléchissement du cours du dollar, à l'augmentation des entrées de capitaux et aux taux d'intérêt réels élevés offerts sur le marché national.

130. Toutefois, la forte hausse des principales autres monnaies internationales par rapport au dollar EU s'est traduite par une dépréciation prononcée de la roupie par rapport à ces autres monnaies en 2002. La roupie a perdu 18,8 pour cent de sa valeur par rapport à l'euro, 13,1 pour cent par rapport au yen et 12,9 pour cent par rapport à la livre sterling.

Tableau 13: Variations du taux de change [1996–2003]

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a	2003 ^a
Taux de change en fin d'année (roupies pour 1 dollar EU)	56,71	61,29	67,78	72,12	80,06	93,16	96,73	97,14
Taux de change moyen	55,27	58,99	64,59	70,39	75,78	89,36	95,66	97,00

a Chiffres provisoires.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels*.

3.1.6 Réserves de change

131. Après avoir fortement diminué en 2000, le total des actifs extérieurs du pays et des réserves officielles brutes a beaucoup augmenté pour la deuxième année consécutive. Malgré le rebond de la demande d'importation, les réserves se sont gonflées grâce à l'importance des flux de capitaux sous forme d'envois de fonds des Sri-Lankais émigrés, d'investissement étranger direct, d'emprunts à long terme du secteur privé et du secteur public et d'achats d'actions, grâce à la stabilisation de la situation politique et à l'ouverture des négociations de paix.

132. Les réserves extérieures ont aussi été gonflées par les ressources mises à la disposition du pays par le FMI dans le cadre d'un accord de confirmation, par les achats de devises de la Banque centrale sur le marché des changes national et par l'émission d'obligations libellées en dollars.

133. En conséquence, le total des réserves extérieures brutes a augmenté de 11,0 pour cent pour atteindre 2 495 millions de dollars EU, ce qui correspond à 4,9 mois d'importations de 2002. L'augmentation du total des réserves a été le résultat d'une hausse de 362 millions de dollars EU des réserves officielles brutes (27 pour cent), qui ont atteint 1 700 millions de dollars EU, ce qui correspond à 3,3 mois d'importations, partiellement compensée par la baisse de l'actif extérieur brut des banques commerciales de 105 millions de dollars EU, à 795 millions de dollars EU.

Tableau 14: Réserves extérieures [1996–2002]

Actifs extérieurs en mois d'importations	1990-1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
1) Actifs extérieurs bruts	n.d.	5,9	5,2	3,5	4,5	4,9
2) Réserves officielles brutes	3,9	4,0	3,3	1,7	2,7	3,3

a Chiffres provisoires.

Source: Banque centrale de Sri Lanka, *Rapports annuels*.

4. Évolution de la politique économique

4.1 Évolution de la politique macro-économique

4.1.1 Réforme de la politique budgétaire

a) Gestion du déficit budgétaire

134. La politique budgétaire appliquée par le gouvernement avait pour objectif de stimuler la croissance à partir de 2002 en encourageant l'initiative du secteur privé, l'État devant jouer le rôle de facilitateur du processus de développement.

135. Toutefois, comme le montre le tableau 5, l'importance du déficit budgétaire est toujours une des principales causes des problèmes économiques de Sri Lanka.¹¹ Ce déficit et la dette publique de plus en plus lourde, qui dépasse aujourd'hui le PIB, ne sont plus supportables¹²; le service de la dette (intérêts et amortissement) dépasse le total des recettes de l'État. Selon la Banque centrale, il est urgent de mener une politique d'assainissement budgétaire pour enrayer l'augmentation du ratio dette/PIB et garantir la viabilité à moyen terme de la situation budgétaire et de la dette.¹³

136. Les autorités ont pris des mesures pour accroître les recettes et améliorer la gestion des dépenses. Grâce aux efforts faits depuis 2002, les emprunts de l'État sur le marché intérieur ont beaucoup diminué parallèlement à la réduction du déficit budgétaire global. En conséquence, le déficit budgétaire, très élevé auparavant, est retombé à quelque 8 pour cent en 2002. L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre ces prochaines années.

137. **En ce qui concerne le financement du déficit budgétaire**, le gouvernement a proposé dans le budget 2002 de recourir davantage au financement extérieur et aux recettes de la privatisation, de façon à limiter la ponction sur les ressources intérieures. En conséquence, les emprunts de l'État au système bancaire sont devenus négatifs alors qu'ils étaient très élevés avant 2002. Ils n'ont donc plus d'effet d'éviction. Les autres objectifs étaient d'éviter un financement inflationniste et de réduire la pression sur les taux d'intérêt.

¹¹ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 3.

¹² D'après le FMI, si, par le passé, l'important déficit budgétaire était supportable grâce à une forte croissance et au fait qu'une grande partie de la dette était assortie de conditions de faveur, ce n'est plus le cas aujourd'hui (FMI, *Sri Lanka: Selected Issues and Statistical Appendix*, Country Report No. 02/208, septembre 2002, page 4).

¹³ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 175. Le FMI lui aussi a conclu qu'il fallait une politique énergique d'assainissement budgétaire à moyen terme pour enrayer la hausse du déficit et du service de la dette (FMI, *Sri Lanka: Selected Issues and Statistical Appendix*, Country Report No. 02/208, septembre 2002, page 12).

138. Le projet de budget 2002 accordait aussi une grande importance à **l'amélioration du financement du déficit et de la gestion de la dette**, devant résulter de l'accroissement de la transparence et du respect des obligations redditionnelles. Jusqu'en 2001, les emprunts sous diverses formes autres que l'émission de titres, tels que les découverts bancaires et l'importation à crédit, n'étaient pas visés par le plafonnement officiel de l'emprunt total. Il a été proposé d'appliquer ce plafonnement à toutes les formes d'emprunts, y compris les découverts bancaires et les factures d'importation impayées.

139. L'adoption, en décembre 2002, d'une Loi sur la gestion budgétaire (responsabilité) a clairement montré la détermination du gouvernement de poursuivre le **processus d'assainissement budgétaire**. Cette loi est entrée en vigueur en 2003. Son objectif est de renforcer la discipline et la crédibilité de la politique budgétaire. Elle prescrit un assainissement budgétaire et définit les responsabilités du Ministre des finances devant le Parlement ainsi que les objectifs budgétaires à atteindre à moyen terme. Elle a donc amélioré la transparence et le respect des obligations redditionnelles en matière budgétaire en obligeant le gouvernement à présenter des rapports au Parlement pour que celui-ci puisse contrôler le respect des objectifs.¹⁴

140. Conformément à l'obligation de présenter un rapport sur l'exécution du budget durant les quatre premiers mois de l'année, le Ministre des finances a présenté en juin 2003 le rapport sur la situation budgétaire en milieu d'exercice pour 2003.

141. Afin d'améliorer **la gestion de la dette publique**¹⁵, le gouvernement a décidé de créer en 2003 un bureau indépendant de gestion de la dette publique et de promulguer une Loi sur la gestion de la dette publique. Conformément à cette décision, le 6 mars 2003 il a constitué un Comité directeur chargé de créer un bureau indépendant de gestion de la dette publique. En outre, le 1^{er} août 2003, il a créé un bureau de gestion du projet et une équipe chargée de faire une étude et de formuler des recommandations en vue de la création du Bureau de gestion de la dette publique.

142. Pour améliorer **l'efficacité du secteur public**, le gouvernement a adopté un système de budgétisation à base zéro.¹⁶ Ce processus d'établissement du budget et de gestion financière est conçu pour améliorer le rapport coût/efficacité des services publics. Il s'agit d'une approche logique et systématique de l'optimisation de l'affectation des ressources. Lorsqu'un ministère présente au Trésor sa demande de crédits pour l'exercice à venir, il doit décrire son programme d'activité et faire une analyse de coût-utilité.

¹⁴ Un diagramme décrivant le processus de présentation des rapports est reproduit à l'annexe III.

¹⁵ Discours de présentation du budget 2003, partie II, page 1.

¹⁶ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 169. De plus, le recrutement de la fonction publique a été réduit et un régime de retraite avec cotisations a été introduit pour les nouveaux fonctionnaires embauchés à partir de 2003. Le passif actuariel du régime de retraite sans cotisations est de 550 milliards de roupies (*Discours de présentation du budget 2003*, partie I, page 9). La nouvelle Loi sur les prestations sociales (Loi n° 24 de 2002) prévoit un meilleur ciblage des prestations et une amélioration de la transparence et du respect des obligations redditionnelles.

Encadré 1 – L'assainissement budgétaire

Ce cadre a été appliqué pour la première fois dans le budget 2003. Des projections budgétaires à trois ans, portant notamment sur des indicateurs clés tels que la dette publique, ont été intégrées dans le projet de budget 2003. Conformément aux objectifs budgétaires à moyen terme définis dans ce budget, les projections sont les suivantes:

- le déficit budgétaire global doit tomber de 7,5 pour cent du PIB en 2003 à 5,6 pour cent en 2005 et à 5 pour cent en 2006, puis rester à ce niveau;
- le ratio dette/PIB doit tomber de 101,5 pour cent en 2003 à 89,6 pour cent en 2005;
- l'encours de la dette publique doit être ramené à 85 pour cent du PIB à la fin de 2006 et à 60 pour cent à la fin de 2013;
- les garanties de l'État sont plafonnées à 4,5 pour cent du PIB par période triennale consécutive, de façon à limiter le passif éventuel;
- le déficit courant doit être ramené à 2,3 pour cent du PIB et le déficit primaire à 0,2 pour cent du PIB en 2003;
- les recettes doivent augmenter de 0,3 point de pourcentage, pour atteindre 17,1 pour cent du PIB, ce qui résultera d'un accroissement des recettes fiscales de 0,4 point de pourcentage (de 14,5 pour cent à 14,9 pour cent du PIB) en 2003;
- les dépenses courantes doivent diminuer de 1,8 point de pourcentage pour s'établir à 19,3 pour cent du PIB en 2003;
- les investissements publics doivent progresser de 0,7 point de pourcentage pour atteindre 5,3 pour cent du PIB; l'État doit rembourser au secteur bancaire l'équivalent de 0,8 pour cent du PIB (14 milliards de roupies) en 2003.

Pour accroître les recettes fiscales, il est prévu d'introduire de nouveaux impôts, tels que la TVA, d'élargir l'assiette fiscale par une rationalisation des exemptions et incitations et de renforcer l'administration des impôts, avec la création d'une direction des recettes.

La réduction des dépenses doit résulter d'un contrôle rigoureux et d'une compression des dépenses courantes, les moyens à mettre en œuvre à cet effet étant de limiter les effectifs de la fonction publique, de mieux cibler les prestations sociales, de réduire les dépenses non prioritaires, de réduire les frais financiers en améliorant la gestion de la dette publique et de ramener les crédits alloués à la défense nationale à un niveau approprié.

143. Dans un premier temps, il a été décidé d'introduire certains éléments de la budgétisation à base zéro dans l'élaboration des budgets des ministères, des conseils provinciaux et des départements, afin de rationaliser l'allocation des ressources publiques. Le 11 mars 2002, le Trésor a distribué à tous les secrétaires des ministères, aux chefs de secrétariat des conseils provinciaux et aux chefs de département une circulaire donnant les renseignements nécessaires pour la mise en œuvre de cette approche.

4.1.2 Évolution récente du marché du travail

144. L'amélioration de la gestion macro-économique, fondée sur une stratégie budgétaire à moyen terme viable et sur l'accélération des réformes structurelles, a pour but de réaliser le potentiel de croissance de l'économie en accroissant la productivité et l'investissement, et est indispensable pour obtenir une croissance soutenue et durable, car une croissance reposant uniquement sur la demande de consommation est fragile.

145. Le gouvernement a apporté plusieurs modifications importantes aux lois régissant le marché du travail afin d'éliminer un certain nombre de rigidités.

146. Les progrès du processus de paix ont fait augmenter le taux d'activité et l'emploi, mais cela n'a pas empêché une hausse du taux de chômage car le redressement de l'économie et de l'investissement n'ont pas été suffisants pour absorber tous les nouveaux venus sur le marché du travail.

147. Les réformes conduites en 2002 ont accru la flexibilité du marché du travail.¹⁷ Les lois ci-après ont été modifiées:

- **La Loi de 1942 sur les établissements industriels.** Le plafond des heures supplémentaires des travailleuses a été porté de 100 heures par an à 60 heures par mois.
- **La Loi de 1971 sur les licenciements.** Les modifications permettent aux entreprises employant plus de 15 salariés de licencier plus facilement à condition de verser une indemnité déterminée par une formule. La formule d'indemnisation devait être arrêtée et publiée en décembre 2003. Le texte adopté en 2003 donne aux salariés le droit d'être entendus avant que le Commissaire prenne sa décision en cas de licenciement.
- **La Loi de 1950 sur les conflits du travail.** Le délai accordé pour saisir les prud'hommes et les tribunaux a été réduit. Les affaires traitées par les prud'hommes doivent être réglées en quatre mois, les procédures d'arbitrage doivent être terminées en trois mois et les demandes présentées au Commissaire en cas de licenciement doivent être traitées en deux mois.
- **La Loi sur le travail des femmes.**
- **La Loi de 1956 sur le travail des jeunes et des enfants.**
- **La Loi de 1954 sur les employés de magasins et de bureaux.**

148. Tout retard de l'application des amendements approuvés empêcherait d'en retirer tous les avantages escomptés. En ce qui concerne les rémunérations, il importe de faire en sorte que la revalorisation du salaire de base ne dépasse pas les gains de productivité, de façon à limiter l'inflation par les coûts.¹⁸ Par le passé, les hausses des salaires de la fonction publique étaient des décisions politiques prises au gré des circonstances, sans lien avec l'inflation.

149. Le budget 2004, présenté en novembre 2003, proposait un **régime de retraite anticipée** pour les salariés du secteur public, qui sera mis en œuvre par étapes à partir du 1^{er} janvier 2004. L'indemnisation comprendra le versement d'un capital égal à un an de rémunération et des paiements annuels égaux au salaire au moment de la retraite, majorés des allocations intérimaires accordées en 2000 et en 2001, jusqu'à l'âge légal de la retraite (55 ans). En outre, les intéressés percevront ensuite la retraite prévue. Les salariés qui acceptent de prendre une retraite anticipée bénéficieront aussi de l'annulation des prêts accordés en cas de détresse jusqu'à concurrence de 24 000 roupies à la date de la retraite. Le régime de retraite anticipée a pour objectif de réduire le nombre de salariés des échelons inférieurs et intermédiaires du secteur public de 100 000 en 2004 et de 200 000 d'ici à 2006.

¹⁷ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 159.

¹⁸ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 26.

150. Le budget 2004 proposait la création d'un **régime d'assurance chômage**, très attendu par les travailleurs sri-lankais. Ce régime sera mis en place en 2004 avec une allocation budgétaire initiale de 1 000 millions de roupies. Ensuite, il sera financé par des cotisations des employeurs et des salariés.

4.1.3 Évolution récente de la réforme fiscale

151. Pour vraiment assainir la situation budgétaire, il faut aussi mettre en œuvre d'importantes réformes en matière d'impôts, de dépenses et de gestion de la dette. La réforme fiscale paraît être une des grandes priorités du gouvernement. Elle consiste à simplifier la structure de l'impôt, à supprimer un certain nombre d'abattements *ad hoc*, à élargir l'assiette de l'impôt et à améliorer le recouvrement en renforçant l'administration fiscale.¹⁹

152. La stratégie fiscale du gouvernement est conçue pour mettre en place une structure simple et transparente, avec une assiette fiscale large, de façon à améliorer l'administration de l'impôt et à créer un environnement propice au développement socioéconomique du pays.

Modifications de l'impôt direct²⁰

a) Impôt sur les revenus

- L'impôt sur les revenus a été simplifié et son assiette a été élargie, de façon à encourager l'épargne et l'investissement, à améliorer le recouvrement et à limiter autant que possible les abattements. Par ailleurs, la fiscalité directe a été renforcée.
- La structure de l'impôt a été simplifiée. L'impôt sur les plus-values, l'impôt anticipé sur les entreprises et le droit de 100 pour cent sur les ventes d'immeubles à des non-résidents ont été supprimés en avril 2002.
- La politique budgétaire a été axée sur la rationalisation de l'impôt et la promotion de l'activité économique.
- Le taux maximum de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les bénéfices²¹ a été progressivement ramené à 35 pour cent entre 1996 et 2002. Il a été ramené à 30 pour cent en 2003.
- Les revenus d'autres activités (exportations, tourisme, construction et agriculture (quelle que soit la personne)) sont imposés à 15 pour cent par an.

¹⁹ Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 168.

²⁰ Délai de paiement: tous les impôts sur les revenus doivent être payés en quatre fois, avant le 15^{ème} jour des mois d'août, de novembre et de février de l'année de mise en recouvrement et le 15 mai de l'année suivante.

²¹ L'impôt sur les bénéfices s'applique à toute société de droit sri-lankais ou étranger, y compris les entreprises publiques. Une société est réputée domiciliée en Sri Lanka si elle est enregistrée dans le pays ou si elle y a son siège, ou si elle est contrôlée et gérée depuis Sri Lanka.

Tableau 15: Autres taux de l'impôt sur les revenus

Secteur	Taux	Date d'entrée en vigueur
Banques spécialisées dans le logement	20 pour cent	1 ^{er} avril 2002
Institutions caritatives	10 pour cent	-
Clubs et associations	20 pour cent	-
Sociétés domiciliées à l'étranger	10 pour cent	1 ^{er} avril 2003
Dividendes	10 pour cent	1 ^{er} avril 2003
Sociétés de capital-risque	Moratoire de cinq ans	1 ^{er} avril 2003
Fonds communs de placement	10 pour cent/20 pour cent	1 ^{er} avril. 2003
Société cotée en bourse (ayant plus de 300 actionnaires)	Crédit d'impôt de 5 pour cent	Jusqu'au 31mars 2003

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances.

Tableau 16: Taux de l'impôt anticipé²²

Type de revenu	Taux	Date d'entrée en vigueur
Intérêts et redevances payés à l'étranger	20 pour cent	
Intérêts payés en Sri Lanka (sur les dépôts)	10 pour cent	
Intérêts payés en Sri Lanka au-dessus de 108 000 roupies par an et par dépôt	10 pour cent	1 ^{er} janvier 2003
Tous types de dividendes	10 pour cent	1 ^{er} avril 2002
Intérêts sur certaines dettes d'entreprises	10 pour cent	1 ^{er} novembre 2002
Certaines commissions versées à certaines personnes	5 pour cent	
Loyers de locaux non résidentiels supérieurs à 50 000 roupies par mois ou à 500 000 roupies par an	10 pour cent	(1 ^{er} avril 2002)
Récompenses accordées par l'État	10 pour cent	(1 ^{er} avril 2003)
Gains de loterie supérieurs à 500 000 roupies	10 pour cent	(1 ^{er} avril 2003)
Intérêts sur les bons du Trésor	10 pour cent	(1 ^{er} avril 2002)
Intérêts versés à des institutions caritatives au-delà de 12 000 roupies par mois ou de 144 000 roupies par an	10 pour cent	(1 ^{er} avril 2002)

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances.

b) Contribution pour le salut national

- La contribution pour le salut national, introduite par la Loi n° 5 de 1996 et modifiée à plusieurs reprises, a été supprimée le 20 octobre 2001.

²² Il est proposé dans le budget 2004 que le seuil d'application de l'impôt anticipé sur les intérêts, soit 9 000 roupies par mois et 108 000 roupies par an, qui auparavant s'appliquait à chaque dépôt, soit appliqué au total des intérêts reçus par une personne d'une banque ou d'un établissement financier. Les personnes dont la seule ou la principale source de revenu est l'intérêt perçu sur les dépôts seraient exemptées de l'impôt anticipé jusqu'à concurrence de 25 000 roupies par mois ou de 300 000 roupies par an à condition d'obtenir l'assentiment de l'autorité compétente.

c) Impôt sur les services économiques (ESC)

- L'impôt sur les services économiques est un nouvel impôt proposé dans le budget 2004. Il sera perçu à partir du 1^{er} avril 2004 au taux de 1 pour cent du chiffre d'affaires ou de l'actif total de toute personne physique ou morale ayant une activité commerciale ou professionnelle avec un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions de roupies ou un actif total supérieur à 10 millions de roupies et qui est en activité depuis plus de deux ans.
- L'ESC pourra être déduit de l'impôt sur les revenus à payer pour l'année, avec plafonnement égal au montant total de l'impôt et sans possibilité de report. Son montant minimum sera de 100 000 roupies et son montant maximum de 20 millions de roupies.

d) Autres modifications

- Dans le budget 2001, le seuil d'imposition des revenus sur les personnes physiques domiciliées en Sri Lanka a été porté à 240 000 roupies par an et il restera à ce niveau jusqu'au 30 mars 2004. Dans le budget 2004, il est prévu de le porter à 300 000 roupies par an et d'élargir les tranches d'imposition à 240 000 roupies.
- Dans le budget 2004, il a été proposé de porter la limite d'exemption à 3,5 millions de roupies. Les tranches d'imposition des prestations versées à la cessation d'activité ont également été élargies.
- Le capital versé à la retraite, au-delà de 1,8 million de roupies, est imposé comme un revenu ordinaire.
- Les indemnités versées dans le cadre d'un régime de retraite anticipée volontaire ou en cas de licenciement ont été exemptées de l'impôt sur les revenus.

e) Déduction des pertes

- À partir du 1^{er} avril 2004, le montant des pertes des entreprises subies durant l'année ou reportées d'exercices antérieurs ne pourra être déduit du bénéfice imposable total de l'exercice en cours que jusqu'à concurrence de 35 pour cent de ce bénéfice.

f) Revenus des sociétés de personnes

- Un impôt anticipé de 10 pour cent sera perçu sur les bénéfices répartis et autres revenus de toutes les sociétés de personnes pour tout exercice débutant après le. Cet impôt peut être déduit de l'impôt personnel de chaque associé jusqu'à concurrence du montant total de l'impôt à payer, sans possibilité de report.

g) Impôt sur le chiffre d'affaires

- Le budget 2004 propose d'exempter, à partir du 1^{er} janvier 2004, les agents généraux de vente de billets d'avion de l'impôt de 1 pour cent sur le chiffre d'affaires appliqué aux entreprises touristiques enregistrées auprès de l'Office du tourisme s'ils sont enregistrés auprès de l'Office du tourisme.

Modifications de l'impôt indirect

a) Droits de douane

- L'objectif à long terme est de mettre en place une structure tarifaire simplifiée avec deux fourchettes de taux, de façon à uniformiser la protection effective des entreprises nationales.
- Le droit de douane est appliqué à la valeur c.a.f. de tous les produits, biens de consommation et autres marchandises importés en Sri Lanka.²³
- Taux de droit

Tableau 17: Taux de droits appliqués à différentes catégories de produits entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 décembre 2003

Droits <i>ad valorem</i>	Produits
Droit nul	Pétrole brut, produits pharmaceutiques, filés, fil à coudre, tissus, perles, blé
2 pour cent	Produits précédemment exemptés autres que les produits ci-dessus
5 pour cent	Machines, lait maternisé en poudre
10 pour cent	Biens intermédiaires, lait en poudre
25 pour cent	Produits finis, légumes (congelés)

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances.

- La liste complète des droits spécifiques en vigueur est reproduite à l'annexe IV; les droits spécifiques appliqués aux principaux produits agricoles d'importation sont repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau 18: Droits spécifiques sur les principaux produits agricoles d'importation

Position SH	Produit	Taux
0701.90	Pommes de terre	20 roupies le kg
0703.10.01	Oignons rouges	5 roupies le kg
0703.10.02	Gros oignons	8 roupies le kg
0713.31.01	Lentilles vertes	5 roupies le kg
0713.39.02	Dolique	5 roupies le kg
0713.39.03	Thé/dhal	5 roupies le kg
0904.20.01	Piments	30 roupies le kg
10.06	Riz	9 roupies le kg
1701.11	Sucre	4,50 roupies le kg

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances.

- Les catégories de produits visés et les fourchettes de taux appliquées à partir du 1^{er} janvier 2004 sont reproduites à l'annexe V.
- Dans le budget 2004, en ce qui concerne l'amortissement à des fins fiscales, l'âge maximum des voitures particulières d'occasion importées a été porté de trois ans à trois ans et demi. En

²³ Le taux de droit est appliqué à la valeur c.a.f. ou à la quantité des produits importés.
Droit de douane = valeur c.a.f. x taux *ad valorem* ou = quantité x taux spécifique.

conséquence, l'amortissement aux fins du calcul de la TVA et du droit d'importation sur les voitures particulières et les véhicules commerciaux sera modifié de façon à encourager l'importation de véhicules récents et à lutter contre la fraude.

- Dans le budget 2004, le taux de droit sur les produits électroniques grand public a été ramené à 3 pour cent.

b) Surtaxe

- Le taux de la surtaxe douanière a été ramené de 20 pour cent à 10 pour cent dans le budget 2004.

c) Taxe sur les biens et les services (GST)

- En 1998, le taux de la GST a été modifié de façon "non neutre", ce qui a entraîné une baisse progressive des recettes.
- En 1998, la GST a été introduite à un taux réduit de 12,5 pour cent, applicable aux produits importés, aux produits manufacturés et aux services, en remplacement de l'ancien impôt sur le chiffre d'affaires qui était appliqué depuis 1964 avec trois taux (8 pour cent, 12 pour cent et 18 pour cent). La GST a supprimé les inconvénients de l'impôt sur le chiffre d'affaires, a accru l'efficacité du système fiscal et a élargi l'assiette de l'impôt. Durant la première année de son application, le total des recettes de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la GST a été modique. La GST a été remplacée par la TVA en août 2002.

d) Prélèvement pour la sécurité nationale (NSL)

- Le NSL²⁴ a été introduit par la Loi n° 52 de 1991 sur le prélèvement pour la sécurité nationale, telle que modifiée à plusieurs reprises. Il était administré par le Département de la fiscalité intérieure. Il s'appliquait à la production manufacturière, aux importations et à certains services tels qu'assurance, banque, autres services financiers et télécommunications. En étaient exemptés les produits exportés ou réexportés et l'importation et la production de pierres précieuses, de bijoux et d'électricité. Il a été remplacé par la TVA en août 2002.
- Structure du droit

Taux ordinaire 5,5 pour cent

Taux réduit pour les équipements et machines 0,5 pour cent

²⁴ Calcul du droit – produits d'origine nationale: prix de gros, non compris le droit d'accise (dispositions spéciales), multiplié par le taux du NSL. Produits importés: total de la valeur c.a.f., du droit de douane et d'une majoration de 25 pour cent de la valeur c.a.f. et du droit de douane, multiplié par le taux du NSL [(c.a.f. + droit de douane 1,25)] x taux du NSL.

e) **Taxe à la valeur ajoutée (TVA)**²⁵

- La GST et le NSL ont été remplacés par une **TVA** unique. La loi adoptée à cet effet (Loi n° 14 de 2002 sur la taxe à la valeur ajoutée) est entrée en vigueur en août 2002. Il était nécessaire depuis longtemps, pour améliorer le système fiscal, de remplacer le NSL, impôt sur le chiffre d'affaires appliqué en cascade, par un impôt de type TVA. La TVA est administrée par le Département de la fiscalité intérieure. Elle doit être payée au plus tard le dernier jour du mois qui suit la fin de la période d'imposition (mois ou trimestre). Elle s'applique aux biens et services d'origine nationale et aux marchandises importées.²⁶
- Seuil de la TVA
 - a) Chiffre d'affaires supérieur à 500 000 roupies par trimestre se terminant en mars, juin, septembre et décembre. Ce seuil a été porté à 750 000 roupies par trimestre dans le budget 2004; ou
 - b) Chiffre d'affaires imposable supérieur à 1 800 000 roupies pour quatre trimestres successifs. Ce seuil a été porté à 3 millions de roupies dans le budget 2004.
 - c) Il n'est pas nécessaire d'être enregistré pour importer des marchandises sauf dans le cas des personnes qui importent à des fins commerciales pour un montant supérieur au seuil.

Tableau 19: Taux de la TVA

Secteur	Taux	Modifications proposées dans le budget 2004
Taux réduit	10 pour cent	Taux unique de 15 pour cent
Taux ordinaire	20 pour cent	
Taux nul ²⁷ [Exportations de marchandises; Transports internationaux; Services directement liés à des biens meubles ou immeubles à l'étranger.]	Zéro pour cent	
Secteurs spécifiques Banques et autres établissements financiers spécifiés	10 pour cent (depuis le 1 ^{er} janvier 2003)	
Exemptions		

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances, Discours de présentation du budget 2004.

²⁵ Un nouveau régime fiscal devant commencer le 1^{er} avril 2003 était à l'examen (discours de présentation du budget, partie I, page 7) [prière d'actualiser si nécessaire en donnant des précisions sur toute modification décidée ou envisagée].

²⁶ **Calcul de la TVA – produits manufacturés:** prix de vente hors taxe x taux de la TVA – TVA payée sur les intrants. **Services:** prix à la consommation hors taxe x taux de la TVA – TVA payée sur les intrants. **Importations:** valeur c.a.f. majorée du droit de douane, de la surtaxe, de la taxe parafiscale et du droit d'accise éventuel x taux de la TVA.

²⁷ La TVA acquittée sur les intrants, que les biens ou services soient assujettis ou non à la TVA, est remboursable.

- L'introduction d'un taux de TVA unique de 15 pour cent à partir du 1^{er} janvier 2004 représente un progrès par rapport au système à deux taux introduit en 2001.
- Calcul de l'impôt dû – taxe sur les produits et sur les intrants. La TVA sur les intrants peut être déduite en tant que dépense liée à la fourniture des biens ou services imposables, sous certaines restrictions.
- Pour faire de Sri Lanka un centre commercial régional, le gouvernement a proposé dans le budget 2004 de rembourser aux visiteurs étrangers qui achètent des biens de consommation à des détaillants assujettis à la TVA la TVA payée sur ces biens, au moment de leur départ à l'aéroport.

f) Droit d'accise

- **Le droit d'accise (dispositions spéciales)** a été introduit par la Loi n° 13 de 1989 (Loi sur le droit d'accise (dispositions spéciales)), telle que modifiée par les Lois n° 40 de 1990 et n° 8 de 1994; il est administré par le Service du droit d'accise (dispositions spéciales) du Département des douanes. Il est appliqué aux articles indiqués dans le tableau ci-dessous, notamment les cigarettes et produits pétroliers, qu'ils soient d'origine nationale ou importés. Son objectif est d'alimenter le budget de l'État.²⁸

Tableau 20: Taux du droit d'accise (dispositions spéciales)

Produit/Service	Spécification	Taux ²⁹
Cigarettes	Longueur inférieure à 60 mm	1 555 roupies les 1 000
	60 mm–67 mm	2 970 roupies les 1 000
	67 mm–72 mm	4 256 roupies les 1 000
	72 mm–84 mm	5 022 roupies les 1 000
	Supérieure à 84 mm	5 228 roupies les 1 000
Tabac pour pipe		250 roupies le kg
Gazole		3 roupies le litre
Essence		21 roupies le litre
Kérosène		1,25 roupie le litre
Véhicules automobiles	Voitures à essence	15 pour cent
	Voitures à moteur diesel	65 pour cent
	Camions	35 pour cent
Eaux minérales plates et gazeuses		4 roupies le litre (depuis le 22 mars 2002)
Publications sur les courses de chevaux		2 roupies le numéro

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances.

²⁸ Calcul du droit – **produits d'origine nationale**: prix de gros hors droit d'accise (dispositions spéciales) multiplié par le taux du droit d'accise. **Produits importés**: 105 pour cent de la valeur c.a.f. majorée de tous les prélèvements fiscaux sauf le droit d'accise (dispositions spéciales) multiplié par le taux du droit d'accise.

²⁹ Les taux applicables à certains produits ont été modifiés dans le budget 2004.

- **Le droit d'accise (ordonnance)** a été introduit par la Loi n° 8 de 1912 (Loi sur le droit d'accise (ordonnance)), telle que modifiée ultérieurement; il est administré par le Département des droits d'accise. Il est perçu sur les boissons alcooliques d'origine nationale.
- L'administration du droit sur les alcools a été simplifiée.

Tableau 21: Taux du droit d'accise (ordonnance)

Produit	Taux
Arack de noix de coco	299,00 roupies par litre d'alcool pur
Boissons alcooliques étrangères produites dans le pays	399,00 roupies le litre d'alcool pur
Arack de mélasse et de palmyrah	299,00 roupies le litre d'alcool pur
Alcool de malt titrant plus de 5 pour cent	25 roupies le litre
Vins titrant plus de 4 pour cent	149 roupies le litre

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances.

Modifications introduites par le budget 2004

- Le droit d'accise sur la bière sera majoré de 5 roupies le litre pour les bières titrant moins de 5 pour cent et de 10 roupies le litre pour les bières titrant plus de 5 pour cent, avec effet immédiat.
- Le droit d'accise sur les alcools rectifiés sera porté à 200 roupies le litre (contre 36 roupies le litre), avec effet immédiat.
- Le droit d'accise sur les palmiers kitul sera ramené à 50 roupies par arbre, avec effet immédiat.

g) Taxe sur les voitures de luxe

- **La taxe sur les voitures de luxe** a été introduite par la Loi n° 16 de 1995 et est administrée depuis le 1^{er} avril 1995 par le Département du trafic routier. Elle s'applique aux véhicules automobiles considérés comme voitures de luxe selon le classement ci-dessous, avec amortissement sur sept ans.

Tableau 22: Taux de la taxe sur les véhicules automobiles de luxe

Type de véhicule	Cylindrée	Taxe perçue la première année, en roupies
Voitures de luxe	Moteur diesel de plus de 2500cc	50 000/-
	Moteur essence de plus de 2000cc	50 000/-
Voitures de semi-luxe	Moteur diesel de 2200 à 2500cc	25 000/-
	Moteur essence de 1800 à 2000cc	25 000/-
Véhicules mixtes de semi-luxe - sauf les camionnettes	Moteur diesel de plus de 2500cc	10 000/-
	Moteur essence de plus de 2000cc	10 000/-

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances.

- Une taxe de 5 000 roupies par an est perçue sur tous les véhicules à moteur diesel autres que les véhicules servant au transport public de passagers et au transport de marchandises.
- Un autre impôt perçu sur les véhicules à moteur diesel a été supprimé le 12 octobre 2001.

h) Taxe parafiscale pour l'Office de développement des exportations³⁰

- En vertu de l'article 14 1) de la Loi sur l'Office de développement des exportations (EDB), l'EDB a introduit une taxe parafiscale sur les produits importés. Tous les produits importés, sauf ceux qui en sont exemptés, sont assujettis à une taxe parafiscale de 10 pour cent si le montant du droit de douane à payer est supérieur ou égal à 45 pour cent de la valeur en douane. Le produit de la taxe parafiscale a progressivement diminué, parallèlement à la réduction des taux de droits de douane appliqués.

i) Autres taxes

- Deux nouvelles taxes ont été introduites en 2002: a) une taxe sur les débits correspondant aux opérations courantes du système bancaire et b) un prélèvement pour l'aménagement des ports et aéroports, appliqué aux produits importés. Cette mesure a élargi l'assiette de l'impôt et facilité le recouvrement.
- **Un droit de timbre** a été introduit en 1982 par la Loi n° 43 de 1982 (Loi sur le droit de timbre), telle que modifiée à plusieurs reprises. L'article 2 de cette loi définit le montant du droit et les documents et instruments auxquels il s'applique. Dans le cadre du processus de simplification de l'impôt, le droit de timbre perçu par l'État a été supprimé en mai 2002.
- Les principaux documents et titres auxquels s'appliquait le droit de timbre sont les suivants:
 - a) Reconnaissances de dette.
 - b) Lettres de crédit, lettres de change et billets à ordre.
 - c) Obligations, hypothèques, certificats d'actions, garanties bancaires.
 - d) Actes de cession de biens et baux.
 - e) Documents présentés dans le cadre de procédures civiles et autres documents judiciaires, tels que déclarations sous serment ou dépositions.
- Taux du droit définis par le règlement pris en vertu de l'article 69 de la loi.

*Pour chaque tranche de
1 000 roupies ou fraction*

Lettres de crédit

Importations	20 roupies
Réexportation et vente en boutique hors-taxes	0,50 roupie
Actes concernant des hypothèques, mutations, gages, etc.	2,00 roupies

³⁰ Dix pour cent du droit de douane.

- **Prélèvement pour l'aménagement des ports et aéroports (PAL).** Le PAL est entré en vigueur le 1^{er} mai 2002 en vertu de la Loi de finance n° 11 de 2002, pour remplacer le droit de timbre supprimé en avril 2002. Il est administré par le Département des douanes. Il est perçu sur tous les articles importés, sauf certaines exceptions.
- Le PAL est perçu au taux de 1 pour cent de la valeur c.a.f. des articles importés. Lors de son introduction, il y avait un taux réduit de 0,75 pour cent (ramené à 0,50 pour cent le 1^{er} janvier 2003) pour les articles destinés à la transformation et à la réexportation.
- Exemptions – **a)** Articles importés par une mission diplomatique ou autre organisation bénéficiant des dispositions de la Loi n° 9 de 1996 sur les privilèges diplomatiques. **b)** Diamants, pierres précieuses, or, bijoux et articles ou composants électroniques importés pour transformation et réexportation.
- **Taxe sur les débits:** Cette taxe a été introduite le 1^{er} juin 2002 par la Loi n° 16 de 2002 (Loi sur la taxe sur les débits). Elle est administrée par le Département de la fiscalité intérieure. Elle est perçue au taux de 0,1 pour cent sur toutes les transactions au débit, sur l'encaissement de certificats de dépôt et sur l'encaissement de chèques de voyage.
- Exemptions
 - i) Si le total de la taxe due sur l'ensemble des transactions réalisées durant un mois ne dépasse pas 20 roupies.
 - ii) Débits pour le paiement d'impôts et le paiement d'intérêts sur des prêts à l'État.
 - iii) Paiements faits par le débit d'un compte spécial pour
 - a) Prestations de retraite
 - b) Règlement de transactions de courtiers en produits assujettis à licence
 - c) Négocier d'obligations et de bons du Trésor sur le marché primaire
 - d) Achat simple, réméré et réméré inverse portant sur des titres de dette publique et de dette d'entreprises sur le marché secondaire
 - e) Règlement des transactions réalisées à la Bourse de Colombo.
 - iv) Débits en rapport avec les opérations suivantes:
 - a) Transactions interbancaires et intrabancaires
 - b) Comptes de recouvrement
 - c) Comptes exemptés
 - d) Chèques annulés et correction d'erreurs.
- **Le prélèvement sur les jeux d'argent** a été introduit par la Loi n° 40 de 1980 (Loi sur le prélèvement sur les jeux d'argent). Il est administré par le Département de la fiscalité intérieure.
- Les activités assujetties au prélèvement sont les jeux d'argent (autres que le Rudjino), le Rudjino et les paris (avec ou sans télédiffusion en direct), quels que soient l'établissement ou la région.

- **Modifications récentes – Prélèvement sur les téléphones portables**
- Le budget 2004 prévoit un nouveau prélèvement sur les abonnés à la téléphonie cellulaire. C'est un prélèvement annuel de 300 roupies par abonné, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Il remplacera la TVA perçue lors de l'achat de téléphones portables.

4.1.4 Modifications des incitations fiscales

a) Abattements et incitations accordés en vertu de la Loi sur l'Office des investissements

153. La Loi n° 4 de 1978 sur l'Office des investissements, telle que modifiée en 1980, 1983, 1992 et 2002, est la principale loi régissant l'investissement en Sri Lanka. En vertu de son article 17, l'Office des investissements est habilité à conclure des accords avec toute entreprise et à octroyer des dérogations aux lois reprises à l'annexe B, ou à modifier l'application de ces lois à toute entreprise conformément aux règlements que pourra prendre le Ministre.

154. Le règlement actuellement en vigueur à cet égard est le Règlement n° 3 de 2003, publié le 6 mars 2003. Les incitations créées par ce règlement sont offertes de façon générale aux investisseurs étrangers en Sri Lanka, sous réserve des dispositions du Règlement n° 1232/4 du 19 avril 2002 sur le contrôle de changes tel que modifié par le Règlement n° 1248/19 du 8 août 2002. Le règlement définit les conditions applicables aux investissements étrangers. Ces conditions sont reproduites à l'annexe VI.

Encadré 2: Lois reprises à l'annexe B

- Loi sur l'administration des contributions (n° 4 de 1963)
- Loi sur l'administration des contributions (n° 28 de 1978)
- Ordonnance sur les douanes (chapitre 235)
- Loi sur le contrôle des changes (chapitre 423)
- Ordonnance sur les sociétés (chapitre 145)
- Loi sur la marine marchande (n° 52 de 1971)
- Loi de finance (n° 65 de 1961)
- Partie XII de la Loi de finance n° 11 de 1963
- Loi sur la navigation aérienne (chapitre 365)

Régime d'incitations

155. Le Règlement n° 3 de l'Office des investissements, publié le 6 mars 2002, définit les incitations fiscales offertes aux entreprises nouvelles ou existantes agréées par le BOI qui satisfont à certains critères. Les incitations sont des exemptions d'impôt sur les bénéfices et les revenus, de droits d'importation sur les biens d'équipement et les matières premières et du contrôle des changes ou des taux d'imposition réduits.

156. Dans le cadre de ce plan ont été offertes 14 catégories d'incitations pour différents secteurs, avec des critères spécifiques. On peut les regrouper en différentes catégories sur la base de critères tels que le montant minimum de l'investissement, les prescriptions de résultats à l'exportation, la durée

du moratoire, l'exemption des droits d'importation sur les biens d'équipement, etc. Les incitations offertes aux investisseurs étrangers, par branche de production, sont décrites à l'annexe VII.

b) Abattements et incitations fiscaux en vertu de la Loi sur l'administration des contributions

Exemptions

1. Exemptions

- i. Plus-values réalisées lors de la vente (avant le 1^{er} avril 2002) de
 - a) actions cotées
 - b) obligations et autres titres de créance cotés
 - c) droits de souscription ou distribution d'actions gratuites d'une entreprise cotée
 - d) bons et obligations du Trésor, etc., sur le marché secondaire
 - e) titres de créance cotés
- (Article 14)

Les plus-values réalisées après le 1^{er} avril 2002 ne sont pas considérées comme un revenu imposable.

- ii. Bénéfices commerciaux
 - a) sur la vente d'or, de pierres précieuses ou de bijoux
 - b) réalisés par un courtier sur le marché secondaire des bons du Trésor, actions cotées ou autres valeurs mobilières
 - c) sur le commerce d'entrepôt de certains articles
 - d) sur les fonds communs de placement si 70 pour cent des bénéfices sont distribués dans un délai d'un an
- (Articles 15 et 80)

Toutefois, le budget 2004 prévoit d'exempter les bénéfices des catégories c) et d).

2. Exemptions de durée limitée

- i. Revenus d'immeubles de logement pendant
 - sept ans si la surface est comprise entre 2 000 et 1 500 pieds carrés
 - dix ans si la surface ne dépasse pas 1 500 pieds carrés
- (Article 12)

Toutefois, pour tous les exercices commençant après le 1^{er} avril 2003, la durée d'exemption a été ramenée à cinq ans.

- ii. Moratoire d'impôt de cinq ans pour les bénéfices additionnels réalisés par des entreprises existantes fournissant des produits manufacturés ou des services au moyen de techniques avancées, à condition que le montant investi soit d'au moins 4 millions de roupies et que l'investissement crée au moins 50 emplois.
- (Article 17 JJ) et (Article 17 KK)

4.1.5 Modifications institutionnelles

- Il a été proposé de créer une Direction de recettes pour améliorer l'administration de l'impôt.³¹ Le 1^{er} janvier 2003 a été créé un Comité directeur chargé d'étudier la création de cette Direction. Le projet de loi sur la Direction des recettes a déjà été présenté au Cabinet et il est prévu de le présenter au Parlement en janvier 2004.

4.1.6 Modifications récentes dans le cadre du budget 2004

157. Les exemptions d'impôts accordées en vertu de la Loi sur l'administration des contributions seront rationalisées, c'est-à-dire que celles qui ne sont plus pertinentes seront supprimées, à compter du 1^{er} avril 2004. En outre, les abattements d'impôts prévus par cette loi seront harmonisés avec ceux prévus par la Loi sur le BOI.

4.1.7 Réforme de la politique monétaire et de la politique de taux de change

a) Politique monétaire

158. Durant la période examinée, le gouvernement a continué de prendre des initiatives majeures pour réformer le secteur financier. Le recours à des instruments négociables pour l'application de la politique monétaire a été élargi, la surveillance de l'expansion du crédit intérieur, particulièrement dans le secteur public, a été renforcée, un cadre juridique et réglementaire a été mis en place, les banques et autres établissements financiers ont été renforcés et leur contrôle a été amélioré, les restrictions visant la fixation des taux d'intérêt et le taux de change ont été levées, le marché financier a été libéralisé et de nouveaux instruments financiers ont été mis au point. Ces réformes visent à promouvoir la stabilité financière, à accroître l'efficacité, à réduire les frais d'intermédiation et à mobiliser les ressources nationales pour financer l'investissement.

- Le gouvernement a modifié en 1998 et en 2002 la Loi sur la monnaie (n° 58 de 1949) portant création de la Banque centrale; les modifications sont les suivantes: la stabilisation des prix est devenue l'objectif principal de la Banque centrale; une nouvelle définition de la masse monétaire (monnaie au sens large) a été adoptée; le plancher et le plafond des ratios de réserves obligatoires ont été supprimés; le Conseil monétaire a une plus grande marge de manœuvre pour déterminer les bases de calcul des réserves requises; un intérêt sera versé sur les réserves obligatoires et les ratios de réserves obligatoires s'appliqueront à un éventail plus large d'établissements financiers et d'engagements financiers.
- Pour promouvoir la mobilisation des ressources nationales, le gouvernement a modifié en 1995 la Loi sur la monnaie, l'Ordonnance sur les actions et les titres nominatifs et l'Ordonnance sur les bons du Trésor, de façon à permettre le négoce d'obligations de l'État dématérialisées.
- Des modifications de la Loi sur la Banque nationale d'épargne, visant à permettre à la Banque nationale d'épargne (NSB) de convertir les comptes dormants en capital et de verser les intérêts sur les comptes réactivés à la réserve pour dépôts non réclamés ont été approuvées. Cela permettra à la NSB d'investir sur le marché des actions, d'avoir des activités bancaires plus diversifiées et d'opérer sur des bases commerciales.

³¹ Cette Direction des recettes reprendrait les fonctions du Département de la fiscalité intérieure, du Département des douanes et du Département des droits d'accise. Ce serait un organisme indépendant.

- Contrôle bancaire – Les modifications apportées en 1995 à la Loi bancaire ont renforcé les pouvoirs de contrôle de la Banque centrale et élargi le contrôle aux banques de développement et aux banques d'épargne, en intégrant toutes les exigences prudentielles correspondant aux normes internationales.
- Réglementation prudentielle des établissements bancaires opérant en devises. Un régime a été défini en vertu de la Loi bancaire.
- Supervision des banques – Des projets de modification de la Loi bancaire concernant les procédures d'agrément et d'annulation de l'agrément, les qualifications, la nomination et la révocation des administrateurs et des cadres supérieurs des banques, les fusions bancaires, les ordonnances de ne pas faire, et la liquidation ou la clôture des banques devaient être présentés au Cabinet avant la fin de 1999.
- Le gouvernement est en train de rédiger des projets de modification de la Loi sur la Commission des opérations de bourse de façon à donner à cette dernière des pouvoirs de contrôle élargis sur les sociétés cotées, les fonds communs de placement et les courtiers et négociants en actions.
- Un Conseil du contrôle des normes comptables et des normes d'audit a été créé pour vérifier le respect par les entreprises des normes comptables et des normes d'audit spécifiées dans la loi.
- À la suite du remplacement, en 2001, du régime de taux de change à parité glissante par un régime de taux flottant, la Banque centrale n'est plus obligée d'opérer dans un cadre rigide, ce qui a permis d'accroître la flexibilité et l'efficacité de la politique monétaire et de la politique de taux de change. Le système de paiement et de règlement a été amélioré.
- La Banque centrale offre un mécanisme de compensation pour le transfert de fonds entre les banques commerciales et les négociants en valeurs sur le marché primaire, par l'intermédiaire de comptes courants. Elle est en train d'automatiser ce mécanisme pour que le transfert et la compensation des montants élevés se fassent en temps réel.
- Afin de promouvoir la concurrence sur le marché financier, la Banque centrale publie les taux d'intérêt, les commissions et les frais pratiqués par les banques pour mieux informer le public.

b) Régime de taux de change

159. La principale modification apportée à la politique de taux de change a été l'adoption d'un régime de taux flottant le 23 janvier 2001, en raison de la contraction des réserves extérieures. Ce régime a donné satisfaction depuis son adoption. Il a permis d'accroître les réserves extérieures, de stabiliser le taux de change et de développer le marché des changes.

160. En dépit d'un taux d'inflation relativement élevé, même s'il est en déclin, le taux de change effectif réel a baissé d'environ 4 pour cent durant les neuf premiers mois de 2003, ce qui a amélioré la compétitivité internationale de l'économie sri-lankaise.

161. Le volume et la diversité des opérations à terme ont augmenté, ce qui facilite la gestion du risque de change. La prime sur les opérations à terme est restée inférieure à l'écart de taux d'intérêt, ce qui signifie que les intervenants s'attendent à une baisse de l'inflation et à un ajustement des taux d'intérêt, et que la roupie inspire plus confiance.

162. Les interventions de la Banque centrale sur le marché des changes ont eu pour but uniquement de réduire la volatilité du taux de change à court terme tout en reconstituant les réserves officielles. C'est ainsi que, durant les trois premiers trimestres de 2003, la Banque a acheté sur le marché des changes un montant net de 333 millions de dollars EU, contre 177 millions en 2002.

163. L'adoption d'un régime de taux de change flottant déterminé par le marché a beaucoup réduit l'activité spéculative et contribué à stabiliser le cours de la roupie tout en préservant la compétitivité de l'économie.

4.2 Évolution des politiques sectorielles

4.2.1 Agriculture

Évolution de la politique agricole

164. La politique agricole a des objectifs beaucoup plus divers que les autres politiques sectorielles. Elle englobe la protection et la gestion de l'environnement, la protection de la biodiversité, la viabilité de l'agriculture, le développement des infrastructures, la gestion des friches et des bassins versants, la recherche agricole, la technologie agricole et le transfert de technologie, la gestion des intrants, la diversification de l'agriculture, la libéralisation du commerce intérieur et international des produits agricoles, les interventions visant à encadrer les prix et la production, la protection des droits de propriété intellectuelle, la définition du régime applicable à des innovations telles que les organismes génétiquement modifiés, la mise au point d'un système d'incitations qui ne fausse pas l'allocation des ressources et ne crée pas de risque moral à long terme, la vulgarisation, et le bien-être des agriculteurs et des consommateurs.

165. Le processus d'élaboration de la politique agricole est devenu encore plus complexe en raison des enjeux politiques de l'agriculture.

1. La politique agricole a été facilitée par la politique environnementale qu'a adoptée le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles. Ce ministère a beaucoup travaillé pour mettre en place des régimes d'utilisation des terres et des mesures de conservation des sols conçus pour concilier la production et la protection durable des bassins versants.
2. Le Ministère de l'irrigation et de la gestion de l'eau a aménagé et géré de grands réseaux d'irrigation et mis en œuvre la politique gouvernementale de gestion participative des réseaux importants et moyens, dans le cadre du programme "Wap Haula". Ce programme a pour but de promouvoir une gestion conjointe efficace, efficiente et durable des ressources hydriques afin d'accroître la productivité de l'eau et de la terre avec la participation des bénéficiaires. Il devrait contribuer à élever les revenus des agriculteurs et à transférer des techniques agricoles respectueuses de l'environnement permettant d'obtenir des rendements élevés avec une meilleure gestion de l'eau.
3. Les réseaux d'irrigation ont encore été développés par la Direction du programme Mahaweli. Ce programme "une région un produit" consistait à promouvoir les productions végétales et animales les plus rentables dans chaque zone, à accroître la productivité de l'agriculture, à améliorer les liens entre l'agriculture et le marché et à optimiser l'emploi de l'eau d'irrigation.
4. Pour améliorer les circuits de commercialisation, le gouvernement a créé des centres économiques spécialisés (DEC) dans les principales zones de culture des fruits et des légumes. Ces centres sont des marchés qui permettent aux agriculteurs de vendre leur

production directement à des grossistes et à des détaillants et d'obtenir ainsi un prix plus élevé. Les deux DEC créés à Meegoda et à Embilipitiya en 2002 devraient continuer d'offrir de meilleurs débouchés à la population rurale de ces zones.

5. Le système de commercialisation a été amélioré par la campagne de promotion du marché à terme, créé en 1999, parmi les agriculteurs, les acheteurs, les banquiers, les responsables politiques et le grand public. En 2002, ce programme a reçu une impulsion vigoureuse grâce au prix obtenu dans le cadre d'un concours organisé par la Banque mondiale ("Development Market Place"). La fourniture de semences sélectionnées aux agriculteurs pour accroître leur productivité et donc leurs revenus est un aspect important de la politique agricole de Sri Lanka.
6. Malgré la politique des semences approuvée par le gouvernement en 1997, qui s'appuie sur le secteur privé pour la production de semences, et l'élaboration d'un plan pour la mise en œuvre de cette politique, on n'a pas trouvé de solution durable au problème de la pénurie de semences de qualité pour les cultures de plein champ. Il faut remanier la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur les semences pour permettre une plus grande participation du secteur privé à cette activité essentielle. Néanmoins, il y a eu des progrès, avec une participation accrue du secteur privé structuré, des coopératives, des associations de paysans et des entreprises agricoles à la production de semences sélectionnées.
7. Le programme de subvention des engrais a été conservé, mais modifié en octobre 2002. Depuis cette date, la subvention est de 6 000 roupies la tonne d'urée, quel que soit le cours international. Cela devrait encourager l'importation lorsque le cours international est bas. Cette modification peut être considérée comme un progrès majeur car l'ancien système avait un effet pervers: Sri Lanka importait plus d'urée lorsque le cours international était au plus haut, car la subvention était liée au prix à l'importation. **Dans le budget 2004**, il a été proposé de porter l'enveloppe des subventions pour les engrais de 2 000 millions à 3 000 millions de roupies à partir du 1^{er} janvier 2004. Cela signifie que le montant de la subvention passera de 300 à 450 roupies le sac d'urée.
8. Dans le cadre de la politique adoptée par le gouvernement, qui consiste à déréglementer les principaux secteurs de l'économie pour accélérer la croissance, une équipe spéciale d'examen de la réglementation (RRTF) a été nommée pour réviser la réglementation de l'industrie du thé. Les autorités sont en train de donner effet à ses recommandations. Une Fédération de l'industrie du thé, organisme faîtier auquel sont représentés tous les intéressés, a été créée en 2002. Le but est de remédier aux problèmes de l'industrie du thé et notamment de réformer les réglementations et mécanismes officiels qui entravent la commercialisation.
9. Le Ministère des plantations a formé en outre deux autres équipes spéciales chargées de la certification de la qualité et de l'amélioration des procédés.
10. Pour enrayer la chute du prix du riz à l'exploitation, le gouvernement est intervenu par l'intermédiaire de la coopérative de gros (CWE) et d'autres coopératives afin d'acheter du riz de qualité acceptable durant les récoltes en 2001, 2002 et 2003. Ces interventions n'ont guère eu de succès car les entités employées n'étaient pas équipées pour ce genre d'opération. Au plus fort de la récolte, l'impossibilité d'entreposer le riz acheté et les difficultés de commercialisation ont compromis la réussite de l'opération. Il faut que le gouvernement mette en place une politique cohérente et une infrastructure efficace et que l'État ne fournisse que les biens et services publics essentiels que le secteur privé n'offre pas.

11. La production des autres cultures de plein champ a été décevante en raison de problèmes persistants, notamment la réduction progressive des superficies cultivées et l'insuffisance des rendements. Il est urgent de revitaliser ces cultures car elles sont la principale source de revenu des petits paysans.
12. Il y a une importante demande à l'exportation pour des produits agricoles à valeur ajoutée et, par conséquent, en fournissant aux paysans les intrants nécessaires pour cultiver ces produits, on les aiderait à accroître leurs revenus. Une équipe spéciale a été chargée de formuler des recommandations pour développer la culture des épices et produits connexes et élaborer un plan à long terme d'expansion de cette activité.
13. En raison de la réduction des crédits disponibles, le Ministère des pêches et de l'exploitation des ressources de la mer a cessé de fournir aux pêcheurs des embarcations et des engins de pêche en 2002. Les autres subventions versées à la pêche en mer dans le cadre de divers mécanismes ont diminué de 42 pour cent en 2002.
14. Afin de faire baisser le prix des aliments pour bovins et donc d'aider les éleveurs, le gouvernement a décidé de suspendre l'application des droits de douane au maïs importé à partir de mars 2002. La production de lait a augmenté ces dernières années mais la collecte est médiocre en raison de différents facteurs, tels que l'insuffisance du prix à l'exploitation, la hausse du coût de production et les carences des circuits de commercialisation, si bien que la production de produits laitiers a diminué durant l'année. Il est urgent de revitaliser l'élevage afin d'obtenir une production suffisante de lait pour lutter contre la sous-alimentation des enfants, en particulier dans les zones rurales.
15. Comme l'élevage laitier peut apporter une contribution beaucoup plus importante à la croissance de l'économie sri-lankaise et en particulier de l'économie rurale, il faut encourager le secteur privé à investir dans cette activité.
16. Dans le budget 2004 a été proposé un nouveau **mécanisme d'allégement des dettes des agriculteurs**. Il s'agirait de rééchelonner les dettes des agriculteurs envers les deux banques d'État. Les agriculteurs pourront rembourser leurs dettes sur six campagnes, moyennant un intérêt de 4 pour cent par an.
17. Le budget 2004 propose aussi la création d'un **fonds de développement de l'agro-industrie**. Ce fonds a été créé en 2003 et doté de 100 millions de roupies pour verser des primes à des entités privées afin de les encourager à mettre au point de nouvelles technologies et pratiques agricoles.
18. **Afin de promouvoir l'industrie laitière, le budget 2004 propose de verser aux entreprises de transformation du lait** qui collectent au moins 5 millions de litres de lait par an une prime incitative de 2 roupies le litre ou plus. Le droit de douane sera modifié pour accroître la rentabilité de l'industrie.
19. Enfin, il est prévu de créer un programme de distribution de lait aux enfants d'âge préscolaire dans le besoin.

4.2.2 Industrie

a) Évolution de la politique industrielle

166. La politique industrielle axée sur l'exportation et sur le développement du secteur privé a été maintenue en 2002. Le rôle de l'État dans le développement industriel a continué d'évoluer, la fonction de réglementation cédant la place à une fonction de facilitation. Par conséquent, les objectifs de la politique industrielle ont été de supprimer les obstacles et les règlements superflus, d'améliorer l'environnement de l'entreprise, de faciliter le commerce extérieur, d'accroître la compétitivité et d'améliorer le gouvernement d'entreprise.

167. La politique industrielle vise aussi à diversifier et à élargir la base industrielle du pays, afin de réduire sa vulnérabilité en cas de choc externe.

168. Pour obtenir une croissance soutenue et durable, il faut notamment éliminer les distorsions de la structure tarifaire et du marché du travail, développer et améliorer les infrastructures, remédier aux problèmes des PME, accroître l'efficacité du système juridique, améliorer les conditions du commerce international, réformer les réglementations et contrôles excessifs et superflus et lutter contre les pratiques commerciales déloyales.

169. Le redressement de l'économie en 2002 et 2003 a été dû essentiellement à l'augmentation des commandes à l'exportation, résultant du rétablissement progressif de la demande mondiale, à l'expansion de la demande intérieure due à l'amélioration de la confiance des consommateurs et au fait qu'il n'y a plus eu de coupures d'électricité depuis le milieu de 2002. En outre, diverses mesures prises par les entreprises pour se restructurer afin de s'adapter à un marché plus difficile, l'adoption de méthodes de gestion modernes et l'accroissement de l'investissement dans les technologies avancées ont permis une expansion modérée de l'industrie.

170. La concurrence sur le marché des vêtements s'est intensifiée en raison de la conclusion d'accords commerciaux préférentiels en Europe et en Amérique du Nord, des préférences accordées à certains pays d'Afrique et des Caraïbes et de l'augmentation de la production de pays à bas coût tels que la Chine, le Viet Nam et le Bangladesh.

171. La bonne image de marque des principaux producteurs de vêtements sur le marché international, résultant d'une conception soignée, de prix intéressants, du respect des délais de livraison et de la réputation de Sri Lanka en tant que fournisseur de produits de qualité, a atténué dans une certaine mesure les effets négatifs de l'intensification de la concurrence.

172. Les producteurs d'autres produits industriels travaillant pour l'exportation ont aussi fait des efforts en matière d'amélioration de la qualité, de placement des commandes, de recherche de fournisseurs efficaces, de commercialisation, de réduction du coût du financement commercial et de logistique pour soutenir la concurrence internationale. En outre, des stratégies commerciales telles que la segmentation du marché, une publicité ciblée et efficace et l'amélioration des méthodes de distribution ont contribué à accroître la demande intérieure.

173. Les activités industrielles continuent de tirer parti de l'informatisation, qui contribue à assurer l'homogénéité de la production et la qualité des produits. L'informatique a aussi aidé à améliorer la commercialisation, la logistique et la prise de décisions stratégiques et à réduire les prix de revient.

b) Obstacles structurels

174. Toutefois, les entreprises manufacturières n'ont pas pu exploiter au maximum l'évolution favorable du marché intérieur en raison de plusieurs obstacles. La hausse des tarifs de l'électricité, du téléphone et d'autres services d'utilité publique a fait monter les prix de revient au-delà des prévisions. L'impossibilité d'absorber ce surcoût à court terme les a obligées à majorer leurs prix, ce qui a réduit leur compétitivité.

- La rigidité du marché du travail empêche les entreprises, même lorsqu'elles sont en difficulté, de prendre des mesures de restructuration indispensables, telles que la réduction des effectifs ou la sous-traitance, afin de réduire leurs coûts. Les entreprises sont en outre pénalisées par la rotation rapide et la sous-qualification de la main-d'œuvre et par l'action syndicale.
- Le sous-développement des infrastructures telles que les routes et autres moyens de transport, les communications, le réseau électrique et certains obstacles réglementaires non nécessaires alourdissent les coûts de transaction.
- La stagnation et, dans certains cas, le déclin des prix internationaux des produits d'exportation ont forcé les producteurs à réduire leurs prix de revient afin de conserver leurs marchés et de préserver leurs marges. Les mesures de compression des coûts lancées les années précédentes ont été intensifiées en 2002.

c) Mesures prises pour éliminer les obstacles structurels

- Afin de réduire les prix de revient, les producteurs ont employé diverses méthodes telles que des techniques de production plus économiques, la rationalisation des formalités administratives, la lutte contre le gaspillage, la sous-traitance, la fusion d'activités similaires et la fermeture d'établissements non rentables. En réponse à la hausse du prix de l'énergie, les entreprises employant beaucoup d'énergie ont introduit des méthodes et équipements ayant un meilleur rendement énergétique et des procédés de récupération de l'énergie.
- Les frais financiers à court terme des entreprises industrielles, déjà allégés par la baisse des taux d'intérêt, ont été encore réduits par des mesures telles que la compression des stocks, l'utilisation maximale du crédit commercial et la réduction des délais de fabrication et du crédit fournisseur.
- De grandes entreprises manufacturières ont signé des conventions collectives avec les syndicats afin d'éviter les mouvements sociaux et d'améliorer les relations avec leurs salariés.
- Une nouvelle Loi sur le BOI a été adoptée en 2002 dans le but de créer cinq zones économiques pour promouvoir la croissance dans différentes provinces du pays.
- Pour renforcer les capacités et la compétitivité des PME, le gouvernement a lancé en 2002 le programme de crédit "Sahanya", avec l'appui financier de la Banque asiatique de développement. Ce programme fournira des capitaux pour la création, l'expansion, la modernisation ou le déménagement d'entreprises, sous forme de crédits bonifiés avec calendrier de remboursement flexible, accompagnés d'une assistance technique.
- L'Ordonnance sur les établissements industriels a été modifiée en 2002: le plafond des heures supplémentaires des travailleuses a été porté de 100 à 720 heures par an. Cela permet aux

entreprises de faire faire à leurs salariées de nombreuses heures supplémentaires sans commettre d'infraction au droit du travail.

- Dans le but de faciliter la croissance future et d'éliminer les obstacles, le gouvernement a créé en 2002 15 équipes sectorielles, comprenant des représentants du secteur privé, qui sont chargées de formuler des plans de développement à court et à moyen terme pour différentes branches de production.
- Le gouvernement a créé un Conseil tarifaire permanent, chargé de répertorier les anomalies et distorsions de la structure tarifaire qui entravent la croissance.
- Le gouvernement a ramené le taux de la surtaxe à l'importation de 40 pour cent à 20 pour cent le 15 avril 2002, ce qui a réduit le coût des matières premières importées. Ce taux a ensuite été ramené à 10 pour cent dans le budget 2004.
- Le budget 2004 comporte un projet pour l'amélioration de la productivité de l'industrie du vêtement. Ce projet sera exécuté par l'intermédiaire du Joint Apparel Association Forum en 2004. Il financera une campagne internationale de promotion de l'industrie sri-lankaise du vêtement et offrira des crédits pour la formation du personnel de production.
- Le budget 2004 comporte un nouveau projet de modernisation technologique des PME. Ce projet, conçu pour améliorer la technologie employée par les PME, sera exécuté. Un crédit de 1 000 millions de roupies a été ouvert à cet effet.

4.2.3 Services

175. Des réformes indispensables des institutions et du marché ont été lancées en 2002 afin d'éliminer les goulots d'étranglement, d'accroître l'efficacité opérationnelle, d'instaurer une saine concurrence, de rationaliser la politique de tarification et de promouvoir l'investissement privé.

176. Les réformes ont porté sur l'électricité, le pétrole, la fourniture d'huile de soute, l'aviation civile, les télécommunications et le transport de personnes, ainsi que sur la réglementation des services d'utilité publique. Leur but est d'éliminer la rigidité structurelle de ces sous-secteurs et elles devraient apporter d'importants avantages économiques à long terme.

a) Politique générale de fixation des prix

177. L'absence d'une politique rationnelle de fixation des prix a été un des grands obstacles au développement des services d'infrastructure. Cela décourage les investisseurs privés et force l'État à assumer tout le fardeau, ce qui limite les investissements qui seraient nécessaires pour moderniser les infrastructures du pays. Le gouvernement a pris plusieurs mesures afin d'introduire une politique de fixation des prix rationnelle, souple et transparente, avantageuse tant pour les fournisseurs que pour les consommateurs et pour l'économie dans son ensemble, grâce à la réduction des incertitudes, à la répercussion des baisses du coût des intrants, à la neutralité budgétaire et macro-économique et à la réduction des distorsions.

- En 2002, le gouvernement a introduit un mécanisme automatique d'ajustement du prix des produits pétroliers et une politique de tarification souple pour le transport routier de passagers. La politique de tarification souple a été appliquée à d'autres services d'utilité publique, en particulier l'électricité, la distribution d'eau et le transport ferroviaire.

b) Aviation civile

178. La réforme longtemps attendue de l'aviation civile a été réalisée en 2002, avec la transformation du Département de l'aviation civile en une Direction de l'aviation civile jouissant d'une plus grande autonomie en matière de formulation et d'exécution de la politique de l'aviation civile.

179. Les mesures les plus urgentes de réforme de l'aviation civile ont été prises en 2002 avec l'adoption de la Loi sur la Direction de l'aviation civile de Sri Lanka. Conformément à cette loi, le Département de l'aviation civile a été transformé en une Direction de l'aviation civile (CAASL), qui peut prendre des décisions commerciales de façon plus indépendante.³²

180. Suite à la conclusion de l'accord de cessez-le-feu et à l'amélioration des perspectives de paix, le Département de l'aviation civile a autorisé les vols intérieurs privés et a délivré plusieurs nouvelles licences en 2002.

c) Transports

181. Parallèlement, le gouvernement a cherché à promouvoir des partenariats public-privé pour l'exploitation des services de transport routier de passagers gérés par les sociétés régionales d'autocars. Une décision définitive sur les modalités de cession devait être prise en 2003.

d) Communications

182. Une nouvelle politique des communications, annoncée en 2002, facilitera la libéralisation des services de télécommunication et notamment l'exploitation de l'accès au réseau international. Le secteur des télécommunications a beaucoup évolué au cours de la dernière décennie en ce qui concerne le nombre d'abonnés, la modernisation du réseau, la participation du secteur privé et la réforme institutionnelle. Plusieurs nouveaux services à valeur ajoutée ont été introduits avec la participation du secteur privé.

183. Aujourd'hui, tout le sous-secteur des télécommunications est ouvert à la concurrence. Le monopole de Sri Lanka Telecom Ltd. (SLT) pour la téléphonie vocale internationale et la téléphonie par ligne fixe a été supprimé en août 2002.

184. La Commission de régulation des télécommunications de Sri Lanka (TRSCSL) a formulé une nouvelle politique des télécommunications afin d'accroître la concurrence et de renforcer la réglementation.

- Actuellement, seul SLT offre des services de téléphonie par ligne fixe.
- Deux opérateurs privés ont une licence pour la fourniture de liaisons téléphoniques fixes sans fil.
- Quatre entreprises privées ont une licence pour la fourniture de services de téléphonie cellulaire.

³² La CAASL est devenue opérationnelle le 27 décembre 2002. Elle a repris toutes les fonctions et responsabilités du Département de l'aviation civile. Conformément à la loi, elle est le principal organisme de régulation de l'aviation civile dans le pays. En outre, elle formulera une politique nationale de l'aviation, élaborera les plans de développement de l'aviation, contrôlera la sécurité aérienne, délivrera les licences, certificats et permis et contrôlera les services aériens commerciaux.

185. Des mesures ont déjà été prises afin de délivrer des licences supplémentaires pour l'exploitation de l'accès au réseau international.

186. En même temps, dans le but de mettre en place une tarification équitable, il a été décidé d'opter pour un système de taxe à la charge de l'appelant à partir de juillet 2003. Avec l'intensification de la concurrence, la qualité du réseau de télécommunication s'améliore.

e) Énergie – Électricité

187. En 2002, le gouvernement a lancé des réformes dans le sous-secteur de l'électricité afin d'accroître la productivité, de remédier à la pénurie, de rationaliser la tarification et de créer un marché concurrentiel de l'électricité.

188. Le Parlement a adopté en 2002 la Loi sur la réforme de l'électricité, qui définit le cadre juridique nécessaire pour réformer le sous-secteur de l'électricité. Dans ce cadre, les principales activités du Ceylon Electricity Board (CEB) seront séparées, ce qui ouvrira la voie à une plus grande participation du secteur privé, particulièrement pour la production et la distribution d'électricité, et permettra de diversifier l'offre.

189. Un Comité de l'électricité (ESC) a été créé au début de 2002 pour deux ans, avec pour mission de trouver des solutions rapides au problème de la pénurie d'électricité.

f) Énergie – Pétrole

190. Le gouvernement a pris des mesures afin de créer un marché concurrentiel pour les produits pétroliers, la fourniture d'huile de soute et la production et la distribution d'électricité. En 2002, le marché des produits pétroliers, monopole de la Ceylon Petroleum Corporation (CPC) depuis sa création en 1961, a été ouvert à la concurrence. Un effort concerté a été fait pour restructurer le secteur et l'ouvrir à la concurrence. Le gouvernement a conclu avec Indian Oil Corporation (IOC) un bail pour la location des citernes de Trincomalee et l'a autorisée à vendre les produits pétroliers au détail sur le marché sri-lankais. Il a l'intention de délivrer une licence à un troisième fournisseur de produits pétroliers.

191. Afin de créer un marché efficient pour la fourniture d'huile de soute, le gouvernement a privatisé Lanka Marine Services (pvt.) Ltd. (LMS) en août 2002.

192. L'introduction d'un mécanisme souple de fixation des prix des produits pétroliers en janvier 2002 a stimulé l'économie. En raison de la hausse continue du cours international du pétrole depuis avril 2002, il est devenu difficile de conserver ce mécanisme car la montée du prix des produits pétroliers exerçait une forte pression sur les prix intérieurs des biens et des services. Toutefois, malgré certains écarts et quelques modifications de la formule, il a été appliqué en 2002. Cela a permis à la CPC d'éviter d'accumuler de nouvelles pertes, mais pas de réduire l'encours de sa dette, car la composante amortissement de la dette a été retirée de la formule à partir de juillet 2002. Il faut que le gouvernement mette en œuvre cette politique de fixation des prix des produits pétroliers sans céder aux pressions afin d'assurer sa crédibilité.

g) Éducation

193. Le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de la réforme de l'éducation lancée en 1998 et de la réforme de la santé lancée en 1997.

h) Protection sociale

194. La question du ciblage des bénéficiaires du Samurdhi, en suspens depuis longtemps et faisant l'objet d'un débat animé, a été réglée par la promulgation en 2002 de la Loi sur les prestations sociales. Les critères contestés employés pour déterminer les bénéficiaires, l'absence d'un mécanisme efficace régissant l'entrée et la sortie et les ingérences politiques ont entraîné une expansion du programme Samurdhi³³ qui compromettait sa viabilité à long terme. Néanmoins, un grand nombre de ménages pauvres qui auraient dû en bénéficier n'en bénéficiaient pas, tandis qu'un grand nombre de ménages qui n'y avaient pas droit en bénéficiaient. La Loi sur les prestations sociales définit clairement la procédure de sélection sur la base de critères appliqués par un organisme indépendant. Sa mise en œuvre devrait entraîner une baisse du nombre de bénéficiaires jusqu'à un niveau réaliste, qui permettra aux autorités d'accroître les prestations versées aux ménages répondant aux critères.

i) Investissement

195. Le gouvernement encourage l'investissement privé dans les services d'infrastructure. Ces dernières années, le secteur privé s'est montré particulièrement intéressé par les télécommunications, la production d'électricité, la santé et l'éducation. Outre l'investissement direct, la participation du secteur privé a été facilitée par divers dispositifs: construction-exploitation-propriété (CEP), construction-exploitation-transfert (CET), contrats de services, contrats de gestion, partenariats stratégiques et privatisation directe.

j) Modifications institutionnelles

196. Les mesures prises en vue de créer une Commission des services d'utilité publique de Sri Lanka (PUSCSL) ont apporté une contribution importante au renforcement de la confiance des consommateurs et des investisseurs envers un système de services d'utilité publique fondé sur le marché et concurrentiel. Il est indispensable de restructurer les sous-secteurs qui n'ont pas encore été réformés, en particulier les chemins de fer et les services postaux.

4.3 Politique industrielle

197. La politique industrielle vise en particulier à promouvoir des industries à vocation exportatrice et l'industrialisation de certaines zones des provinces.³⁴ À cet effet, les autorités offrent des incitations, créent des infrastructures et cherchent à mettre en place un environnement macro-économique plus sain, caractérisé par un déficit budgétaire modéré, une inflation maîtrisée et un taux de change réel compétitif. Une politique commerciale ouverte, avec notamment la suppression du contrôle des importations et des obstacles tarifaires élevés et de durée indéterminée, est nécessaire pour soutenir la croissance de l'industrie.

Mécanismes institutionnels

198. Le mécanisme d'élaboration des politiques du Ministère du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion de l'investissement (MOEDIP&IP) se compose de trois

³³ Le principal objectif du programme Samurdhi est d'améliorer le niveau de vie des pauvres en offrant des aides directes aux groupes vulnérables et en finançant divers programmes tels que l'aménagement de petites infrastructures, l'offre d'une assurance contre la sécheresse et de mécanismes de sécurité financière et sociale conçus pour élever le niveau de revenu des pauvres.

³⁴ Loi de 1990 sur la promotion de l'industrie.

organes, la Commission de l'industrialisation, le Conseil consultatif pour l'industrie et la Commission des services à l'industrie régionale.

199. La Commission de l'industrialisation a été établie par la Loi n° 46 de 1990 sur la promotion de l'industrie et est chargée notamment de donner au gouvernement des conseils sur les politiques et programmes à mettre en œuvre pour promouvoir le développement de l'industrie, de créer les mécanismes institutionnels nécessaires pour l'industrialisation, de planifier la fourniture d'infrastructures et de services pour les industries et de fournir aux entreprises des informations sur les produits et les marchés.

200. Le Ministre compétent et le Président peuvent donner à la Commission de l'industrialisation des instructions pour assurer la bonne application des régimes et programmes approuvés par son Conseil d'administration. La Commission peut adresser à tout organisme officiel des directives pour donner effet aux instructions qu'elle a reçues.

201. Les politiques adoptées par le Conseil d'administration de la Commission de l'industrialisation sont présentées aux ministères compétents après avoir été approuvées par le Ministre du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion de l'investissement, puis révisées par le Parlement. L'exécution des différents projets relève des ministères compétents.

202. **Le Conseil consultatif pour l'industrie (ACI)** a été institué en vertu de la partie III de la Loi n° 46 de 1990 sur la promotion de l'industrie. Il est composé des membres de la Commission de l'industrialisation, plus deux membres désignés par une chambre ou une fédération avec l'assentiment du Ministre du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion des investissements, d'industriels désignés par le Ministre et de 15 personnes au maximum désignées par le Ministre et ayant une grande expérience de l'industrie.

203. L'ACI joue un rôle essentiel dans la promotion de l'industrie manufacturière dans le pays. Avec l'adoption d'une stratégie de croissance tirée par le secteur privé, il devrait fonctionner en tant que forum et cadre pour la concertation. En tant que forum, il représente différents groupes d'intérêts qui peuvent faire connaître leur position, influencer sur la formulation des politiques et conseiller le Ministre.

204. En tant que cadre de concertation, le Comité des entreprises de l'ACI et son secrétariat sont chargés d'assurer la communication et la liaison avec les Ministères et organismes concernés par la promotion de l'industrie. L'ACI est donc un organisme officiel représentatif offrant aux représentants de l'État et du secteur privé un cadre pour examiner les problèmes de l'industrie manufacturière et recommander des solutions.

205. **La Commission des services à l'industrie régionale (RISC)** a été créée en vertu de la Loi n° 46 de 1990 sur la promotion de l'industrie pour centraliser les activités de promotion de l'industrie dans les provinces. Elle contribue au renforcement du partenariat public-privé. Sa mission essentielle est de mobiliser les dirigeants des provinces et du secteur privé pour stimuler l'investissement dans l'industrialisation des provinces concernées. Par ailleurs, elle a un rôle de planification et conseille le Ministre.

206. En vertu du Règlement n° 4 de 1991 sur l'industrie, la RISC doit comprendre trois membres du secteur privé représentant l'industrie textile et les autres industries existant dans la province concernée et un autre membre qui représente l'ensemble des industries du pays. Elle est présidée par une personnalité du secteur privé qui dirige un comité composé de fonctionnaires de toutes les administrations qui fournissent des infrastructures et de représentants des associations professionnelles. Le secrétaire du Ministère provincial des industries y est représenté.

207. Les principales tâches de ce Comité sont de conseiller le Ministre au sujet de la promotion de l'industrie dans les provinces, d'élaborer des plans et programmes de promotion de l'industrie et d'encourager et de faciliter le développement industriel des provinces. Une de ses tâches essentielles est de rechercher des terrains à usage industriel et de créer des parcs industriels. En outre, il sélectionne les entreprises qui peuvent être établies dans deux zones industrielles. Avec ce mécanisme, les représentants du secteur privé sont associés à la formulation des politiques, à la prise de décisions et à des activités de facilitation et de promotion de l'industrie dans les provinces.

Licences et contrôles

208. Les première, deuxième et troisième annexes de la Loi n° 46 de 1990 sur la promotion de l'industrie définissent les licences et les mesures de contrôle appliquées à différentes branches de production pour des motifs d'intérêt général. Les mesures de contrôle décrites dans la première annexe ont été déclarées conformes à l'intérêt général et, pour avoir une activité figurant dans la deuxième annexe qui figure aussi dans la première annexe, il faut obtenir l'autorisation du Ministère compétent et respecter les conditions énoncées dans la licence délivrée par ce Ministère. Les licences doivent être conformes aux conditions énoncées dans la troisième annexe.

209. Lorsque des licences sont exigées, elles sont subordonnées à des conditions précises concernant les normes de sécurité et d'hygiène, les méthodes de stockage des intrants et d'élimination des intrants inutilisés et des déchets et les modalités de distribution des produits aux consommateurs.

Tableau 23: Licences industrielles et autres mesures de contrôle

Industrie	Type de contrôle
Première annexe	
1. Entreprises à participation étrangère	Licence/approbation (identique pour les investisseurs nationaux et étrangers)
2. Entreprises employant des techniques avancées	Licence/approbation (identique pour les investisseurs nationaux et étrangers)
3. Entreprises produisant pour l'exportation	Licence/approbation (identique pour les investisseurs nationaux et étrangers)
4. Entreprises engagées dans la prospection, l'extraction ou la transformation de minéraux ou d'autres ressources naturelles non renouvelables	Licence
5. Entreprises produisant des armes et munitions, des explosifs, des véhicules et équipements militaires, des aéronefs ou tout autre matériel militaire	Licence
6. Entreprises produisant des poisons, des stupéfiants, des alcools, des drogues dangereuses ou des substances toxiques ou cancérogènes	Licence
7. Entreprises produisant des pièces de monnaie, des billets de banque ou des papiers-valeurs	Licence
8. Entreprises dans lesquelles:	Licence
a) le montant du capital investi dans l'usine et les équipements dépasse 4 millions de roupies et	
b) le nombre de salariés permanents est supérieur à 50.	
9. Entreprises appartenant à l'État ou à une société dont l'État détient la majorité des actions	Licence
Deuxième annexe	
1. Entreprises produisant des armes et munitions, des explosifs, des véhicules et équipements militaires, des aéronefs ou tout autre matériel militaire	
2. Entreprises produisant des poisons, des stupéfiants, des alcools, des drogues dangereuses ou des substances toxiques ou cancérogènes	
3. Entreprises produisant des pièces de monnaie, des billets de banque ou des papiers-valeurs	

Industrie	Type de contrôle
Troisième annexe	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Normes de sécurité appliquées dans une industrie contrôlée 2. Mesures de sécurité à prendre par une entreprise contrôlée y compris en ce qui concerne le stockage des intrants, l'utilisation des intrants et l'élimination des intrants inutilisés, des chutes et des déchets 3. Modalités de commercialisation des produits de l'entreprise 4. Normes d'hygiène à respecter 5. Intrants à employer 	

Source: Ministère du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion de l'investissement.

Modifications de la politique industrielle

210. Depuis l'entrée en vigueur, en 1990, de la Loi n° 46 de 1990 sur la promotion de l'industrie, les autorités ont pris plusieurs mesures pour libéraliser le commerce et l'industrie. En vertu des articles 25 et 26 de cette loi, les produits figurant dans le tableau ci-dessous sont assujettis à licence pour les motifs indiqués. La loi prévoit un large éventail de mesures de contrôle, mais le tableau ne contient que celles qui sont actuellement en vigueur.

Rubrique du SH	Désignation	Position SH	Désignation	Motif du contrôle
25.24	Amiante	2524.00.01	Amiante bleu	Protection de la santé
25.30	Substances minérales non désignées ou incluses ailleurs	2530.90 2530.90.01	Autres: Sulfures d'arsenic naturels	
26.12	Minerais et concentrés d'uranium et de thorium	2612.10 2612.20	Minerais et concentrés d'uranium Minerais et concentrés de thorium	Radioactivité
40.12	Pneumatiques rechapés ou usagés en caoutchouc; bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps" en caoutchouc	4012.11 4012.12 4012.13 4012.19 4012.20	Pneumatiques rechapés; des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type "break" et les voitures de course) des types utilisés pour autobus ou camions des types utilisés pour véhicules aériens Autres Pneumatiques usagés	Sécurité routière et protection de la santé
68.10	Articles en ciment, en béton ou en pierre artificielle, même armés	6810.11 6810.11.01 6810.99 6810.99.01	Tuiles, carreaux, dalles, briques et articles similaires Blocs de béton contenant des boues industrielles Autres articles: Autres blocs de béton contenant des boues industrielles	Protection de la santé

Source: Ministère du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion de l'investissement.

211. Le Comité de la déréglementation, créé en 2001 pour examiner les problèmes de l'industrie en vertu de la Loi n° 46 de 1990 sur la promotion de l'industrie, a formulé plusieurs recommandations concernant divers domaines tels que les douanes, le droit foncier, le droit du travail, la fiscalité, l'énergie et l'industrie du thé. Ensuite, le gouvernement a créé un nouveau comité chargé d'examiner d'autres aspects de la déréglementation et de suivre la mise en œuvre des mesures déjà recommandées. La plupart des recommandations concernant la déréglementation de l'industrie du thé ont déjà été appliquées.

212. En ce qui concerne la réforme du marché du travail, le Comité de la déréglementation a proposé de créer un filet de sécurité sociale pour les salariés qui seront licenciés en vertu des dispositions de la Loi sur les licenciements.

213. Le Département des douanes a déjà pris plusieurs mesures de simplification des procédures douanières dans le cadre de son programme de réforme et de modernisation. Ces mesures sont pour la plupart liées à l'informatisation de l'échange de données et à la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation douanière. Le principal objectif est de trouver le bon compromis entre la facilitation et le contrôle des échanges extérieurs (section concernant la facilitation des échanges).

214. Le gouvernement a cherché à promouvoir l'industrialisation des provinces en offrant des incitations fiscales et en construisant des infrastructures dans des zones isolées, dans le cadre du programme d'aménagement de parcs industriels, du programme de centres économiques spécialisés, de programmes de villes industrielles et du programme de mini-zones franches.

4.4 Facilitation des échanges

215. En tant que petit pays, Sri Lanka est très tributaire du commerce extérieur et est convaincue de l'importance des mesures de facilitation des échanges. Ces mesures sont parfois plus efficaces pour attirer des investissements étrangers que l'octroi d'incitations. En outre, elles réduisent les coûts de transaction et accroissent donc la compétitivité des produits. Sri Lanka a montré, en adhérant au processus de facilitation des échanges, qu'elle en acceptait les principes et en attendait les avantages mentionnés par les Membres. Pour surmonter les difficultés de l'application d'éventuelles règles multilatérales dans ce domaine, il faudra accorder aux pays en développement une assistance technique et des mesures de renforcement des capacités intégrées, tenant compte du traitement spécial et différencié dont ces pays doivent bénéficier.

216. Principales réformes mises en œuvre par les douanes sri-lankaises pour faciliter les échanges:

1. Système automatisé de dédouanement des cargaisons (SLACCS)
2. Application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation douanière
3. Simplification et harmonisation des procédures douanières

1. Système de dédouanement automatisé des cargaisons (SLACCS)

217. Le Ministre du commerce et de la consommation a fait faire une étude sur la base de laquelle il a été décidé de mettre en œuvre un projet d'échange de données informatisées (EDI). Un fournisseur appelé eService Lanka Limited a été choisi et le projet devait être terminé pour la fin de décembre 2003. Il a été baptisé Sri Lanka Automated Cargo Clearance System (SLACCS).

Nouvelle procédure de dédouanement des importations dans un environnement informatisé

218. Avec la mise en service de l'EDI, une nouvelle procédure de dédouanement des importations devait être appliquée à partir de décembre 2003. La date d'entrée en service a été repoussée à la mi-février 2004. Les importateurs pourront présenter leurs déclarations douanières (Cusdecs) sous forme électronique en employant le lien entre l'EDI et le logiciel SYDONIA. Les agents maritimes pourront communiquer le manifeste de la même manière. Ensuite, les douanes analyseront les déclarations électroniques au moyen d'un logiciel intelligent de gestion des risques.

219. Le module de sélection du logiciel SYDONIA pourra être employé pour répartir automatiquement les déclarations en trois catégories: risque peu élevé (vert), risque moyen (jaune) et risque élevé (rouge).

220. Les cargaisons importées par les titulaires de la "carte or" (programme visant à inciter des importateurs à respecter les prescriptions en leur offrant une procédure accélérée) et celles pour lesquelles le risque est jugé peu élevé seront dédouanées sans examen des documents ni des marchandises (catégorie verte). Les cargaisons à risque moyen seront dédouanées après examen des documents mais sans examen des marchandises (catégorie jaune). Dans le cas des cargaisons à risque élevé, les douanes examineront les documents et les marchandises.

Dédouanement immédiat

221. Les cargaisons des catégories verte et jaune pourront être dédouanées avant l'arrivée du navire. Pour cela, il faudra que l'agent maritime communique le manifeste au moins deux jours avant l'arrivée. La durée des formalités de dédouanement après l'arrivée des marchandises sera donc réduite à zéro.

2. Simplification et harmonisation des procédures douanières

222. Sri Lanka est partie à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto) depuis mars 1985. Consciente de l'importance de la Convention de Kyoto révisée, elle l'a signée en juin 1999, mais ne l'a pas encore ratifiée.

223. Actuellement, les douanes sri-lankaises s'emploient à:

- a) prendre les mesures nécessaires pour la ratification de l'adhésion à la Convention de Kyoto révisée en 2004;
- b) déterminer quelles sont les normes et recommandations qui pourraient être appliquées rapidement et proposer les modifications nécessaires de la loi et de la réglementation.

3. Autres mesures de facilitation des échanges

a) Transparence des formalités à la frontière

- i) *Site Internet des douanes* – Les renseignements nécessaires, y compris les modifications de droits et les prescriptions de licences, peuvent être consultés sur le site des douanes depuis 2000. Les douanes sont en train d'améliorer et d'agrandir leur site en se fondant sur les lignes directrices de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).
- ii) *Décisions anticipées*

On peut obtenir du service "D" des douanes une décision anticipée en matière de classification, en fournissant les renseignements nécessaires, ainsi que des échantillons s'il y a lieu. Ces décisions anticipées sont valables pour six mois, période qui peut être prolongée sur demande. Un formulaire type est employé à cet effet.

iii) Comités techniques

Des réclamations peuvent être adressées aux comités techniques, comme le Comité de la nomenclature en matière de classification et le Comité de l'évaluation douanière, récemment créé, en matière d'évaluation.

Deux autres comités techniques, le Comité de la lutte contre la fraude douanière et le Comité de la facilitation douanière, ont été créés pour s'occuper des questions liées à la répression et à la facilitation.

iv) Voies de recours

Les comités techniques aident le Directeur général des douanes à traiter les recours dans leur domaine de compétences.

*b) Simplification des procédures douanières***i) Nouveau Groupe de travail**

224. Le gouvernement a pris des mesures en vue de former un Groupe de travail chargé d'examiner les procédures d'importation et d'exportation, avec la participation des organismes publics et de représentants des entreprises privées qui font du commerce international.

ii) Simplification et normalisation des documents

225. Des déclarations normalisées pour l'importation et l'exportation (Cusdecs) ont été introduites parallèlement au projet d'informatisation des douanes en janvier 1994. Les nouveaux formulaires de déclaration de la valeur (introduits en janvier 2003) ont simplifié les formalités d'évaluation dans le cadre de l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation douanière.

iii) Informatisation des procédures douanières

226. Depuis 1994, la saisie des données et l'évaluation se font au moyen du logiciel SYDONIA (Système douanier automatisé pour la saisie, le contrôle et la gestion). Les douanes ont migré vers la version SYDONIA++ en 1998 et emploient actuellement la version 1.17. Cela a permis d'informatiser l'intégralité de la comptabilité et des statistiques douanières.

227. Deux divisions des douanes (Bonds et INFAC) testent depuis mars 2003 le module de sélection de SYDONIA pour une gestion intelligente fondée sur le risque, permettant de répartir les cargaisons en trois catégories (verte, jaune et rouge).

228. Le contrôle informatisé des marchandises entreposées sous douane au moyen du programme "Thinneth" (mis au point par la Division informatique des douanes sri-lankaises), fondé sur le SYDONIA++, fonctionne de façon satisfaisante depuis près d'un an et une deuxième mise à jour du programme a été entreprise.

229. Les douanes ont établi et actualisent en permanence une base de données sur l'évaluation, qui permettra aux agents aux frontières de mieux évaluer les risques et qui devrait entrer en service au début de l'année prochaine.

4.5 Privatisation

230. Les entreprises et établissements publics déficitaires coûtent de plus en plus cher à l'État.³⁵ Il est prévu de privatiser des entreprises d'État inefficaces afin de réduire la lourde dette nationale.³⁶ Le gouvernement a clairement déclaré qu'il a l'intention de désengager l'État de toutes les activités commerciales qui peuvent être gérées plus efficacement par le secteur privé et de restructurer en profondeur les entreprises publiques.

231. À cet effet, le gouvernement a réaffirmé son attachement au processus de privatisation, à la restructuration des entreprises publiques déficitaires et à la liquidation de celles qui n'ont plus de raison d'être. Un cadre institutionnel permanent a été créé avec l'établissement de la Commission de la réforme des entreprises publiques (PERC), en vertu de la Loi n° 1 de 1996. La mission de la PERC est d'améliorer l'efficacité et la compétitivité de l'économie en motivant le secteur privé, d'accroître les recettes publiques, de promouvoir le développement du marché des capitaux, de mobiliser l'épargne privée à long terme et d'acquérir de nouvelles technologies et compétences.

232. Bien que la privatisation ait progressé plus lentement que prévu, le gouvernement a réaffirmé sa volonté de privatiser et de restructurer les entreprises publiques pour accroître leur productivité. En conséquence, le programme de réforme des entreprises publiques de 2002 a été conçu pour faciliter la participation du secteur privé à plusieurs sous-secteurs stratégiques de l'économie. La part de l'État dans plusieurs entreprises publiques a été cédée et des activités qui étaient auparavant des monopoles d'État ont été libéralisées.

233. Le gouvernement a établi une liste d'entreprises publiques qui ont besoin d'être restructurées. Plusieurs de ces entreprises l'ont déjà été durant la période examinée. Faute d'intérêt des investisseurs et en raison de divers retards administratifs, plusieurs entités importantes n'ont pas pu être privatisées comme prévu durant cette période.

234. Principales privatisations:

- Colombo Gas Company Limited
- Ceylon Steel Corporation
- Sri Lanka Telecom Limited.
- En 1997, le gouvernement a vendu 35 pour cent du capital de Sri Lanka Telecom à la société japonaise NTT et lui en a confié la gestion.

235. La cession des actions de Sri Lanka Telecom que l'État conservait encore (39 pour cent) a été repoussée de plusieurs années en raison de la baisse des cours boursiers dans le pays et à l'étranger. Toutefois, en 2002, le gouvernement a pu vendre 12 pour cent des actions (3,2 milliards de roupies)

³⁵ Les transferts budgétaires ont beaucoup augmenté en 2002. Ainsi, les sociétés de transport régional et les chemins de fer sri-lankais ont perdu respectivement 2,2 milliards et 2,8 milliards de roupies (Banque centrale de Sri Lanka, *Rapport annuel 2002*, page 190). L'encours total de la dette de trois entreprises d'État (Ceylon Petroleum Corporation, Ceylon Electricity Board et CWE) représentait environ 13,25 pour cent du PIB à la fin de 2002 (FMI (2003), Sri Lanka – Request for a Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility, and Use of Fund Resources – Request for an Extended Arrangement, Washington D.C.).

³⁶ Discours de présentation du budget 2003, partie I, page 5.

par introduction à la Bourse de Colombo. Les investisseurs étrangers ont souscrit à 16 pour cent du lot mis en vente, le solde étant acheté par des petits actionnaires sri-lankais et des institutions publiques et privées. Le gouvernement a étudié la possibilité de vendre une nouvelle tranche d'actions (15 pour cent) sur le marché local et, en fonction du succès de cette opération, de recourir soit à une introduction en bourse au niveau international soit à un placement privé pour céder le reste des actions détenues par l'État. Toutefois, le manque d'intérêt des investisseurs nationaux et étrangers lors de la première introduction l'en a dissuadé.

- National Development Bank. Les actions de l'État dans les banques de développement ont été vendues à des investisseurs nationaux et internationaux.
- Air Lanka Limited. Au début de 1998, Emirates Airlines a acheté 40 pour cent des actions de la compagnie aérienne nationale Air Lanka.
- Sociétés régionales de plantations. Le gouvernement a continué de vendre les participations minoritaires de l'État (19 pour cent) dans deux sociétés de plantations, Thalawakele Plantations Ltd. (68,5 millions de roupies) et Malwatte Valley Plantations Ltd. (41,5 millions de roupies).
- L'État a aussi cédé, en 2002, 53 pour cent des actions de Pelwatte Sugar Industries Ltd. (296 millions de roupies) et 90 pour cent des actions de Sevanagala Sugar Industries (550 millions de roupies).
- Afin de renforcer encore le rôle du secteur privé dans l'industrie, le gouvernement a vendu en avril 2003 la participation minoritaire (39 pour cent) de l'État dans la National Insurance Corporation à son principal actionnaire, Janashakthi Insurance Company Ltd. (288 millions de roupies) et 90 pour cent des actions détenues par l'État dans Sri Lanka Insurance Corporation à Distilleries Company Sri Lanka Ltd. (6 050 millions de roupies).
- La promulgation de la Loi n° 33 de 2002 sur les produits pétroliers (dispositions spéciales) a été la mesure la plus importante prise en 2002 pour accroître la participation du secteur privé à l'industrie pétrolière. Cette loi a libéralisé l'importation et la vente de produits pétroliers et séparé les différentes activités de la CPC. Cela a ouvert la voie à l'entrée de nouveaux concurrents sur ce marché. Le gouvernement a annoncé dans le budget 2002 une politique de libéralisation du secteur pétrolier visant à accroître sa compétitivité et son efficacité.
- Le gouvernement a vendu la participation de l'État dans Lanka Marine Services (1,2 milliard de roupies), filiale à 100 pour cent de la CPC spécialisée dans la fourniture d'huile de soute.
- Dans le cadre de la réforme du secteur de l'énergie, le gouvernement a promulgué la Loi n° 28 de 2002 sur la réforme de l'électricité. Cette loi vise à réorganiser le CEB en séparant ses différentes activités. Le monopole de la production et de la distribution d'électricité du CEB disparaîtra, ce qui permettra à de nouveaux concurrents d'offrir leurs services. En revanche, le transport sera toujours assuré par le CEB.
- Le gouvernement a proposé un partenariat privé-public dans les sociétés régionales de transport par autocar afin d'accroître leur productivité et d'améliorer la qualité de leurs services. L'investisseur intéressé devait acheter 39 pour cent du capital de ces sociétés et reprendre leur gestion. Une offre a été faite pour six d'entre elles. Toutefois, la transaction n'était pas conclue à la fin de l'année. Vers la fin de 2002, le gouvernement a sollicité des offres pour les autres sociétés régionales de transport par autocars.

236. Des préparatifs en vue de la restructuration de certaines de ces entités ont été engagés en 2002 et quelques entreprises publiques, comme la SLPA, la CPC et la CWE, ont déjà commencé à se restructurer, en lançant un programme de préretraite volontaire. En outre, le gouvernement a élaboré un programme de réforme des deux banques d'État.

237. En 2002, la privatisation s'est limitée à la cession des reliquats d'actions que l'État détenait dans les entreprises publiques déjà privatisées. Par conséquent, alors que le budget prévoyait 21 milliards de roupies de recettes de privatisation, les recettes effectives n'ont atteint que 5,7 milliards de roupies.

238. Selon le programme 2003, les recettes de privatisation devaient atteindre 13,5 milliards de roupies, contre 5,7 milliards en 2002, montant devant être affecté au financement du budget. Ce programme comportait la privatisation de la CPC (cession d'une partie des activités à l'IOC), de la Sri Lanka Insurance Corporation, de la Shell Gas et des sociétés de plantations et la vente des reliquats d'actions détenus par l'État dans diverses autres entités.

239. **Pour 2004, le programme** de privatisation prévoit 13 milliards de roupies de recettes. Les entreprises qu'il est prévu de privatiser sont les suivantes:

- Industrie pétrolière
- Sociétés régionales de transport par autocars
- Hôtellerie
- RCDC
- Sociétés de plantations
- Sri Lanka Telecom
- State Mortgage & Investment Bank

4.6 Régime de l'investissement étranger

a) Évolution de la politique de l'investissement étranger

240. L'ouverture progressive de l'économie à l'investissement étranger est un des aspects majeurs du processus de libéralisation mené par Sri Lanka durant la période examinée. De façon générale, il n'y a pas de restrictions visant les entrées de capitaux.

241. Les principaux textes régissant l'investissement étranger sont la Loi n° 4 de 1978 (Loi sur le BOI), telle que modifiée en 1980, 1983 et 1992, et les règlements pris en vertu de cette loi. En matière d'incitations, il n'y a pas de discrimination entre investissements étrangers et nationaux.

242. Comme indiqué à l'annexe V, l'investissement étranger est autorisé dans presque toutes les branches d'activité sauf quelques exceptions. Il est automatiquement approuvé, jusqu'à 100 pour cent des fonds propres, dans toutes les activités commerciales autres que la pêche, la distribution d'eau, les transports publics, le transit douanier, les services professionnels, les agences de voyage et les agences maritimes.

243. Sri Lanka autorise des prises de participation étrangères jusqu'à 100 pour cent du capital dans des sous-secteurs tels que le commerce d'exportation, le tourisme, les infrastructures, les services, l'élevage et la production de lait et l'électronique. En dehors de ces sous-secteurs, les investisseurs doivent former des coentreprises avec des partenaires sri-lankais.

244. Les investisseurs étrangers peuvent acheter des actions cotées à la Bourse de Colombo et peuvent détenir jusqu'à 100 pour cent des actions de la plupart des catégories d'entreprises cotées. Il

n'y a aucune restriction visant le rapatriement des dividendes et du produit de la vente d'actions. Les investissements du secteur privé sri-lankais à l'étranger sont autorisés au cas par cas.

245. L'Office des investissements (BOI) fait fonction de guichet unique pour les investisseurs étrangers. Les restrictions de change visant les opérations courantes ont été supprimées, si bien que désormais les investisseurs étrangers peuvent rapatrier les dividendes ou redevances par l'intermédiaire de la banque commerciale de leur choix.

246. Il y a deux régimes d'incitations à l'investissement.

1. **L'article 16 de la Loi sur le BOI** régit les incitations générales offertes dans le cadre des lois ordinaires, pour certaines catégories d'industries et de services, en particulier celles qui emploient des techniques avancées. Les incitations sont notamment des exemptions d'impôt ou l'application d'un taux d'imposition réduit de 15 pour cent pour promouvoir l'exportation directe et indirecte.
2. **L'article 17 de la Loi sur le BOI** régit les incitations spéciales non prévues par les lois ordinaires. Ces incitations sont offertes pour des établissements satisfaisant à certains critères, tels que le montant des exportations ou le montant minimum de l'investissement. Elles ont pour but de diversifier les exportations en accroissant leur contenu technologique et leur valeur ajoutée et d'encourager l'investissement dans des grands projets, notamment d'infrastructures.

247. Durant la période examinée, le régime de l'investissement étranger a été libéralisé avec un relèvement du plafond des participations étrangères dans certaines activités réglementées, à savoir la banque (60 pour cent contre 49 pour cent), l'assurance (90 pour cent contre zéro pour cent) et les sociétés de bourse agréées par la SEC (100 pour cent contre 49 pour cent).

4.7 Réforme de la banque, du marché des capitaux et de l'assurance

248. De nouveaux types d'établissements financiers, tels que courtiers monétaires, fonds communs de placement et sociétés de capital-risque, sont apparus, tandis que l'innovation en matière d'instruments financiers et l'adoption de technologies modernes ont étoffé le marché financier.

249. L'État a commencé à émettre des obligations à moyen terme en 1997. S'ajoutant aux bons du Trésor à court terme qui existaient déjà depuis de nombreuses années, cela a créé un marché des obligations du Trésor qui permet non seulement de donner une orientation plus commerciale aux emprunts de l'État mais aussi d'établir une courbe de référence des rendements des obligations sans risque commercial.

250. La Banque centrale a mis en service un système de règlement brut en temps réel le 8 septembre 2003, faisant de Sri Lanka un des premiers pays de la région à adopter cette technologie.

251. Un projet de dématérialisation des titres de créance sur l'État est en cours. Le développement du marché des capitaux a aidé la Banque centrale à limiter les mesures de contrôle direct au profit d'interventions sur le marché pour la conduite de la politique monétaire.

252. Sri Lanka a pu éviter en grande partie la contagion de la crise financière de l'Asie de l'Est et préserver la stabilité de son marché financier. Cette crise a amené les autorités à attacher une grande importance à la réglementation et au contrôle. Des ratios de fonds propres conformes aux normes internationales ont été introduits pour les banques commerciales.

253. La réglementation relative au classement des créances, au provisionnement des créances douteuses, au plafonnement des prêts à un emprunteur unique et à d'autres mesures de précaution similaires a été rigoureusement appliquée. Le contrôle des banques sur dossier et sur place a été renforcé.

254. Les établissements financiers autres que les banques commerciales qui ont une influence notable sur l'économie ont été placés sous le contrôle de la Banque centrale.

255. Le gouvernement a modifié la législation sri-lankaise pour l'adapter à l'évolution internationale.

4.8 Les nouveaux objectifs de politique économique

256. Le Premier Ministre, chef du nouveau gouvernement, a présenté en novembre 2002 le programme de développement national intitulé "*The Future Regaining Sri Lanka*" (RSL).

257. Les principaux objectifs sont de remédier aux problèmes de la dette, du chômage et de l'insuffisance de la croissance. Le RSL définit un ensemble complet de mesures économiques visant à accélérer le rythme de la croissance. Ces mesures ont été approuvées par la communauté des donateurs. Le programme prévoit un grand nombre de réformes dans les domaines de la politique macro-économique, des marchés des facteurs et des produits et des infrastructures physiques, économiques et juridiques. Ses principaux éléments sont les suivants:

- Politique macro-économique
- Assainissement budgétaire – pourrait éliminer l'effet d'éviction et stimuler le développement des infrastructures
- Protection du commerce et des consommateurs – promouvoir le développement du marché
- Réforme du droit commercial
- Emploi, travail et mise en valeur des ressources humaines
- Réforme du secteur financier
- Réforme des banques d'État
- Réforme de la sécurité sociale
- Réforme des systèmes de paiement et de règlement
- Réforme du contrôle bancaire
- Développement des infrastructures
- Télécommunications
- Commerce électronique
- Électricité
- Ports et aéroports
- Transports
- Aménagement urbain
- Politiques sectorielles
- Cadre juridique de l'agriculture
- Recherche agricole

- Subventions
- Mécanismes de commercialisation
- Réforme des industries
- Réforme du secteur public

258. C'est ainsi que Sri Lanka a entrepris de se doter d'une économie solide et stable qui lui permettra de s'intégrer dans le développement de la région et du reste du monde et de mieux résister aux chocs internes ou externes.

5. Évolution de la politique commerciale

5.1 Politique tarifaire

5.1.1 Droits et prélèvements à l'importation

259. Comme le montre le tableau 6, les droits d'importation, qui en moyenne ont fourni 11 pour cent des recettes de l'État sur la période 2000-2003, ont été employés pour influencer sur le rythme et l'orientation de la croissance économique.

260. Avec le programme de libéralisation de l'économie lancé en 1978, la plupart des mesures de contrôle administratif ont été remplacées par des droits de douane élevés. En 1985, le tarif douanier a été profondément remanié en raison de la suppression du régime de licences visant le commerce des textiles. En 1989, le tarif a été transposé dans la nouvelle nomenclature du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH), avec 7 500 lignes tarifaires, dont environ 2 500 sous-positions nationales à huit chiffres.

261. La politique tarifaire a consisté à simplifier le tarif tout en réduisant les obstacles non tarifaires. À l'heure actuelle, la majeure partie des produits importés sont assujettis à des taux compris dans trois fourchettes.

262. Comme le montre le tableau 24, le gouvernement a introduit en 1995 une structure tarifaire à trois fourchettes de taux, 10, 20 et 35 pour cent. Depuis, le nombre de fourchettes de taux a généralement été maintenu à ce niveau, mais des modifications ultérieures ont porté le nombre de taux effectifs à sept, avec quelques exceptions.

Tableau 24: Modifications du nombre de fourchettes de taux de droits entre 1996 et 2004

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fourchettes^a	3	3	3	3	3	3	3	6	5
Détail	Zéro	Zéro	Zéro	Zéro	Zéro	Zéro	Zéro	Zéro	Zéro
	10%	10%	10%	5%	5%	5%	5%	2.5%	3%
	20%	10%	20%	10%	10%	10%	10%	5%	5%
	35%	35%	35%	30%	25%		12%	10%	12%
				35%	35%		15%	15%	16%
							20%	25%	27,5%
							35%		

a Taux principaux uniquement.

Source: Département de la politique budgétaire et des affaires économiques, Ministère des finances, Discours de présentation du budget, Banque centrale de Sri Lanka, Rapports annuels.

263. Le gouvernement a établi une liste de produits exemptés de droits de douane. Cette liste compte 22 catégories de produits. Elle est reproduite à l'annexe VIII.

264. Sri Lanka applique un régime de taux réduits pour certains produits. Ce régime concerne deux ensembles de catégories de produits.

- a) Aux conditions approuvées par le Secrétariat au Trésor, certaines industries à vocation exportatrice peuvent importer des marchandises à taux réduits. L'annexe IX récapitule les allègements de droits accordés, qui sont subordonnés aux quantités exportées.
- b) Certaines marchandises peuvent être importées à taux réduits à condition d'être employées aux fins spécifiées et approuvées par le Secrétaire au Trésor. La liste des marchandises concernées est reproduite à l'annexe X.

265. Depuis le précédent examen, les principales modifications apportées au tarif douanier sont les suivantes:

- Suppression de la taxe parafiscale appliquée à certains produits pour alimenter l'EDB, parallèlement à une réduction des droits supérieurs ou égaux à 45 pour cent.
- Transformation des droits spécifiques visant certains produits en droits *ad valorem*.
- Outre la réduction des droits d'importation, les principales mesures ont concerné la certification, les surtaxes et la rationalisation des dérogations.
- 1998 – Évolution vers une structure tarifaire à deux fourchettes de taux. En 1998, le gouvernement a annoncé qu'il instaurerait une structure tarifaire à deux fourchettes de taux en 2000 au plus tard.
- En 1996 et 1997, réforme sectorielle en plus de la poursuite de la rationalisation de la structure tarifaire et de la suppression des licences visant les produits agricoles.
- Les droits d'importation sur les produits alimentaires, les réfrigérateurs et congélateurs, les moteurs électriques, le papier journal, la papeterie, les matériaux d'emballage, les pneumatiques et chambres à air et les pièces et accessoires de véhicules automobiles ont été ramenés de 45 pour cent à 25 pour cent. Dans le budget 2004, le taux de 25 pour cent a été remplacé par un taux de 27,5 pour cent.
- Les droits d'importation sur les machines, accessoires et outils agricoles ont été ramenés de 35 pour cent à 10 pour cent et ceux sur les composants d'autocars ont été fixés à 10 pour cent.
- Les droits d'importation sur le bois ont été supprimés et le taux de droit sur certains outils agricoles, le papier à écrire et les cahiers a été ramené de 35 pour cent à 10 pour cent.
- Les droits visant les caméras, projecteurs et écrans de cinéma ainsi que certaines pièces de rechange, la fibre de verre et certains intrants et moteurs employés pour la construction d'embarcations de pêche ont été supprimés.

- Les machines à nettoyer les semences, les machines à trier et à calibrer, les équipements pour l'essai des semences, les machines à emballer les semences, les machines à emballer le thé en sachets et les séparateurs de couleurs ont été admis en franchise de droits.
- En outre, les tracteurs agricoles, camions, tracteurs routiers, camions réfrigérés et autocars ont été admis en franchise de droits, de même que les composants importés pour l'assemblage de tracteurs, camions et autocars, afin de promouvoir l'industrie nationale.
- Les droits d'importation sur les équipements médicaux et dentaires ont été supprimés.
- Les ordinateurs, leurs composants et les logiciels, ainsi que les équipements de télécommunications et leurs accessoires ont été admis en franchise de droits.
- Les filés, fils et tissus ont été admis en franchise de droits et le droit sur les vêtements prêt-à-porter a été ramené de 35 pour cent à 10 pour cent.
- En 1998, un taux nul était appliqué à 13 des 96 chapitres du SH et les produits de certaines sections, comme les textiles (43) ont été admis en franchise de droits. Les produits admis en franchise sont notamment les produits pharmaceutiques, les engrais, le bois d'œuvre, le bois, les livres, les filés, les fils, les tissus, l'or et les pierres précieuses et semi-précieuses.
- Le gouvernement a ramené les taux ordinaires à 5, 10 et 30 pour cent et supprimé la plupart des sous-positions à huit chiffres.
- Un droit d'importation de 5 pour cent a été instauré pour toutes les matières premières industrielles et machines non produites en Sri Lanka. Les équipements de communication et les équipements médicaux, qui bénéficiaient de taux réduits, sont admis à taux nul et les équipements sportifs sont admis en franchise.
- Dans les premières années qui ont suivi l'ouverture de l'agriculture à la concurrence, en 1996, les droits d'importation sur les produits agricoles sont restés fixés à 35 pour cent. Actuellement, ils sont de 27,5 pour cent.
- Les droits d'importation sur les voitures de tourisme et les voitures tout terrain, qui allaient de 50 à 100 pour cent, ont été uniformisés à 30 pour cent, de façon à préserver les recettes.
- Sri Lanka a un régime de commerce extérieur libéral. En septembre 2003, son tarif douanier comptait 6 325 lignes (y compris les sous-positions à huit chiffres), dont 5 142 lignes à six chiffres. Les taux étaient inférieurs ou égaux à 5 pour cent pour plus de 50 pour cent des lignes tarifaires et inférieurs ou égaux à 10 pour cent pour 73 pour cent des lignes. Le taux était nul pour près d'un dixième des lignes.
- La section 4.1.3 donne une liste détaillée des impositions et prélèvements à l'importation.

266. L'introduction, en février 2001, d'une surtaxe à l'importation de 40 pour cent a un peu brouillé l'intention du gouvernement d'adopter un tarif à deux droits. L'objectif était d'obtenir des recettes

supplémentaires en raison de l'importance du déficit budgétaire en 2000 et en 2001. Le taux de la surtaxe a été progressivement ramené de 40 pour cent en 2001 à 10 pour cent en 2004. Cette évolution pourrait contribuer à relancer le processus de rationalisation de la structure tarifaire. La politique actuelle, consistant à introduire de nouveaux taux (pour les marchandises auxquelles s'appliquait auparavant un taux nul) tout en abaissant le taux maximum a pour effet d'uniformiser la structure tarifaire.

267. Les objectifs de l'actuel programme de réforme tarifaire du gouvernement sont les suivants:

- Rationaliser le tarif avec une structure de taux simplifiée.
- Limiter les mesures de certification et de contrôle au profit d'un rôle de facilitation. Éliminer les discriminations entre les entreprises agréées par le BOI et les autres entreprises.
- Traiter de façon plus uniforme les entreprises en concurrence avec des produits d'importation et les entreprises exportatrices.

5.1.2 Droits et prélèvements à l'exportation

- Les droits d'exportation ont été supprimés en 1992, sauf dans le cas de quelques produits pour lesquels ils ont été maintenus pour des motifs non économiques. Une taxe parafiscale et une redevance sont perçues sur certains produits exportés. Elles sont recouvrées par le Département des douanes pour le compte d'autres institutions.
- Les objectifs des prélèvements sont de décourager l'exportation de certains produits sous forme primaire et de promouvoir la diversification horizontale afin d'accroître la valeur ajoutée, de lever des recettes pour la promotion des exportations et le financement du développement, ou de protéger la sécurité nationale, le patrimoine archéologique et l'environnement.
- Le tableau ci-dessous indique les catégories de produits assujetties à la taxe parafiscale et aux redevances. La liste complète avec le détail des prélèvements est reproduite à l'annexe XI.

• Produits à base de noix de coco	• Thé
• Caoutchouc naturel	• Noix de cajou
• Peaux brutes	• Déchets de métaux non ferreux
• Quartz	• Produits en fer ou en acier non allié
• Chunks	• Conques
• Éléphants	

5.2 Prohibitions et restrictions à l'importation

- Sri Lanka n'applique actuellement de restrictions à l'importation que pour des motifs liés à la protection de la santé, de la sécurité et de l'environnement ainsi qu'à des fins phytosanitaires. Plusieurs organismes officiels sont responsables de la réglementation des importations et des exportations.
- Le Département des importations et des exportations est chargé de délivrer des licences lorsque l'importation est subordonnée à certaines conditions concernant l'origine du produit, pour des motifs non économiques. De même, il y a des conditions pour l'importation de

produits visés par des restrictions et des prohibitions pour des motifs sanitaires et phytosanitaires.

- Lois et règlements visant à protéger la santé des personnes, des animaux et des végétaux.
- Loi n° 26 de 1980 sur les produits alimentaires:
 1. dispositions visant à assurer la sécurité des aliments;
 2. loi administrée par le Ministère de la santé;
 3. l'organisme officiel est le Comité consultatif des produits alimentaires.
- Loi n° 35 de 1999 sur la protection des végétaux:
 1. dispositions visant à protéger les plantes, les fruits et légumes frais, le sol et les autres organismes;
 2. l'organisme officiel est la Direction générale du Département de l'agriculture;
 3. les matières visées par le règlement ne peuvent être importées qu'avec une autorisation.
- Loi n° 59 de 1992 sur les maladies animales:
 1. dispositions visant à protéger la santé des animaux;
 2. s'applique aux importations et exportations d'animaux, de produits du règne animal, de médicaments vétérinaires et de produits biologiques à usage vétérinaire;
 3. l'organisme officiel est la Direction de la protection et de la santé des animaux.
- Les mesures en vigueur sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Mesure	Motif d'application	Dispositions pertinentes de l'OMC	Observations
Prohibitions à l'importation visant divers produits	Mesure appliquée à des fins de protection de la santé, de la sécurité, de l'environnement ou de la moralité publique	Article XX du GATT Article XXI du GATT	Annexe XII – Prohibitions à l'importation
Licences d'importation	Mesure appliquée pour des motifs liés à la sécurité nationale, à la santé, à l'environnement ou à la moralité publique	Article XX du GATT Article XXI du GATT	Actuellement, des licences sont exigées pour 546 positions à six chiffres
Normes et règlements techniques	Certification des produits et des systèmes à des fins de protection de la santé et de la sécurité	Article XX du GATT	Loi n° 26 de 1980 sur les produits alimentaires Institut sri-lankais de normalisation
Quarantaine des végétaux et des animaux	Prévention de l'introduction de maladies exotiques par l'importation d'animaux et de produits du règne animal	Article XX du GATT	Loi n° 35 de 1999 sur la protection des végétaux Loi n° 59 de 1992 sur les maladies animales

- Dans le budget 2004, la limite d'âge des engins de construction usagés pouvant être importés en Sri Lanka a été ramenée de dix à sept ans.
- La limite d'âge des véhicules automobiles usagés pouvant être importés en Sri Lanka a été portée de trois ans à trois ans et demi.

5.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation

Licences d'exportation

- Le Département du contrôle des importations et des exportations est chargé de délivrer des licences sous certaines conditions pour l'exportation de certains articles, à des fins de protection de l'environnement ou pour d'autres motifs connexes.
- Les produits qu'il est interdit d'exporter de Sri Lanka sont les articles en ébène, les végétaux et les animaux protégés par la Loi sur la flore et la faune, certains sables et minéraux visés par la Loi sur les mines et les minéraux, les drogues dangereuses visées par l'Ordonnance sur les drogues dangereuses et d'autres produits figurant à l'annexe B de l'Ordonnance sur les douanes. La liste des produits visés est reproduite à l'annexe XII.
- Les produits qui ne peuvent être exportés qu'avec une licence sont l'ivoire et les articles en ivoire (SH 0507 et 9601), le corail et les matières similaires (SH 0508), le bois (SH 4407), les véhicules automobiles immatriculés pour la première fois en Sri Lanka avant 1945 (SH 8702 et 8703) et les déchets de métaux non ferreux, de fer, etc. La liste des produits visés est reproduite à l'annexe XIII.
- L'exportation de certains articles est soumise à conditions pour des motifs environnementaux.

Prix minimum à l'exportation

- Un prix minimum à l'exportation de 300 dollars EU la tonne est toujours appliqué au quartz de silice. Le but de cette mesure est de faire en sorte que ce produit soit exporté à un prix raisonnable.

Contingents d'exportation

- Les mesures quantitatives visant les exportations, autres que celles de textiles et de vêtements, ont toutes été supprimées, sauf dans le cas de quelques produits qui sont toujours assujettis à licence pour des motifs non économiques.
- Les exportations sri-lankaises de textiles et de vêtements vers le Canada et les États-Unis sont actuellement contingentées en vertu des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements (ATV). Sri Lanka est considérée comme petit fournisseur dans le cadre de l'ATV. Sa part du marché mondial des vêtements est d'environ 1 pour cent.
- Les contingents d'exportation de vêtements sont répartis par l'Office des contingents de textiles (TQB), organisme officiel établi en vertu de la Loi n° 33 de 1996 sur l'Office des contingents de textiles. Il est placé sous la tutelle du Ministère du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion de l'investissement. La loi définit ses compétences, ses tâches et ses fonctions; il est habilité à modifier, suspendre ou annuler les quotas d'exportation. La loi prévoit le financement de l'Office, du bureau de son Directeur général, de son personnel et de tout autre aspect de son fonctionnement.
- Toutes les allocations de contingents de textiles sont faites conformément aux modalités approuvées par le Ministère du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion de l'investissement en vertu de l'article 4 de la Loi n° 33 de 1996 sur l'Office

des contingents de textiles, qui régit la gestion, la distribution, l'utilisation et l'allocation des contingents d'exportation de textiles et de vêtements.

- Ce mécanisme fonctionne depuis 1992. Il a été mis en place après consultation des cinq associations de l'industrie du vêtement et des principaux exportateurs. Depuis sa création, l'Office des contingents de textiles a tenu compte de la nécessité de faire participer la branche de production à son processus de prise de décision et d'assurer la transparence de son fonctionnement. À cet effet, un représentant de chacune des cinq associations professionnelles fait partie du Conseil d'administration. Celui-ci se réunit tous les 15 jours et, à cette occasion, des renseignements sur l'allocation et l'utilisation des contingents sont communiqués aux membres.
- Afin d'assurer une transparence totale, l'Office communique régulièrement aux associations professionnelles les renseignements suivants:
 - a) Exportations par catégorie et par établissement pour l'ensemble de l'année
 - b) Détail des allocations par catégorie et par établissement pour l'ensemble de l'année
 - c) Transferts permanents entre établissements, par mois
 - d) Échanges de contingents avec le TQB, par mois
 - e) Transferts temporaires par catégorie et par établissement, par mois
 - f) Licences d'exportation délivrées, par établissement et par catégorie, par mois
- Les allocations supplémentaires ne sont décidées qu'avec l'assentiment des membres du Conseil d'administration.
- L'Association des exportateurs de vêtements de Sri Lanka (Sri Lanka Apparel Exporters Association) a créé un service spécial chargé de contrôler l'allocation et l'utilisation des contingents. Des renseignements relatifs à l'allocation et à l'utilisation des contingents lui sont régulièrement communiqués. À ce jour, aucune association professionnelle n'a formulé d'allégation visant l'Office des contingents de textiles.
- Le mécanisme d'allocation employé par le TQB est décrit à l'annexe XIV.
- Principales modifications intervenues depuis 1996:
 - Le Comité d'allocation des contingents de textiles du Ministère des textiles est devenu une personne juridique en vertu de la Loi n° 33 de 1996 sur l'Office des contingents des textiles.
 - La profession participe activement à la gestion du système par l'intermédiaire des associations d'exportateurs.
 - Les lignes directrices régissant l'allocation des contingents sont publiées.
 - Un système de visas informatiques et un réseau reliant le TQB, le Centre de service du BOI et les douanes des États-Unis ont été mis en place.
 - Principales modifications apportées en 2003 aux lignes directrices régissant l'allocation:
 - a) L'obligation d'enregistrer des sous-contrats auprès du TQB a été supprimée.
 - b) L'obligation d'obtenir l'approbation du TQB pour les transferts de contingents entre exportateurs a été supprimée.
 - c) Les allocations spéciales en faveur des exportateurs qui n'ont pas de contingents ont été supprimées.
 - Un mécanisme spécial d'allocation de contingents aux PME a été mis en place.

- Les rapports sur l'utilisation des contingents peuvent être consultés par Internet.

6. Principales modifications apportées au cadre institutionnel et juridique de la formulation et de la mise en œuvre de la politique commerciale

6.1 Réformes constitutionnelles

268. Sri Lanka est un État libre, souverain et indépendant, composé d'institutions centrales et provinciales qui exercent les pouvoirs définis dans la Constitution. Le peuple est souverain. Le pouvoir exécutif du peuple est exercé par le Président en consultation avec le Premier Ministre et le Cabinet.

269. Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement qui compte 225 députés (parmi lesquels le Président choisit les Ministres). Les députés sont élus pour six ans lors d'élections générales périodiques à la proportionnelle. Le Parlement est une assemblée monocamérale. Le Président et le Premier Ministre sont issus de partis politiques différents depuis 2001, mais les deux partis coopèrent au sujet des grandes questions d'intérêt national.

270. Le pouvoir judiciaire est composé d'une Cour suprême, d'une cour d'appel, d'une Haute Cour et d'un certain nombre de tribunaux subordonnés. La Banque mondiale a approuvé un grand projet de réforme de certains aspects du système judiciaire. Il s'agit d'améliorer le cadre juridique, la formation juridique et l'accès à l'information juridique dans le domaine du droit commercial, de renforcer les capacités du Registre des sociétés et d'améliorer l'efficacité et la qualité des services et de la formation judiciaires.

271. Le dernier amendement de la Constitution (17^{ème}) a établi un Conseil constitutionnel et de nombreuses autres commissions. Le Conseil constitutionnel est chargé de superviser la nomination des hauts fonctionnaires qui, à l'avenir, sera décidée en consultation avec lui.

272. Une Commission de la fonction publique a été créée. Ses principales compétences concernent la nomination, la promotion, la mutation, le contrôle disciplinaire et le limogeage des fonctionnaires.

273. Une Commission électorale a été créée. Elle sera chargée des compétences, des tâches et des fonctions conférées ou imposées à la Commission ou au Commissaire général aux élections, par la Constitution et par les lois en vigueur, en ce qui concerne l'élection du Président, des députés, des membres des conseils provinciaux et des membres des autorités locales et l'organisation de référendums.

274. Une Commission du service judiciaire a été créée. Elle est habilitée à nommer des juges à la Haute Cour et à nommer, promouvoir, muter, sanctionner et limoger les magistrats et certaines catégories de fonctionnaires.

275. Les politiques publiques sont formulées conjointement par l'exécutif et le législatif, qui ont été réformés. Cela favorise une meilleure gestion des affaires publiques grâce aux contre-pouvoirs qui rendent plus difficiles les politiques partisans.

6.2 Le nouveau processus décisionnel

276. Le diagramme 1³⁷ décrit schématiquement le rôle des organes gouvernementaux dans le nouveau processus de formulation de la politique commerciale:

- Cabinet et Sous-Comité de la politique économique du Cabinet;
- Ministère de l'élaboration et de l'application des politiques, qui définit les grandes lignes des politiques;
- Comité de supervision du cadre macro-économique et commercial, qui contrôle l'exécution et supervise les ministères fonctionnels responsables de la mise en œuvre des politiques.

277. Un Comité de supervision du cadre macro-économique et commercial a été créé pour superviser le cadre de la politique macro-économique et de la politique commerciale et l'exécution des politiques générales et en particulier des activités prévues dans le RSL. Il est composé de hauts fonctionnaires des ministères concernés et de représentants du Conseil tarifaire, de la Banque centrale, du secteur privé et d'instituts de recherche.

278. Ces modifications ont été décidées pour remédier aux carences du système antérieur, dans lequel il y avait de nombreux conflits et doubles emplois entre les fonctions de différents organismes. La structure prévue devrait dans une certaine mesure éliminer ces défauts et unir toutes les institutions concernées. À cet égard, la mission principale du Comité de supervision du cadre macro-économique et commercial est de faire en sorte que les différents organismes et ministères responsables de l'exécution des politiques coordonnent leur action. Il est placé sous la tutelle du Sous-Comité de la politique économique du Cabinet.

6.3 Formulation de la Loi sur la protection des consommateurs

279. Les récentes réformes des entreprises d'État, en particulier celles qui fournissent des services d'utilité publique, ont mis en évidence la nécessité d'une réglementation solide pour la protection des consommateurs.

280. En janvier 2003, le Parlement a approuvé la Loi sur la Direction de la protection des consommateurs, dont le but est d'encadrer la politique de la concurrence. Cette loi a remplacé la Loi sur la Commission de l'équité des pratiques commerciales et la Loi sur la protection des consommateurs, et elle vise à la fois la concurrence et la protection des consommateurs. Elle a en outre fusionné les compétences et fonctions de la Commission de l'équité des pratiques commerciales et du Département du commerce intérieur.

281. La nouvelle loi a créé une Direction de la concurrence (CAA) qui a remplacé la Commission de l'équité des pratiques commerciales (FTC) et le Département du commerce intérieur (DIT). La CAA se compose d'un service d'enquête et d'un organe juridictionnel, le Conseil de la consommation.³⁸ Ces deux institutions ont été créées au milieu de 2003 et ont commencé à fonctionner.

³⁷ Voir l'annexe XV.

³⁸ A D V de S Indraratna (undated), *Competition Policy and Law and Consumer Protection: Sri Lankan Case* [en ligne] (<http://www.ciroap.org/apcl/conf/documents/Malaysia.doc>) [20 mai 2003].

282. La CAA a pour tâches, entre autres, de contrôler ou de réprimer les accords de restriction du commerce conclus entre entreprises, les arrangements de fixation de prix, les abus de position dominante et les pratiques visant à restreindre la concurrence, d'enquêter sur toute pratique anticoncurrentielle, de protéger les droits des consommateurs, d'étudier la situation du marché et de promouvoir l'éducation des consommateurs.

283. Le Conseil de la consommation est habilité à prendre une ordonnance dans un délai d'un mois après avoir reçu d'une autorité compétente ou de toute autre personne ou d'une association professionnelle une plainte pour pratique anticoncurrentielle. Il est habilité à convoquer des témoins et à obtenir et recevoir des éléments de preuve.

284. Les pouvoirs d'enquête et les pouvoirs juridictionnels sont répartis entre la Direction de la consommation et le Conseil de la consommation. Par exemple, il semble que la Direction peut faire des enquêtes au sujet de l'existence de monopoles, de fusions ou de pratiques anticoncurrentielles, mais doit s'en remettre au Conseil pour prendre une décision. Toutefois, la Direction est habilitée à faire des enquêtes et à prendre des décisions en ce qui concerne les hausses de prix de certains articles de première nécessité ("articles spécifiés").³⁹

285. Les pratiques commerciales restrictives liées aux monopoles et aux fusions-acquisitions ne sont actuellement pas visées par la loi. Le gouvernement envisage d'adopter une politique de la concurrence qui s'appliquerait également à la lutte contre les monopoles ainsi qu'aux politiques micro-industrielles ayant une influence sur le marché et aux pratiques commerciales de l'État.

6.4 Gouvernement d'entreprise

286. **Normes comptables et normes d'audit obligatoires** – Le fait que les comptes publiés par les entreprises, cotées ou non, ne reflètent pas fidèlement leur situation financière réelle est un problème très préoccupant. Les autorités, conscientes de l'importance du gouvernement d'entreprise, ont élaboré des lois pour obliger toutes les entreprises du pays à respecter certaines normes comptables et d'audit.

287. En conséquence, la Loi n° 15 de 1995 sur les normes comptables et les normes d'audit a été adoptée en 1995 et elle habilite l'Institut sri-lankais des experts-comptables à faire en sorte que les entreprises visées par la loi respectent ces normes dans la présentation de leurs comptes annuels vérifiés. Cela obligera ces entreprises à publier des comptes vérifiés de bonne qualité et uniformes et accroîtra la transparence des états financiers.

288. Les normes ont été publiées au numéro spécial du Journal officiel 1056/19 du 2 décembre 1998. La loi prévoit en outre la création d'un Conseil de surveillance des normes comptables et des normes d'audit, chargé de vérifier que les entreprises concernées respectent ces normes.

289. Les entreprises visées par la loi sont les suivantes:

- Sociétés agréées en vertu de la Loi bancaire n° 30 de 1988
- Sociétés autorisées à avoir des activités d'assurance en vertu de la Loi n° 25 de 1962 sur le contrôle de l'assurance
- Sociétés de crédit-bail

³⁹ *Sunday Observer* (19 August 2001), Challenges of fast changing market structures [en ligne] (<http://origin.sundayobserver.lk/2001/08/19/bus05.html>) [8 avril 2003].

- Sociétés d'affacturage
- Entreprises agréées en vertu de la Loi n° 36 de 1987 sur la Commission des opérations de bourse pour gérer des fonds communs de placement, sociétés de gestion de portefeuille, sociétés de bourse, courtiers en bourse et bourses.
- Sociétés cotées en bourse
- Entreprises publiques qui vendent des marchandises ou fournissent des services
- Sociétés non cotées.⁴⁰

290. Si une entreprise visée par la loi ou son commissaire aux comptes ne respecte pas les normes comptables et les normes d'audit, le Conseil de surveillance est habilité à les poursuivre en justice conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi.

291. Le Conseil est aussi tenu de signaler aux associations professionnelles de comptables les erreurs ou négligences commises par des comptables chargés d'établir et d'arrêter les comptes de sociétés. De même, il communiquera aux autorités de régulation compétentes pour les entreprises concernées, telles que la Banque centrale dans le cas des banques et des sociétés financières et la Commission des opérations de bourse dans le cas des sociétés cotées en bourse, les noms des entreprises qui ne respectent pas les normes comptables et les normes d'audit.

6.5 Loi sur les mesures commerciales correctives

292. Sri Lanka n'a pas de lois ou règlements régissant les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde. Le gouvernement a rédigé des projets de lois à ce sujet mais a repoussé sa décision concernant l'approbation et l'application de ces lois.

7. Conduite des relations commerciales régionales et bilatérales

7.1 Arrangements commerciaux régionaux

293. En raison de l'importance de ses échanges avec les pays voisins, Sri Lanka a cherché à développer ses liens régionaux tout en restant attachée à la promotion d'un système commercial multilatéral exempt de restrictions.

294. Les pays concernés ont conclu tout un réseau d'accords qui se chevauchent, en tant que réponse stratégique à la conclusion d'accords de coopération rivaux. Une bonne coopération internationale pourrait être très bénéfique. C'est pourquoi le gouvernement a pour politique de conclure des accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux afin d'aider les entrepreneurs à explorer les possibilités de nouveaux marchés dans les pays qui leur paraissent intéressants.

295. Sri Lanka est membre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et de l'Arrangement de commerce préférentiel d'Asie du Sud (SAPTA) et signataire de l'Accord de Bangkok, et participe au Système généralisé de préférences (SGP) et au Système global de préférences commerciales (SGPC).

296. Sri Lanka bénéficie de préférences tarifaires dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP) et du Système global de préférences commerciales (SGPC). En vertu du SGP,

⁴⁰ Sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse 500 millions de roupies, dont les fonds propres dépassent 100 millions de roupies, dont l'actif brut dépasse 300 millions de roupies, dont les engagements envers les banques et autres établissements financiers dépassent 100 millions de roupies et dont l'effectif dépasse 1 000 personnes.

comme d'autres pays en développement, elle bénéficie de taux de droits de douane réduits sur les marchés des pays développés participants. Dans le cadre du SGPC, elle échange des concessions tarifaires avec d'autres pays en développement.

297. Le document d'orientation intitulé "Regaining Sri Lanka" (RSL) publié par le gouvernement souligne la nécessité de conclure des accords bilatéraux de libre-échange avec certains pays. En conséquence, le Ministère du commerce et de la consommation, en association avec d'autres ministères fonctionnels, fait un effort concerté pour déterminer quels sont les pays avec lesquels Sri Lanka pourrait engager des négociations accélérées en vue de conclure des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux.

298. Les bons résultats de l'application de l'Accord de libre-échange Inde-Sri Lanka ont convaincu les deux pays d'en élargir la portée et le champ d'application. Les deux gouvernements ont donc décidé de passer à l'étape suivante pour intégrer dans l'ALE le commerce des services, l'investissement et d'autres domaines de coopération, afin de le transformer en un accord de partenariat économique élargi.

299. Ces accords permettent aux entrepreneurs sri-lankais d'avoir un meilleur accès aux marchés. Sur le plan régional, Sri Lanka fait notamment partie de l'Association de coopération régionale des pays du pourtour de l'océan Indien (IOR-ARC) et de la Coopération économique Bangladesh, Inde, Myanmar, Sri Lanka et Thaïlande (BIMST-EC), établies en 1997 et 1998 respectivement.

Faits nouveaux

- Le dernier cycle de négociations au niveau des fonctionnaires concernant l'ALE Sri Lanka-Pakistan s'est terminé en mars 2003.
- En vertu d'un accord-cadre sur le commerce et l'investissement, Sri Lanka et les États-Unis s'emploient à renforcer leur coopération commerciale et économique dans la perspective de conclure un ALE.
- Sri Lanka a l'intention de conclure des ALE avec l'Égypte, le Bangladesh, la Thaïlande et la Malaisie et les premières séries de négociations ont commencé. Après plusieurs cycles de négociations, le projet de l'accord-cadre en vue de la conclusion d'un ALE Sri-Lanka-Égypte a été approuvé au niveau des hauts fonctionnaires.
- Une première série de pourparlers en vue de l'élaboration d'un accord de partenariat économique élargi entre Singapour et Sri Lanka (CEPASS) s'est achevée en octobre 2003.
- Quatre cycles de négociations visant à établir une zone de libre-échange BIMST-EC, dont Sri Lanka ferait partie, ont déjà été menés.
- En tant que membre de l'ASACR, Sri Lanka sera partie à l'ALE d'Asie du Sud (SAFTA) dont la conclusion est proche. La zone de libre-échange devrait être créée d'ici à janvier 2006.

7.2 Sri Lanka et le système commercial multilatéral

300. Sri Lanka est Membre fondateur de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle accorde le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux.

a) Engagements tarifaires

301. Dans le Cycle d'Uruguay, Sri Lanka a consolidé la plupart de ses droits de douane visant les produits agricoles et non agricoles au taux de 50 pour cent. Depuis, elle a consolidé 98 pour cent des positions reprises à l'annexe I de l'Accord sur l'agriculture. Les droits visant certains produits agricoles qui n'ont pas été consolidés lors du Cycle d'Uruguay car ils faisaient l'objet d'une négociation au titre de l'article XXVIII seront consolidés à partir de janvier 2004 au taux convenu durant cette négociation. En outre, des réductions de droits sur les textiles et les vêtements sont entrées en vigueur le 1^{er} mars 2001.⁴¹

b) Agriculture

302. Alors que les négociations de l'OMC sur l'agriculture entrent dans une phase cruciale, Sri Lanka s'est beaucoup intéressée au débat concernant les moyens de répondre aux préoccupations légitimes des pays en développement, telles que le développement rural et la sécurité alimentaire. La politique agricole de Sri Lanka avait déjà été beaucoup libéralisée avant l'adoption de l'Accord sur l'agriculture en raison des réformes macro-économiques menées dans le cadre des programmes structurels appuyés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. En fait, l'agriculture sri-lankaise est déjà beaucoup plus libéralisée que ne le prévoient les engagements pris dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture. Sri Lanka applique depuis longtemps une politique agricole comportant deux axes principaux, la promotion d'une agriculture de plantation moderne axée sur l'exportation et le soutien à l'agriculture de subsistance, c'est-à-dire la production, par des petits paysans, de produits alimentaires de base destinés au marché intérieur.

303. Comme nous l'avons vu plus haut, l'agriculture fournit encore l'essentiel des produits alimentaires de base et assure la subsistance d'une importante population rurale, représentant près de 35 pour cent de la main-d'œuvre. Sa contribution au PIB est de près de 20 pour cent et elle est une importante source de devises, fournissant près de 20 pour cent des recettes d'exportation. Près de 75 pour cent de la population vivent dans les campagnes, ce qui signifie que son activité principale est l'agriculture. En outre, l'alimentation absorbe une grande partie du budget des ménages sri-lankais. L'agriculture offre de nombreuses possibilités pour l'expansion de l'économie.

304. L'agriculture joue un rôle majeur dans le développement du pays en assurant la sécurité alimentaire et le développement rural et en contribuant à la lutte contre la pauvreté. Selon la définition adoptée à l'OMC, Sri Lanka est considérée comme pays en développement importateur net de produits alimentaires (pays exposé à l'insécurité alimentaire).

305. Il est donc admis que Sri Lanka doit prendre des mesures pour accroître la productivité de l'agriculture et la production vivrière conformément à ses besoins et à son potentiel. Les principales mesures de politique agricole, sur le plan interne, ont été appliquées dans le cadre des programmes globaux de réformes structurelles. Ces mesures ont été très douloureuses et parfois défavorables à la population rurale tributaire de l'agriculture de subsistance. Sri Lanka aurait dû appliquer sa politique agricole en profitant de la marge de manœuvre que lui offrait l'Accord sur l'agriculture. Toutefois, la politique de libéralisation autonome n'a pas tenu compte du rôle particulier de l'agriculture dans l'économie du pays. On aurait pu employer un large éventail d'instruments pour atteindre les objectifs visés.

⁴¹ Les modifications et corrections apportées à la Liste VI de Sri Lanka ont été certifiées et sont entrées en vigueur le 7 juin 2001 (document de l'OMC WT/Let/398, 22 juin 2001); et document de l'OMC G/MA/TAR/RS/77, 7 mars 2001.

306. C'est pourquoi, depuis la Conférence ministérielle de Seattle, les pays en développement, y compris Sri Lanka, ont cherché à obtenir la création d'une catégorie de mesures "de développement" qui leur donnerait une plus grande latitude pour la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture. Il s'agirait d'un ensemble de mesures permettant d'appliquer des politiques propices au développement.

307. À cet effet, Sri Lanka, de concert avec plusieurs autres pays en développement, a présenté durant la première phase un certain nombre de propositions de négociations et a élaboré durant la deuxième phase la proposition informelle de créer une catégorie "développement". Cette catégorie engloberait les mesures propres à accroître la sécurité alimentaire et à sauvegarder les moyens d'existence des communautés rurales. Il s'agissait de répondre aux préoccupations de Sri Lanka: a) protéger et accroître la capacité de production vivrière, en particulier pour les aliments de base; b) sauvegarder les emplois des ruraux pauvres et c) protéger les petits paysans et les paysans marginaux contre l'afflux de produits d'importation bon marché. Les principaux éléments de la proposition étaient les suivants: les cultures vivrières essentielles pour la sécurité alimentaire, principal moyen d'existence des petits paysans pauvres, devraient être exemptées des engagements de réduction prévus par l'Accord sur l'agriculture; les pays en développement dont le niveau de soutien interne est en dessous du seuil *de minimis* devraient être autorisés à maintenir des consolidations tarifaires "appropriées" pour les produits essentiels pour la sécurité alimentaire, en conservant les taux consolidés au niveau actuel ou en les majorant s'ils n'assurent pas une protection efficace, et à mettre en œuvre un "mécanisme de sauvegarde approprié" en cas de gonflement subit des importations de produits alimentaires de base. Sri Lanka a défini sa position pour les négociations en cours concernant l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation en tenant compte de la multifonctionnalité de l'agriculture.

c) Accès aux marchés des produits non agricoles

308. Comme nous l'avons vu plus haut, les recettes douanières sont une des grandes composantes des recettes de l'État (près de 11 pour cent sur la période 1999-2003). Selon les projections, la proportion devrait être de 14 pour cent en 2004. Pour cela, il faut maintenir les taux de droits actuels, calculés pour maximiser les recettes douanières, tant qu'on n'aura pas mis en place des mécanismes pour compenser la perte de ces recettes. De plus, Sri Lanka a besoin de pouvoir appliquer des droits pour promouvoir le développement d'industries naissantes. Elle devra donc établir un taux de droit minimum.

309. En raison des considérations ci-dessus, Sri Lanka a appuyé la position selon laquelle il faudrait envisager une "réciprocité qui ne soit pas complète" pour les modalités de négociations dans le domaine de l'accès aux marchés des produits non agricoles.

310. Dans ce secteur, Sri Lanka n'a consolidé que 28 pour cent de ses droits, en vertu des engagements pris durant le Cycle d'Uruguay en 1995 et des engagements unilatéraux pris en 2001. La moyenne des droits appliqués aux produits non consolidés est de 7 pour cent. Sur la base des taux appliqués en 2001 et des niveaux actuels de consolidation, la moyenne des droits de Sri Lanka est de 16,74 pour cent. L'analyse faite par les autorités a montré que, comme la moyenne de ces droits est faible et que seule une petite partie des droits sont consolidés, avec la formule proposée, Sri Lanka serait pénalisée pour n'avoir pas consolidé ses droits à un niveau plus élevé.

311. En réponse aux arguments présentés par Sri Lanka et d'autres pays en développement, il a été proposé, dans le projet de document sur les modalités, d'exempter de tout engagement de réduction des droits au moyen d'une formule les pays qui avaient consolidé moins de 35 pour cent des lignes tarifaires concernant les produits non agricoles. Ces pays devraient consolider leurs droits au taux moyen des pays en développement, c'est-à-dire 27,5 pour cent, ce qui laisserait à Sri Lanka la marge

de manœuvre nécessaire. Cela aurait été un résultat très satisfaisant si le projet de Déclaration ministérielle avait été adopté à Cancún en septembre 2003.

d) Services

312. Comme le montre le tableau 1, le secteur des services représente près de 54 pour cent du PIB de Sri Lanka. Le gouvernement est bien conscient de l'importance des services pour l'économie et pour l'obtention de la croissance souhaitée. La stratégie de développement vise à promouvoir le bon fonctionnement des activités de services, en particulier dans les sous-secteurs essentiels pour l'économie. Ces sous-secteurs sont le tourisme, les communications, la banque, l'assurance et le transport maritime et aérien.

313. En conséquence, Sri Lanka envisage la libéralisation des services sous l'angle du développement et cherche à attirer des investisseurs étrangers pour aménager des infrastructures, car l'efficacité des services contribue à accroître la compétitivité des industries. Comme nous l'avons vu plus haut, le gouvernement a adopté des politiques visant à créer un meilleur environnement pour encourager l'investissement local et étranger et garantir une concurrence loyale.

314. Pour Sri Lanka, les principaux objectifs des négociations en cours sur les services doivent être de promouvoir la croissance, d'accroître la participation des pays en développement et de réduire ou d'éliminer les mesures qui limitent l'accès aux marchés.

315. Sri Lanka a déjà présenté des listes de demandes à 18 pays. Elle a fait des demandes dans les domaines suivants: a) Services professionnels – Services des sages-femmes, infirmiers, physiothérapeutes et autres personnels paramédicaux; b) Services informatiques – Services consultatifs concernant le matériel informatique, services d'élaboration de logiciels, services de traitement des données, services de bases de données; c) Services de communication – Services de télécommunication, services de téléphonie vocale, services de transmission de données à commutation de circuit, services de lignes louées, courrier électronique, courrier vocal et informations et bases de données en ligne; d) Services liés à la santé et services sociaux – Autres services liés à la santé humaine (établissements de santé avec hébergement autres que les services hospitaliers – soins gériatriques), réflexologie, soins et thérapeutiques ayurvédiques, phytothérapies autres que les soins de santé humaine (thérapeutiques ayurvédiques, phytothérapie et aromathérapie, services de méditation en dispensaire, services de soins esthétiques et de remise en forme), traitements cosmétiques, autres services de soins esthétiques (soins du corps, phytothérapie, centres de remise en forme); e) Services de transport – Services de transport aérien (systèmes de réservation informatisés); f) Services auxiliaires de tous les modes de transport – Services de manutention et d'entreposage, services d'agences de transport de marchandises et services de transitaires. Dans ces sous-secteurs, Sri Lanka a demandé des engagements horizontaux d'accès aux marchés complets pour les modes 1, 2, 3 et 4 (*Mouvement des personnes physiques*).

316. Pour les pays en développement comme Sri Lanka, la grande difficulté sera probablement d'obtenir une libéralisation des services en mode 4 (mouvement des personnes physiques). Ces pays ont fait des propositions précises soulignant la nécessité de libéraliser ce mode de fourniture très important, ce qui est indispensable pour qu'ils puissent fournir des services aux pays développés. En tant que pays en développement, Sri Lanka a un avantage comparatif pour l'exportation de services à forte intensité de main-d'œuvre impliquant un mouvement de personnes physiques et, par conséquent, le degré auquel les autres Membres de l'OMC seront prêts à accepter des engagements effectifs pour le mode 4 déterminera dans quelle mesure elle pourra retirer des avantages des négociations en cours.

317. Sri Lanka a aussi présenté ses offres initiales en réponse à diverses demandes communiquées par les Membres de l'OMC. Elle a fait en août 2003 des offres initiales concernant les télécommunications, les services financiers et le tourisme. Le Comité interministériel des services étudie attentivement les offres concernant d'autres sous-secteurs, comme l'enseignement tertiaire, les services de distribution, y compris la vente au détail, et les services professionnels, afin de déterminer si Sri Lanka peut prendre des engagements additionnels. Le gouvernement a l'intention de présenter d'autres offres au début de 2004 à mesure que les négociations progresseront.

318. Sri Lanka considère en outre qu'il faut tenir dûment compte, dans les négociations, des mesures de libéralisation autonome prises par les Membres depuis les précédentes négociations, et leur accorder un crédit correspondant. Elle s'attend à ce que les "modalités de traitement de la libéralisation autonome" adoptées par le Conseil des services en session extraordinaire soient prises en considération dans les négociations bilatérales. Elle attache aussi une grande importance à l'élaboration de règles concernant les sauvegardes, les subventions et les marchés publics dans le secteur des services, qui devrait progresser parallèlement au processus de négociation.

e) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

319. Sri Lanka est partie à la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et à d'autres conventions concernant la propriété intellectuelle.⁴² Elle a signé le 20 septembre 1991 un accord bilatéral avec les États-Unis pour protéger les droits de propriété intellectuelle.⁴³

320. Sri Lanka a adopté sa première loi complète sur la protection des droits de propriété intellectuelle en 1979 (Loi n° 52 de 1979). Depuis, elle a apporté plusieurs modifications importantes à son régime de protection de la propriété intellectuelle. Ces modifications visaient en particulier à aligner ce régime sur les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. La Loi de 1979 a régi la protection des droits de propriété intellectuelle en Sri Lanka jusqu'au milieu de novembre 2003.

321. À l'origine, la Loi n° 52 sur le Code de la propriété intellectuelle comportait des textes régissant le droit d'auteur, les dessins et modèles industriels, les brevets, les marques, les noms commerciaux et la concurrence déloyale. Durant la période examinée, le gouvernement a revu, consolidé et modifié les textes et rédigé un nouveau projet de loi portant modification du Code de la propriété intellectuelle afin de réglementer le droit d'auteur et les droits connexes et d'introduire les amendements requis par l'Accord sur les ADPIC.

⁴² Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Traité de coopération en matière de brevets, Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, Accord de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses, Traité sur le droit des marques, Traité de Nairobi concernant la protection du symbole olympique et Amendement de l'article 9.3) de la Convention instituant l'OMPI. Intellectual Property Protection Treaties [en ligne] (<http://www.wipo.int/treaties/sitemap/a-z.html>) [15 octobre 2003].

⁴³ Gouvernement des États-Unis (2002), *Sri Lanka Country Commercial Guide FY2002* [en ligne] (http://www.usatrade.gov/Website/CCG.nsf/CCGurl/CCG-SRI_LANKA2002-CH-1:-00468C89) [14 février 2003].

322. La Loi sri-lankaise sur la propriété intellectuelle (Loi n° 52 de 1979 et ses modifications) a été notifiée à l'OMC et examinée par le Conseil des ADPIC le 27 novembre 2001.⁴⁴

323. Le Parlement a adopté aux alentours du 25 juillet 2003 une nouvelle Loi sur la propriété intellectuelle (Loi n° 36 de 2003). Cette loi ayant été certifiée par le Président du Parlement comme le prévoit l'article 80 1) de la Constitution, elle régit désormais la protection de la propriété intellectuelle. Elle est entrée en vigueur le 12 novembre 2003.

324. Cette loi contient les dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à leur enregistrement, au contrôle et à l'administration, apporte des modifications à l'Ordonnance sur les douanes (chapitre 235) et à la Loi n° 10 de 1996 sur la Haute Cour des provinces (dispositions spéciales) et régit les questions connexes. Elle donnera à Sri Lanka un cadre juridique complet pour la protection des droits de propriété intellectuelle.

325. La nouvelle loi est conforme à toutes les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. Elle concerne aussi des domaines qui ne sont pas visés par cet accord, tels que le Traité sur le droit des marques, l'Accord bilatéral États-Unis–Sri Lanka et certaines dispositions des traités Internet de 1996 de l'OMPI. Elle s'applique aux questions suivantes: droit d'auteur et droits connexes, brevets, marques de commerce et de fabrique, marques de certification, marques collectives, dessins et modèles industriels, topographie de circuits intégrés, renseignements non divulgués, protection contre la concurrence déloyale, indications géographiques, administration des droits de propriété intellectuelle et mécanismes d'exécution efficaces, économiques et rapides.

326. Le point de contact de Sri Lanka pour la propriété intellectuelle est le Registre des brevets et des marques (Registrar of Patents & Trade Marks of Sri Lanka).⁴⁵ Sri Lanka a un Office de la propriété intellectuelle, qui relève du Ministère du commerce et de la consommation et qui enregistre et administre les dessins et modèles industriels, les brevets, les marques et les autres éléments visés par la loi. Les institutions chargées de faire respecter les droits de propriété intellectuelle sont l'Office national de la propriété intellectuelle, le Département des douanes, la police nationale et le Département du Procureur général.

i) Droit d'auteur et droits connexes (partie II – chapitres I et II)

327. La protection conférée par la Loi n° 36 de 2003 sur la propriété intellectuelle en ce qui concerne les œuvres visées par le droit d'auteur et les droits connexes qui n'ont pas été publiées, interprétées ou exécutées, produites ou fixées en Sri Lanka par des non-nationaux, est accordée en vertu de et conformément à toute convention internationale à laquelle Sri Lanka est partie. La réciprocité n'est pas une condition de la protection des œuvres d'auteurs qui sont des nationaux ou sont domiciliés en Sri Lanka et des œuvres publiées pour la première fois en Sri Lanka ou à l'étranger mais aussi publiées en Sri Lanka dans les 30 jours suivant leur publication à l'étranger, quelle que soit la nationalité ou le domicile de l'auteur. Des dispositions similaires s'appliquent aux droits connexes. La nouvelle loi de 2003 est conforme à toutes les prescriptions de la Convention de Berne et de la Convention de Rome et à une partie des dispositions des deux traités Internet de 1996 de l'OMPI.

⁴⁴ Document de l'OMC JOB(01)/156/Rev.1 (Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, 21 novembre 2001).

⁴⁵ Document de l'OMC IP/N/3/Rev.6, 1^{er} mars 2002.

ii) Dessins et modèles industriels (partie III – chapitres III à X)

328. La loi protège tous les dessins et modèles industriels nouveaux⁴⁶ à l'exception des éléments qui ne servent qu'à obtenir un résultat technique. Les éléments d'un dessin ou modèle industriel qui ne servent qu'à obtenir un résultat technique peuvent être brevetés s'ils satisfont aux critères de brevetabilité. Ils peuvent donc être protégés par les dispositions légales relatives aux brevets.

329. Les dessins et modèles industriels peuvent être protégés par le droit d'auteur et par la partie III de la nouvelle loi. Les principales différences concernant l'étendue de la protection conférée par les parties II et III de la Loi n° 36 de 2003 sur la propriété intellectuelle sont récapitulées dans le tableau ci-dessous:

Aspect	Partie II	Partie III
Durée de la protection	Vie de l'auteur plus 70 ans	Cinq ans renouvelables pour deux périodes de cinq ans
Formalités	Non nécessaire	Enregistrement obligatoire
Droits moraux	Protégés	Non protégés par l'enregistrement
Antériorité	Éléments de preuve si nécessaires	Première demande d'enregistrement
Protection	Les créations indépendantes ne portent pas atteinte aux droits sur des créations antérieures	Les créations indépendantes sont réputées porter atteintes aux droits.

330. Un dessin ou modèle industriel est nouveau s'il n'a pas été mis à la disposition du public (par description, par utilisation ou de toute autre manière) avant la date de demande d'enregistrement ou avant la date d'antériorité valablement revendiquée (article 31). Le créateur (c'est-à-dire la personne qui présente la première demande d'enregistrement ou qui revendique valablement la première antériorité) a droit à la protection (article 32). L'article 48 énonce de façon exhaustive certaines exceptions, notamment en ce qui concerne le droit d'obtenir une protection lorsque plusieurs personnes ont créé collectivement le dessin ou modèle (articles 32 et 34) ou lorsque le dessin ou modèle a été créé dans le cadre d'un contrat de travail.

331. Pour être protégé en vertu de la partie III de la nouvelle loi, un dessin ou modèle industriel doit être enregistré (article 36). Les demandes d'enregistrement doivent être adressées au Directeur général de la propriété intellectuelle désigné en vertu de la loi. Celui-ci examine les demandes pour vérifier leur conformité à certaines prescriptions de forme. Il peut refuser d'enregistrer un dessin ou modèle si la demande n'est pas conforme à la procédure définie dans la loi (redevance, déclaration de nouveauté, etc.) ou si le dessin ou modèle ne satisfait pas aux conditions d'enregistrement (articles 36, 37, 38 et 39).

332. Les demandes d'enregistrement de dessins et modèles industriels ne sont pas publiées pour permettre une opposition avant l'enregistrement. Les dessins et modèles ne sont publiés qu'après l'enregistrement (article 44) et toute personne peut demander au tribunal de district de Colombo d'annuler l'enregistrement pour les motifs spécifiés dans la loi. La loi ne prévoit aucune date limite pour la présentation d'une demande d'annulation.

⁴⁶ Est considéré comme dessin ou modèle industriel toute composition de lignes ou de couleurs ou de formes tridimensionnelles, associées ou non avec des lignes ou couleurs, qui donne une apparence spéciale à un produit industriel ou artisanal et qui peut servir de modèle pour un tel produit (partie III, dessins et modèles industriels, chapitre III, article 30).

333. L'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel prend fin cinq ans après la date de réception de la demande et peut être renouvelé pour deux périodes consécutives de cinq ans chacune moyennant le versement de la redevance prévue (article 45). La durée maximale de l'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel est donc de 15 ans à compter de la date de présentation de la demande. L'enregistrement confère au créateur le droit de reproduire un article d'après le dessin ou modèle industriel et d'importer, de vendre, de stocker ou d'employer un tel article. Ces droits peuvent être transférés par cession, par transmission de l'enregistrement ou par conclusion d'un contrat de licence (article 47).

iii) Brevets (partie IV – chapitres XI à XVIII)

334. Sri Lanka accorde des brevets pour les inventions qui sont nouvelles⁴⁷, si elles impliquent une activité inventive et si elles sont susceptibles d'une application industrielle (article 63). Selon la définition de la loi, une invention est "l'idée d'un inventeur qui donne une solution concrète à un problème technologique précis"; les inventions peuvent être des produits ou des procédés (article 62). Les demandes de brevet doivent satisfaire à toutes les prescriptions définies aux articles 71, 72 et 73 et être accompagnées d'un rapport de recherche en nouveauté (article 73). Certaines inventions ne peuvent pas être brevetées en Sri Lanka.⁴⁸

335. Le droit conféré par le brevet appartient à l'inventeur. Le titulaire d'un brevet peut exploiter, céder ou transmettre le brevet et conclure des accords de licence pour transférer ses droits.⁴⁹ Les brevets sont valables pour 20 ans à compter de la date de demande d'enregistrement (article 83), mais doivent être renouvelés chaque année. La durée de 20 ans ne peut pas être prolongée.

336. Le Directeur général de la propriété intellectuelle, une fois nommé conformément à la loi, examinera la demande et vérifiera que les conditions énoncées à l'article 78 1), qui semblent ne pas être purement administratives (article 78), sont satisfaites. Le brevet est enregistré et publié au Journal officiel (article 80). Il est possible de s'adresser au tribunal pour demander une invalidation ou une déclaration de nullité d'un brevet par exemple au motif que l'invention n'est pas nouvelle ou n'est pas brevetable ou qu'il y a des doutes au sujet de l'identité de l'inventeur (article 99).

⁴⁷ Une invention est considérée comme nouvelle si elle ne pouvait pas être prévue par l'état de la technique, notion qui est définie dans la loi (article 64).

⁴⁸ Les inventions non brevetables sont les suivantes: découvertes, théories scientifiques et méthodes mathématiques; plantes ou animaux autres que les micro-organismes et processus essentiellement biologiques pour la reproduction de végétaux ou d'animaux, autres que les processus micro-biologiques et produits de ces processus; systèmes, règles ou méthodes pour conduire les affaires, effectuer des actes purement mentaux ou pratiquer des jeux; méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique de l'homme ou des animaux et méthodes de diagnostic pratiquées sur le corps humain ou sur le corps d'un animal; inventions pouvant permettre l'utilisation de matières nucléaires ou de l'énergie nucléaire dans une arme nucléaire; et inventions dont il faut empêcher l'exploitation commerciale en Sri Lanka pour protéger l'ordre public, la moralité publique ou la vie et la santé de l'homme, des animaux ou des végétaux ou pour éviter un dommage grave à l'environnement (article 62 3)).

⁴⁹ On entend par exploitation d'un brevet de produit la fabrication, l'importation, l'offre à la vente, la vente, l'exportation ou l'utilisation du produit, le stockage du produit en vue de l'offrir à la vente, de le vendre, de l'exporter ou de l'utiliser. On entend par exploitation d'un brevet de procédé l'utilisation du procédé et l'importation, le stockage, la vente et l'utilisation d'un produit fabriqué au moyen du procédé breveté et le fait d'empêcher toute personne d'employer ce procédé (article 84).

337. Toutefois, l'octroi d'un brevet ne peut pas être refusé et un brevet ne peut pas être invalidé au motif que son exploitation commerciale est interdite par une loi ou un règlement. En revanche, l'exploitation commerciale d'un brevet peut être empêchée pour préserver l'ordre public (article 79 1)).

338. La nouvelle loi contient un article important concernant les limites des droits exclusifs conférés par l'article 84. Cet article vise l'épuisement des droits de propriété intellectuelle (article 86 1)) et les autres utilisations sans l'autorisation du titulaire du droit (article 86 2)). En outre, l'article 87 reconnaît les droits d'autres personnes découlant d'une fabrication ou d'une utilisation antérieure.

iv) Marques et noms commerciaux (partie V – chapitres XIX à XXX)

339. La partie V du Code protège les marques de commerce et de fabrique, les marques de services, les noms commerciaux, les marques collectives, les marques de certification et les indications géographiques. Le droit exclusif sur une marque est acquis par enregistrement (article 102). L'enregistrement est accordé à la première personne qui a présenté une demande valable ou qui satisfait les conditions de validité d'une demande et revendique une antériorité (article 102 2)).

340. Une marque peut être composée de mots, de devises, de dessins, etc.⁵⁰ La protection est conférée pour toutes les marques enregistrées et est essentiellement une protection contre la concurrence déloyale. Une marque ressemblant à une indication géographique, à un nom ou une appellation géographique, à une marque collective, à une marque de certification ou à une marque réputée ne peut pas être enregistrée en tant que marque de commerce ou de fabrique. Les marques réputées non enregistrées en Sri Lanka sont protégées (article 104 1) d)). Une marque similaire à une marque réputée ne peut pas être enregistrée puisque la marque réputée est protégée. De plus, pour protéger les marques réputées, on peut invoquer la Loi sur la concurrence déloyale et le délit de *common law* de substitution.

341. Les marques de commerce et de fabrique enregistrées sont valables dix ans et l'enregistrement peut être renouvelé par périodes consécutives de dix ans.⁵¹ Le nombre de renouvellements n'est pas limité (articles 118 1) et 119 1)). Le titulaire de la marque a le droit exclusif d'utiliser la marque, de la céder ou de transmettre l'enregistrement et de conclure des accords de licence (article 121 1)).

342. La nouvelle loi contient un article important traitant des limitations des droits du propriétaire d'une marque enregistrée. En vertu de l'article 122 b), les tiers ont le droit d'utiliser la marque pour des marchandises légalement produites, importées, offertes à la vente, vendues, utilisées ou stockées en Sri Lanka, à condition que ces marchandises n'aient subi aucune modification.

343. Le Directeur du Registre examine les demandes d'enregistrement et, si la marque est jugée acceptable, il en avise le requérant (article 110). Le requérant dispose de deux mois pour verser la redevance exigée pour la publication de la marque au Journal officiel. Toute personne peut s'opposer à l'enregistrement d'une marque dans un délai de cinq ans à compter de la date de délivrance du certificat d'enregistrement (article 134 3)). Si le Directeur du Registre ne reçoit aucun avis d'opposition, il enregistre la marque.

⁵⁰ Les articles 103 et 104 du Code donnent une liste de marques qui ne peuvent pas être enregistrées pour des motifs objectifs ou en raison des droits de tiers.

⁵¹ Le renouvellement de l'enregistrement ne fait l'objet d'aucun examen supplémentaire par le Directeur du Registre et nul ne peut s'y opposer (article 119 2)).

344. Les marques enregistrées ne peuvent être radiées qu'en vertu des dispositions des articles 136, 137 et 172 de la loi.⁵² En vertu de l'article 136, une marque peut être radiée si son titulaire, sans motif valable, ne l'a pas utilisée en Sri Lanka pendant cinq années consécutives précédant immédiatement la date de présentation de la demande au tribunal, ou si elle est devenue un nom générique et a donc perdu sa signification aux yeux du public.

v) Indications géographiques (partie IX – chapitre XXXIII)

345. La nouvelle loi reprend la définition des indications géographiques donnée dans l'Accord sur les ADPIC aux fins de l'application du droit national (article 101).

346. La loi interdit l'emploi d'indications trompeuses qui pourraient donner à penser qu'un produit (produit agricole, produit alimentaire, vin ou alcool) provient d'une zone géographique autre que son véritable lieu d'origine (article 16 1) i)).

347. La loi interdit toute utilisation d'une indication géographique constituant un acte de concurrence déloyale au sens de l'article 160 (article 161 1) ii)).

348. Il est interdit d'employer des expressions telles que "genre", "type", "méthode" ou "imitation" dans les appellations de produits agricoles, de produits alimentaires, de vins et d'alcools (article 161 1) iii)).

349. La protection des indications géographiques conférée par les articles 103 (marques), 160 (concurrence déloyale) et 161 s'applique aux indications qui, même si elles sont formellement exactes quant au territoire, à la région ou à la localité de provenance, peuvent donner au public l'impression que le produit provient d'un autre pays (article 161 2)).

350. Lorsqu'il existe des indications géographiques homonymes de produits agricoles, produits alimentaires, vins ou alcools, la protection est conférée à chaque indication, sous réserve des dispositions de l'article 161 2).

351. L'emploi frauduleux des indications géographiques "thé de Ceylan" et "cannelle de Ceylan" est un délit qui peut être sanctionné par une peine d'emprisonnement et une amende de 500 000 roupies (article 191 b)).

352. La loi permet d'enregistrer un produit dont le caractère distinctif, les principales caractéristiques ou la réputation et la qualité sont imputables à son origine géographique; cela vaut pour les produits agricoles, les produits alimentaires, les vins et les alcools. L'enregistrement est facilité par l'emploi de marques de certification et de marques collectives.

353. L'Office sri-lankais du thé a rédigé un règlement pour l'enregistrement des utilisateurs autorisés de l'appellation thé de Ceylan. Ce règlement sera appliqué en vertu de la Loi n° 14 de 1975 sur l'Office du thé pour déterminer les formalités et règles régissant l'enregistrement des utilisateurs autorisés de l'appellation Ceylan et des autres appellations des principales zones de culture du thé de Sri Lanka.

⁵² Les articles 136 et 137 traitent des procédures en annulation.

354. Sri Lanka est favorable à une extension de la protection des indications géographiques à des produits autres que les vins et alcools.⁵³

vi) Topographies

355. La Loi de 2003 sur la propriété intellectuelle protège les topographies de circuits intégrés.

356. Les topographies sont protégées pendant dix ans à compter de leur première exploitation commerciale en Sri Lanka ou à l'étranger. La protection dure jusqu'à la fin de la dixième année civile et aucune prolongation n'est accordée (article 149 2)). Les topographies qui ont été exploitées commercialement en Sri Lanka ou à l'étranger pendant plus de deux ans avant la promulgation de la loi ne peuvent pas être protégées (article 184 2) v)).

357. La protection est conférée pour les topographies originales à condition qu'elles soient enregistrées. Le titulaire a le droit exclusif d'autoriser la reproduction, l'importation, la vente et la distribution. Toutefois, les topographies peuvent être reproduites à des fins d'évaluation, d'analyse, de recherche ou d'enseignement (article 148 2)). Le titulaire peut céder ou transférer ses droits.

358. La nouvelle loi prévoit une possibilité de radiation des topographies enregistrées pour certains motifs (article 154).

vii) Renseignements non divulgués ou secrets commerciaux (partie IV – chapitre XXXII)

359. La nouvelle Loi sur la propriété intellectuelle (Loi n° 36 de 2003) contient un article relatif à la protection des renseignements non divulgués/secrets commerciaux, qui n'étaient pas expressément protégés par la Loi n° 52 de 1979 sur le Code de la propriété intellectuelle.

360. La nouvelle loi ne protège pas expressément les renseignements non divulgués/secrets commerciaux. Toutefois, ceux-ci peuvent être protégés par la Loi sur la concurrence déloyale, par le principe de *common law* de la confidentialité ou par le droit des contrats.

viii) Autres faits nouveaux

361. Le gouvernement envisage d'adopter une loi pour la protection des obtentions végétales et des droits des agriculteurs. Son objectif serait de soutenir l'agriculture en mettant en place un système efficace de protection des droits des obtenteurs et des agriculteurs, ce qui devrait encourager l'investissement dans la recherche-développement, tant publique que privée, pour l'obtention de nouvelles variétés, en garantissant une rentabilité suffisante de cet investissement.

ix) Moyens de faire respecter la loi

362. Les atteintes aux DPI sont des délits et peuvent faire l'objet de procédures tant pénales que civiles. Les mesures correctives mises à la disposition des titulaires sont les ordonnances conservatoires, la saisie et la destruction des marchandises piratées ou contrefaites et l'interdiction d'importer. La nouvelle loi a durci les sanctions.

⁵³ Document de l'OMC IP/C/W/353 du 24 juin 2002.

363. Toutefois, l'application de la loi est très déficiente, de même que la sensibilité du public aux droits de propriété intellectuelle. Actuellement, les parties lésées doivent s'adresser aux tribunaux pour obtenir réparation en cas d'atteinte aux DPI, ce qui prend beaucoup de temps.

364. Pour compléter diverses initiatives législatives visant à mettre en place un cadre juridique pour l'administration du droit de la propriété intellectuelle, Sri Lanka a pris plusieurs mesures de modernisation de l'Office national de la propriété intellectuelle.

f) Application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane

365. Les douanes sri-lankaises appliquent depuis janvier 2003 l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane (article VII du GATT de 1994). Le Parlement a adopté à cet effet une loi portant modification de la Loi douanière (Loi n° 2 de 2003).

366. Parallèlement à l'application de l'Accord, les douanes ont introduit au port de Colombo une procédure simplifiée de traitement des déclarations d'importation. Cette procédure, associée aux méthodes d'évaluation définies par l'Accord, orientera et appuiera le grand programme de facilitation des échanges mené par les douanes depuis plusieurs années. En conséquence, l'évaluation douanière se fait aujourd'hui uniquement sur la base des documents. Les douanes ont cessé d'inspecter les cargaisons à des fins d'évaluation. Cela a permis d'accélérer le dédouanement, particulièrement dans le cas des cargaisons par conteneurs complets.

367. Aujourd'hui, les douanes acceptent la valeur transactionnelle pour 90 pour cent des déclarations traitées. Sur la base d'un programme d'analyse des risques, 10 pour cent au moins des cargaisons font l'objet d'une évaluation plus poussée avant dédouanement. Cette mesure a pour but de combattre la sous-déclaration. Néanmoins, le dédouanement accéléré de 90 pour cent des cargaisons, qui peuvent faire l'objet d'un contrôle *a posteriori*, a apporté d'énormes avantages aux importateurs. Un service de contrôle après dédouanement (PCAB) a été créé pour étudier les déclarations après dédouanement et faire des contrôles périodiques dans les locaux des destinataires.

8. Perspectives de la politique commerciale

368. La situation financière dépend beaucoup de la conjoncture et d'autres événements externes. Il convient donc de suivre de près ces événements. Il y a eu certaines évolutions encourageantes, mais aussi des événements préoccupants.

- Le processus de réforme et le processus de paix en cours dans le pays ont suscité un appui sans précédent.
- Le document d'orientation établi par le gouvernement ("Regaining Sri Lanka: Vision and Strategy for Accelerated Development") a été accepté.
- Le Fonds monétaire international a décidé de faire bénéficier Sri Lanka de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance et de la Facilité de financement renforcée.
- Le respect de l'accord de cessez-le-feu conclu entre le gouvernement et les LTTE a des effets bénéfiques sur l'économie.

369. La production réelle devrait progresser d'environ 5,5 pour cent en 2003 grâce au redressement de tous les secteurs: 2 pour cent pour l'agriculture, 7 pour cent pour l'industrie et 7 pour cent pour les services. L'augmentation de la production agricole résultera principalement d'une bonne mousson, du rebond de l'activité économique dans le nord et l'est du pays et de la fermeté de la demande d'exportations des produits secondaires. La croissance du secteur industriel sera due essentiellement

au dynamisme de l'industrie manufacturière et de la construction. L'expansion des activités du commerce et du transport, le redressement du tourisme et des services portuaires et la poursuite d'une forte expansion des services de télécommunication et des services financiers se traduiront par un taux de croissance élevé du secteur des services, qui représente plus de la moitié de la valeur ajoutée totale.

370. Les pressions inflationnistes devraient s'atténuer encore en 2003 grâce au maintien d'une politique visant à limiter l'expansion de la masse monétaire. L'augmentation de la production agricole, les gains de productivité, l'intensification de la concurrence, la stabilisation du taux de change et la baisse des taux d'intérêt résultant de la réduction du déficit budgétaire devraient contribuer à modérer l'inflation. On s'attend donc à ce que le taux d'inflation annuel descende à quelque 7,5 pour cent en 2003, ce qui devrait calmer les anticipations inflationnistes qui sont encore importantes.

371. L'assainissement du secteur extérieur devrait se poursuivre en 2003; le déficit des opérations courantes devrait rester à un niveau raisonnable, ce qui permettra d'obtenir un excédent de la balance globale, d'accroître les réserves internationales et de réduire le service de la dette extérieure. Malgré le redressement probable des exportations, on prévoit une aggravation du déficit des opérations courantes, qui devrait atteindre 3,3 pour cent du PIB, qui sera dû essentiellement à la croissance des importations, motivée par le regain de confiance des investisseurs et des consommateurs. Les recettes d'exportation devraient progresser sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et de la hausse des prix. La progression des importations devrait s'accélérer en raison de l'accroissement de la demande de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Toutefois, l'aggravation du déficit commercial devrait être partiellement compensée par la hausse des recettes des services touristiques et portuaires, des services de télécommunication et des transferts privés.

372. La position du compte de capital et du compte financier devrait sensiblement s'améliorer grâce au soutien accru des donateurs, au regain de confiance des investisseurs étrangers et à l'augmentation des recettes de privatisation. Les progrès du processus de paix et la ferme volonté du gouvernement de mettre en œuvre des réformes économiques avec l'appui de la communauté des donateurs internationaux ont permis à l'État d'accroître ses emprunts extérieurs assortis de conditions de faveur en 2003. L'État pourra donc continuer de limiter les emprunts extérieurs à des conditions commerciales, ce qui aidera à rendre supportable l'endettement extérieur à long terme. Le maintien de la stabilité politique, la poursuite du processus de paix et l'amélioration de la confiance des investisseurs dus au fait que les institutions de Bretton Woods ont approuvé la politique du gouvernement devraient faire augmenter les flux d'investissement étranger. Les mesures envisagées pour libéraliser le compte de capital en 2003 devraient aider le secteur privé à attirer davantage de financements extérieurs à moyen et à long terme.

373. En conséquence, la balance globale devrait être excédentaire pour la troisième année consécutive, ce qui réduira les pressions sur le taux de change et permettra au pays d'accroître ses réserves internationales, de façon à être moins vulnérable. L'excédent global de la balance des paiements pour 2003 est estimé à quelque 300 millions de dollars EU, compte tenu de l'aide-programme des organisations internationales. En conséquence, le montant des réserves extérieures devrait augmenter jusqu'à représenter l'équivalent de 4,7 mois d'importations à la fin de 2003 et le montant des réserves officielles devrait couvrir 3,5 mois d'importations. Le ratio service de la dette extérieur/recettes courantes y compris les transferts privés devrait passer de 11,7 pour cent en 2002 à 13,7 pour cent en 2003, grâce à l'augmentation des recettes extérieures et au faible niveau des taux d'intérêt internationaux.

374. Le régime de taux de change flottant devrait protéger la compétitivité internationale de l'économie sri-lankaise, le taux de change s'ajustant en fonction de l'offre et de la demande et de

l'évolution de la situation macro-économique fondamentale du pays. La Banque centrale continuera d'intervenir sur le marché des changes mais uniquement pour empêcher une volatilité excessive et pour accroître les réserves extérieures en achetant des devises au cours du marché. Le développement des opérations à terme devrait étoffer le marché des changes.

375. Conscient du fait que la dette publique est déjà très élevée et de la nécessité de garantir la viabilité budgétaire à moyen terme, le gouvernement a élaboré un budget 2003 conçu pour poursuivre l'assainissement budgétaire et réduire le déficit global et le besoin de financement intérieur, tout en prévoyant des mesures supplémentaires pour remédier aux problèmes budgétaires structurels. Il a donc proposé des mesures visant à accroître les recettes, à rationaliser les dépenses et à améliorer la gestion de la dette, dans le prolongement de celles prises l'année précédente. Il a en outre proposé des mesures visant à accroître la transparence de la gestion du budget et à améliorer le respect des obligations redditionnelles.

376. Conformément au programme d'assainissement budgétaire à moyen terme, le déficit global sera ramené à 7,5 pour cent du PIB en 2003. En outre, le déficit courant devrait être ramené à 2,3 pour cent du PIB et le déficit primaire à 0,2 pour cent du PIB.

377. Ces objectifs sont compatibles avec la stratégie budgétaire à moyen terme, qui prévoit de ramener le déficit global à moins de 5 pour cent du PIB en 2006 et l'encours de la dette publique à 85 pour cent du PIB à la fin de 2006, de transformer le déficit primaire en un excédent et de réduire considérablement le déficit courant, tout en préservant un niveau suffisant d'investissement public. Ces améliorations devraient résulter d'une baisse des dépenses courantes (de 1,7 point de pourcentage, à 19,3 pour cent du PIB), d'une hausse des recettes (de 0,4 point de pourcentage, à 17,1 pour cent du PIB) et d'une augmentation des dépenses d'investissement (de 0,8 point de pourcentage, à 5,3 pour cent du PIB) en 2003.

378. En 2003, les difficultés de la gestion monétaire sont dues essentiellement aux répercussions des événements géopolitiques internationaux et à la lenteur du redressement de l'économie mondiale, qui ont des effets négatifs sur le niveau des prix, le marché des changes et la demande globale. Il est indispensable de concilier la maîtrise des pressions inflationnistes dues à des chocs externes et l'accélération du redressement de l'économie. Il faudra surveiller de près les effets des importants flux d'aide extérieure prévus afin d'éviter qu'ils créent des pressions inflationnistes et entraînent une détérioration de la compétitivité internationale de Sri Lanka. Le recours accru à des opérations d'open market facilitera la gestion de la politique monétaire sans provoquer de distorsion de l'économie.

379. La modération probable des pressions inflationnistes devrait permettre à la Banque centrale d'abaisser prudemment les taux d'intérêt directeurs, ce qui décalerait la courbe des rendements vers le bas. L'excédent prévu de la balance globale, qui accroîtra les liquidités intérieures et réduira les emprunts du secteur public, facilitera la baisse des taux d'intérêt du marché.

380. Compte tenu des prévisions macro-économiques globales, l'objectif d'expansion de la masse monétaire (masse monétaire au sens large (M_{2b})) a été fixé à 13,5 pour cent, de façon à être compatible avec le taux de croissance prévu (5,5 pour cent) et le taux d'inflation, qui devrait tomber à 7,5 pour cent.

381. Une accélération du processus de paix, des réformes structurelles et du redressement de la conjoncture mondiale pourrait améliorer la situation économique. Toutefois, il y a des aléas qu'il ne faut pas sous-estimer. Un enlisement du processus de paix, un redressement plus lent que prévu de la conjoncture mondiale, un dérapage budgétaire ou un retard des réformes structurelles envisagées pourraient se traduire par une détérioration de la situation macro-économique qui rendrait très difficile

la gestion de l'économie. C'est pourquoi le gouvernement fait tout son possible pour faire progresser le processus de paix, respecter les objectifs budgétaires, mettre en œuvre les réformes structurelles et prendre des mesures correctives afin d'absorber les chocs extérieurs sans retard.

382. Tous les indicateurs montrent clairement que les politiques budgétaire et monétaire appliquées par le gouvernement ont revitalisé l'économie: la hausse de la Bourse de Colombo, l'appui international reçu au Forum sur le développement de Tokyo, la baisse du taux d'inflation et des taux d'intérêt bancaires, la stabilité du taux de change, l'augmentation de l'investissement étranger direct et des envois de fonds des Sri-Lankais émigrés, l'augmentation des arrivées de touristes et l'expansion de la production agricole, en particulier de riz, sont autant de signes d'une économie dynamique qui suscite la confiance. La réouverture de marchés du nord et de l'est du pays et le rebond de la production de ces régions devraient aussi contribuer à stimuler l'économie.

Annexe IStructure géographique du commerce extérieur – Exportations

Groupes de pays	Pourcentage des exportations vers le reste du monde entre 1996 et 2002						
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. Pays industriels	73,046	73,300	73,143	73,763	73,825	72,911	73,034
Belgique-Luxembourg	5,343	4,230	3,232	2,967	2,810	2,497	5,492
France	2,638	2,198	2,103	2,202	2,059	2,220	1,983
Allemagne, Rép. fédérale d'	5,833	4,948	4,826	4,670	4,152	4,121	4,238
Japon	6,249	5,038	4,081	3,690	4,143	3,857	2,984
Pays-Bas	3,013	2,945	2,182	2,327	1,883	1,795	1,649
Royaume-Uni	9,470	11,303	11,036	13,078	13,288	11,967	12,553
États-Unis d'Amérique	34,016	35,850	39,333	38,788	39,548	39,988	37,516
2. Pays en développement	21,716	21,425	21,258	20,653	20,268	20,606	22,204
Afrique	0,910	0,943	0,836	0,779	0,664	0,722	0,826
Afrique du Sud	0,378	0,339	0,264	0,267	0,219	0,210	0,225
Asie	8,513	8,325	7,163	8,264	8,550	7,830	10,479
Hong Kong	1,545	1,167	1,088	1,361	1,246	1,093	1,207
Inde	1,045	0,942	0,784	1,054	1,047	1,495	3,627
République de Corée	0,854	0,957	0,549	0,710	0,554	0,586	0,706
Pakistan	0,899	0,809	0,560	0,667	0,536	0,516	0,613
Singapour	1,456	1,243	0,906	0,964	1,100	1,186	1,536
Europe	3,393	3,210	2,816	2,053	1,419	1,368	1,520
Turquie	2,087	2,108	1,810	1,294	0,961	0,959	1,014
Moyen-Orient	7,415	7,249	8,787	7,879	7,898	9,006	8,089
Iran	0,879	0,505	0,381	0,543	0,602	0,611	0,745
République arabe syrienne	1,336	0,916	1,083	1,002	0,932	1,156	1,383
Émirats arabes unis	1,359	1,911	0,768	2,645	2,436	3,019	2,541
Hémisphère occidental	1,485	1,697	1,656	1,677	1,449	1,406	1,530
Mexique	0,473	0,577	0,625	0,758	0,617	0,635	0,814
3. CEI, Europe orientale	3,153	3,750	3,171	2,407	2,613	3,440	3,648
Pays de la CEI (d)	3,079	3,674	3,066	2,341	2,573	3,407	3,660

b Chiffres provisoires.

Source: Département de la recherche économique, Banque centrale de Sri Lanka.

Annexe II

Structure géographique du commerce extérieur – Importations

Groupes de pays	Pourcentage des importations provenant du reste du monde entre 1996 et 2002						
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1. Pays industriels	34,561	33,849	36,202	32,101	30,718	29,891	29,413
Australie	1,969	2,554	2,164	1,792	2,238	2,698	2,746
Belgique-Luxembourg	2,625	2,342	2,283	2,423	2,196	2,737	2,797
France	0,906	0,871	1,241	1,308	1,113	1,339	1,288
Allemagne, Rép. fédérale d'	2,822	3,126	3,443	2,269	2,146	2,314	1,990
Italie	1,583	1,399	1,412	1,266	0,866	1,107	1,367
Japon	9,130	8,171	9,445	9,458	8,832	5,648	5,815
Nouvelle-Zélande	1,278	1,145	1,360	1,172	0,874	1,182	1,051
Suède	1,043	1,229	0,723	0,612	0,542	0,719	0,898
Suisse	1,724	1,251	1,399	1,328	1,563	1,272	1,464
Royaume-Uni	4,612	4,814	5,179	4,189	4,258	3,699	4,302
États-Unis d'Amérique	3,639	3,181	3,899	3,607	3,485	4,452	3,576
2. Pays en développement	57,182	61,988	60,427	57,283	55,143	60,399	69,001
Afrique	1,224	0,931	0,969	0,605	0,480	0,444	0,569
Afrique du Sud	1,089	0,773	0,835	0,526	0,390	0,369	0,486
Asie	45,955	48,419	50,520	48,856	45,572	50,575	5,282
Chine, Rép. populaire de	2,719	2,894	3,847	2,694	3,432	3,695	4,231
Chine, Taiwan	5,283	6,344	6,434	5,794	5,337	5,412	4,713
Hong Kong	6,499	7,012	6,983	7,659	7,052	8,389	8,039
Inde	10,315	9,543	9,164	8,536	8,204	10,085	13,661
République de Corée	6,419	7,785	7,737	6,453	5,418	5,625	4,971
Singapour	4,744	4,876	5,282	7,538	6,781	6,882	7,092
Europe	1,022	0,442	0,437	0,380	0,343	0,373	0,464
Moyen-Orient	7,638	8,996	6,326	6,492	8,241	8,506	14,436
Iran	2,795	1,682	1,983	1,346	2,779	3,910	3,007
Arabie saoudite	2,084	3,085	1,687	0,760	1,829	0,597	2,549
Émirats arabes unis	0,951	1,232	1,358	1,861	1,949	2,531	4,356
Hémisphère occidental	1,343	3,199	2,174	1,591	0,507	0,494	0,755
3. CEI, Europe orientale	0,499	0,296	0,359	0,273	0,108	0,191	0,176

Source: Département de la recherche économique, Banque centrale de Sri Lanka.

Annexe III
Loi n° 3 de 2003 sur la gestion budgétaire (responsabilité)
 Rapports à présenter au Parlement

Titre du rapport	Date	Auteur
Déclaration de stratégie budgétaire	En même temps que le discours de présentation du budget	Ministre des finances
Rapport sur la situation économique et budgétaire	En même temps que le discours de présentation du budget	Ministre des finances
Rapport sur la situation budgétaire en milieu d'exercice	Fin juin	Ministre des finances
Rapport sur l'exécution du budget	Fin mai	Ministre des finances
Rapport sur la situation budgétaire avant les élections (présenté par le Secrétaire du Ministre des finances)	Dans les trois semaines qui suivent l'annonce d'une élection générale	Secrétaire au Trésor
Déclaration de responsabilité	Dans les trois semaines qui suivent l'annonce d'une élection générale	Secrétaire au Trésor

Annexe IV

Liste des droits spécifiques

Position SH	Désignation	Taux en mars 2003	Taux à partir du 1 ^{er} janvier 2004*
07019000	Pommes de terre, fraîches ou réfrigérées, autres que les semences	20 roupies le kg	20 roupies le kg
07031001	Oignons rouges	5 roupies le kg	5 roupies le kg
07031002	Gros oignons	6 roupies le kg	8 roupies le kg
07031003	Autres oignons	6 roupies le kg	8 roupies le kg
07031009	Autres	6 roupies le kg	8 roupies le kg
07101001	Pommes de terres: crues	20 roupies le kg	20 roupies le kg
07101009	Pommes de terres: cuites	20 roupies le kg	20 roupies le kg
07119002	Oignons	6 roupies le kg	8 roupies le kg
07122000	Oignons	6 roupies le kg	8 roupies le kg
07133101	Lentilles vertes (moong)	5 roupies le kg	5 roupies le kg
07133902	Dolique	5 roupies le kg	5 roupies le kg
07133903	T/Dhal (Cajanas Cajan)	5 roupies le kg	5 roupies le kg
09042001	Fruits du genre Capsicum ou du genre Pimenta, séchés, broyés ou moulus: piments	30 roupies le kg	30 roupies le kg
10061000	Riz non décortiqué	5 roupies le kg	9 roupies le kg
10062000	Riz décortiqué (brun)	5 roupies le kg	9 roupies le kg
10063000	Riz entièrement ou partiellement usiné, poli ou non	5 roupies le kg	9 roupies le kg
10064000	Riz brisé	5 roupies le kg	9 roupies le kg
11023000	Farine de riz	7 roupies le kg	-
14049001	Feuilles de tabac pour beedies	25% ou 170 roupies le kg	25% ou 170 roupies le kg
17011100	Sucre de canne	3,50 roupies le kg	4,50 roupies le kg
17011200	Sucre de betterave	3,50 roupies le kg	4,50 roupies le kg
17019901	Sucre de canne cristallisé blanc	3,50 roupies le kg	4,50 roupies le kg
17019902	Sucre de betterave cristallisé blanc	3,50 roupies le kg	4,50 roupies le kg
17019903	Autres sucres	3,50 roupies le kg	4,50 roupies le kg
17029003	Sakkara, jagré	3,50 roupies le kg	3,50 roupies le kg
21069009	Préparations alcoolisées du type employé pour la production de boissons	550 roupies le l	550 roupies le l
22030000	Bière de malt	75 roupies le l	75 roupies le l
22041000	Vins mousseux	175 roupies le l	200 roupies le l
22042100	Autres vins; moût de raisin dont la fermentation a été bloquée par addition d'alcool: récipient de 2 l ou moins	175 roupies le l	200 roupies le l
22042900	Autres vins; moût de raisin dont la fermentation a été bloquée par addition d'alcool: autres qu'en récipients de 2 l ou moins	175 roupies le l	200 roupies le l
22043000	Autres moûts de raisin	175 roupies le l	200 roupies le l
22051000	Vermouth et autres vins de raisin frais aromatisés: en récipients de 2 l ou moins	175 roupies le l	200 roupies le l
22059000	Vermouth et autres vins de raisin frais aromatisés: autres qu'en récipients de 2 l ou moins	175 roupies le l	200 roupies le l

Position SH	Désignation	Taux en mars 2003	Taux à partir du 1 ^{er} janvier 2004*
22060000	Autres boissons fermentées	175 roupies le l	200 roupies le l
22071000	Éthanol non dénaturé titrant 80% en volume ou plus	40 roupies le l	60 roupies le l
22072009	Éthanol et autres alcools dénaturés, quel que soit le titre: autres	40 roupies le l	60 roupies le l
22082000	Alcools obtenus par distillation de vin ou de marc de raisin	800 roupies le l	880 roupies le l d'alcool pur
22083000	Whiskies	800 roupies le l d'alcool pur	880 roupies le l d'alcool pur
22084001	Rhum	800 roupies le l d'alcool pur	880 roupies le l d'alcool pur
22084002	Tafia	800 roupies le l d'alcool pur	880 roupies le l d'alcool pur
22085000	Gin et genièvre	800 roupies le l d'alcool pur	880 roupies le l d'alcool pur
22086000	Vodka	750 roupies le l d'alcool pur	825 roupies le l d'alcool pur
22087000	Liqueurs et cordiaux	750 roupies le l d'alcool pur	825 roupies le l d'alcool pur
22089001	Arack de noix de coco	750 roupies le l d'alcool pur	825 roupies le l d'alcool pur
22089009	Autres	750 roupies le l	825 roupies le l
24021000	Cigares et cigarillos contenant du tabac	1 370 roupies le kg net	1 370 roupies le kg net
24022001	Beedies	50% ou 1 570 roupies le kg brut	50% ou 1 570 roupies le kg brut
24029000	Autres	250% ou 1 370 roupies le kg brut	250% ou 1 370 roupies le kg brut
24031001	Tabac pour pipe	250% ou 1 370 roupies le kg brut	250% ou 1 370 roupies le kg brut
24031009	Autres	250% ou 1 370 roupies le kg brut	250% ou 1 370 roupies le kg brut
24039101	Tabac pour pipe	250% ou 1 370 roupies le kg brut	250% ou 1 370 roupies le kg brut
24039109	Autres	250% ou 1 370 roupies le kg brut	250% ou 1 370 roupies le kg brut
24039901	Tabac pour pipe	250% ou 1 370 roupies le kg brut	250% ou 1 370 roupies le kg brut
24039909	Autres	250% ou 1 370 roupies le kg brut	250% ou 1 370 roupies le kg brut
33021009	Mélanges de substances aromatiques et mélanges (y compris les solutions alcoolisées) à base d'une ou plusieurs substances aromatiques, employés comme matières premières dans l'industrie, autres préparations à base de substances aromatiques d'un type employé pour la fabrication de boissons: autres	25% ou 550 roupies le l	25% ou 550 roupies le l
64011000	Chaussures avec protection métallique des orteils	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64019100	Couvrant le genou	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64019200	Couvrant la cheville mais pas le genou	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64019900	Autres	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64021200	Chaussures de ski alpin, de ski de fond et de snow board	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64022000	Sandales avec bride rivée à la semelle	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64023000	Autres chaussures, y compris avec protection métallique des orteils	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64029100	Couvrant la cheville	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire

Position SH	Désignation	Taux en mars 2003	Taux à partir du 1 ^{er} janvier 2004*
64029900	Autres	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64031200	Chaussures de ski alpin, de ski de fond et de snow board	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64032000	Sandales avec semelle extérieure en cuir et bride de cuir traversant le pied et entourant le gros orteil	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64033000	Chaussures à semelle en bois sans semelle intérieure ni protection métallique des orteils	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64034000	Chaussures avec protection métallique des orteils	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64035100	Couvrant la cheville	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64035900	Autres	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64039100	Couvrant la cheville	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64039900	Autres	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64051000	Autres chaussures avec dessus en cuir ou en cuir reconstitué	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64052000	Autres chaussures avec dessus en textile	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
64059000	Autres	25% ou 100 roupies la paire	25% ou 100 roupies la paire
87120009	Bicyclettes et autres cycles (y compris les tricycles de livraison) non motorisés: autres	25% ou 750 roupies la pièce	25% ou 750 roupies la pièce

* Modifications introduites dans le budget 2004.

Annexe VFourchettes de droits de douane révisées et liste des produits – budget 2004

- 1. Franchise**
Produits pharmaceutiques
Livres, journaux, photographies et autres imprimés
Soie
Laine, poils, fins ou grossiers
Coton
Autres fibres textiles
Filaments synthétiques et artificiels
Fibres discontinues synthétiques ou artificielles
Tissus spéciaux, tissus tuftés
Tissus de maille
Perles naturelles ou de culture
Pierres précieuses et semi-précieuses
- 2. De 2,5 pour cent à 3 pour cent**
Arbres vivants
Blé, maïs
Minerais, laitiers et cendres
Combustibles et huiles minéraux
Produits chimiques inorganiques
Produits chimiques organiques
Engrais
Extraits pour le tannage ou la teinture
Produits chimiques divers
Matières plastiques
Caoutchouc synthétique
Liège naturel
Pâte de bois ou d'autres matières cellulosiques fibreuses
Cuivre et articles en cuivre
Plomb et articles en plomb
Zinc et articles en zinc
Étain et articles en étain
Autres métaux communs et articles
Réacteurs nucléaires, chaudières et la plupart des machines
Navires et constructions flottantes
- 3. De 5 pour cent à 6 pour cent**
Nickel et articles en nickel
Aéronefs, vaisseaux spatiaux et leurs parties
Voitures de chemins de fer ou de tramway et leurs parties et accessoires
Moissonneuses ou batteuses
Outils et accessoires
Circuits intégrés
Instruments médicaux et chirurgicaux
- 4. De 10 pour cent à 12 pour cent**
Poissons et crustacés
Produits du règne animal
Seigle, orge, avoine
Gommes, résines et sève et leurs extraits
Matières grasses animales
Résidus et déchets de l'industrie alimentaire

Huiles essentielles
Caoutchouc naturel
Cuirs et peaux
Papier et carton
Tapis et autres revêtements de sol en textiles
Vêtements et accessoires du vêtement (en maille)
Vêtements et accessoires du vêtement (autres qu'en maille)
Autres articles textiles confectionnés
Verre
Articles en fer et en acier
Instruments de musique

5. De 25 pour cent à 27,5 pour cent

Viande et abats comestibles
Animaux vivants
Produits laitiers
Fleurs coupées
Légumes comestibles
Fruits comestibles
Thé, café et épices
Produits de la meunerie
Préparations de viandes, poissons et crustacés
Préparations de légumes, fruits et fruits à coque
Préparations comestibles diverses
Articles de parfumerie ou de cosmétiques
Pneumatiques en caoutchouc
Articles en cuir, selles
Fourrures et articles en fourrure
Articles en paille
Couvre-chefs et leurs parties
Parapluies
Plumes et duvets préparés et articles en plume
Produits en céramique
Verrerie
Meubles, literie, matelas

6. Autres lignes tarifaires

75 pour cent

Tabac brut

100 pour cent

Cigares

250 pour cent

Autres tabacs fabriqués

20 pour cent, 16 pour cent

Annexe VI**Dispositions du Règlement sur le contrôle des changes concernant l'investissement étranger****1. Exclusions**

Les activités suivantes sont exclusivement réservées aux Sri-Lankais:

- a) prêt d'argent;
- b) prêt sur gages;
- c) commerce de détail avec un capital inférieur à 1 million de dollars EU;
- d) pêche côtière.

1.1 Limitations

- a) Les investisseurs étrangers sont autorisés à acquérir jusqu'à 40 pour cent des actions émises par une société ayant ou envisageant une des activités ci-après, ou, si l'Office des investissements a approuvé un plafond plus élevé, jusqu'à ce plafond.

- a) production de marchandises dont les exportations sont assujetties à des contingents déterminés au niveau international;
- b) culture et première transformation du thé, du caoutchouc, de la noix de coco, du riz, du sucre et des épices ;
- c) extraction et première transformation de ressources minérales non renouvelables;
- d) transformation du bois d'origine nationale;
- e) pêche en haute mer;
- f) communication de masse;
- g) éducation;
- h) transit douanier;
- i) agences de voyages;
- j) agences maritimes.

- b) Les participations étrangères au capital d'une entreprise ayant ou envisageant une des activités ci-après sont plafonnées au pourcentage des actions émises pour lequel le gouvernement sri-lankais ou tout autre organe judiciaire ou administratif compétent a accordé une approbation générale ou spéciale.

- a) transport aérien;
- b) transport côtier;
- c) entreprises industrielles figurant sur la deuxième annexe de la Loi n° 46 de 1990 sur la promotion de l'industrie (fabriques d'armes, de munitions, d'explosifs, de véhicules et d'aéronefs militaires ou de tout autre matériel militaire);
entreprises produisant des poisons, des stupéfiants, des alcools, des drogues dangereuses ou des substances toxiques, dangereuses ou cancérogènes;
toute entreprise produisant des billets de banque, des pièces de monnaie ou des papiers-valeurs;
- d) extraction industrielle de pierres précieuses;
- e) loteries.

Annexe VII

Tableau des incitations par industrie

Catégorie	Critères			Incitations					
	Investis- sement minimum (dollars EU)	Expor- tations (% de la produc- tion)	Mora- toire d'impôt	Droit d'impôt réduit			Exemption de droits de douane sur		Exemption du contrôle des changes
				10%	15%	20%	Les biens d'équi- pement	Les matières premières	
1. Fabrication de marchandises non traditionnelles¹ destinées à l'exportation	150 000	80%	5 ans ^a	2 années	Ensuite	S/O	Oui	Oui ²	Oui
2. Services exportables	150 000	70%	5 ans ^a	2 ans	Ensuite	S/O	Oui	Oui ²	Oui
3. Fabrication d'outils et/ou machines industrielles	150 000	S/O	5 ans ^a	2 ans	S/O	Ensuite	Oui ³	Non	Non
4. Petits projets d'infrastructure: Production d'électricité, tourisme et/ou loisirs, entreposage, y compris entrepôts frigorifiques, ramassage et évacuation des ordures, construction de logements (au moins 25 logements dans quatre endroits au maximum), construction d'hôpitaux	500 000	S/O	5 ans ^a	2 ans	S/O	Ensuite	Oui ³	Non	
5.1 Services informatiques et connexes⁴ (cinq techniciens pour les services connexes)	S/O	S/O	3 ans ^a	2 ans	Si axé sur l'exportation	Sinon	Oui ⁵	Non	Oui, si les exportations > 70%
5.2 Établissements de formation informatique (Minimum 300 étudiants par an)	S/O	S/O	3 ans ^a	2 ans	Si axé sur l'exportation	Sinon	Oui ³	Non	Non
6. Sièges régionaux⁶	S/O	70%	3 ans ^a	2 ans	Si axé sur l'exportation	Sinon	Oui	Non	Oui
7. Toute activité industrielle, agricole, de construction ou de services approuvée par l'Office avec l'assentiment du Ministre	5 millions	S/O	3 ans ^a	2 ans	Si axé sur l'exportation	Sinon	Oui ³	Non	Déterminé par l'Office
8. Recherche-développement⁷	50 000	S/O	5 ans ^a	S/O	Ensuite	S/O	Oui ³	Non	Non

Catégorie	Critères			Incitations						
	Investissement minimum (dollars EU)	Exportations (% de la production)	Moratoire d'impôt	Droit d'impôt réduit			Exemption de droits de douane sur		Exemption du contrôle des changes	
				10%	15%	20%	Les biens d'équipement	Les matières premières		
9. Agriculture et agro-industrie autre que la transformation du thé noir ⁸	10 000	S/O	5 ans ^a	S/O	Ensuite	S/O	Oui ³ (pour toute la durée de l'activité si elle reste axée sur l'exportation)	Non	Oui, si les exportations >70%	
10. Entreprises existantes ⁹ ayant un projet d'expansion sur le même site ou ailleurs	500 000	S/O	2 ans ^b	S/O	Ensuite	S/O			Oui	
11. Rachat d'entreprises sans activité ou déficitaires ¹⁰	10 000	Sur demande	3 ans ^a	S/O	Sur demande	Sur demande	Sur demande	Oui	Déterminé par l'Office	
12. Sociétés de commerce d'exportation exportant l'intégralité des produits obtenus ou fabriqués dans le pays ou réexportant l'intégralité des produits importés et implantées dans une zone franche	Chiffre d'affaires (dollars EU) 5 à 10 millions			5 ans ^a	Ensuite	S/O	Oui	Oui	Oui	
	10 à 25 millions		taux de 5% pendant 5 ans au max.							
	Plus de 25 millions		Taux de zéro % pendant 5 ans ^a							
13. Grands projets existants ou nouveaux	12 500 000	Sur demande	5 ans ^a							
Sociétés formées par l'acquisition des actifs d'une entreprise ayant des activités dans les domaines des produits pétroliers, de la production et du transport de l'électricité, de l'aménagement de routes, ports de mer, aéroports, voies ferrées, réseaux de distribution d'eau, réseaux de transports publics, agriculture et/ou activités de transformation des produits agricoles autres que la transformation du thé noir en vrac, ou tout autre projet d'infrastructure agréé par l'Office avec l'assentiment du Ministre	25 millions	Sur demande	8 ans ^a							
	Plus de 50 millions	Sur demande	10 ans ^a	S/O	Ensuite	S/O	Oui ³	Non		Déterminé par l'Office

Catégorie	Critères			Incitations					
	Investissement minimum (dollars EU)	Exportations (% de la production)	Moratoire d'impôt	Droit d'impôt réduit			Exemption de droits de douane sur		Exemption du contrôle des changes
				10%	15%	20%	Les biens d'équipement	Les matières premières	
14 Grands projets d'infrastructure:									
• Production, transport et distribution d'électricité	10 millions	S/O	6 ans ^a						
• Aménagement de routes, ports de mer, aéroports, réseaux de transports publics, réseaux d'eau	25 millions	S/O	8 ans ^a	S/O	Ensuite	S/O	Oui ³	Non	
	50 millions	S/O	10 ans ^a						Déterminé par l'Office
• Création de parcs industriels	75 millions	S/O	12 ans ^a						
• Tout autre projet d'infrastructure approuvé par l'Office									

- a Le moratoire fiscal commence à partir de l'exercice durant lequel l'entreprise fait son premier bénéfice mais au plus tard dans les deux ans qui suivent le début de son activité commerciale ou de production.
- b Le moratoire (deux ans) court à partir de la date d'expiration du moratoire de l'entreprise existante ou du début de l'activité commerciale de l'extension.
- 1 **Les marchandises non traditionnelles sont toutes les marchandises autres que les suivantes:** thé noir en vrac, caoutchouc crêpe, caoutchouc en feuilles, déchets de caoutchouc, huile de noix de coco, noix de coco déshydratée (autre que celle obtenue avec un processus automatisé en continu et vendue avec une garantie de qualité), coprah, noix de coco fraîche, fibres de coco ou tout autre produit désigné par l'Office.
- 2 Pour les quantités exportées.
- 3 Durant la période de réalisation du projet.
- 4 Les services connexes sont les centres d'appel, les services de saisie des données, les centres de données, les services d'hébergement, les projets liés au gouvernement électronique et toute autre activité désignée par l'Office avec l'assentiment du Ministre.
- 5 Si les exportations représentent moins de 70 pour cent, uniquement durant la période de réalisation du projet.
- 6 Les sièges régionaux peuvent bénéficier des incitations s'ils fournissent au moins deux des services ci-après à des entreprises affiliées établies en dehors de Sri Lanka: administration, gestion et coordination, achat de matières premières et de composants, recherche-développement, appui technique, gestion financière et gestion de trésorerie, commercialisation et promotion des ventes.
- 7 S'applique à toute étude systématique conduite dans le domaine de la science ou de la technique dans le but d'employer le résultat pour la production ou l'amélioration de matières, de dispositifs, de produits, de produits végétaux frais ou de procédés, mais pas aux activités suivantes: contrôle de la qualité des produits ou matières, dispositifs ou produits pour les essais de routine; recherche en sciences sociales ou humaines; collecte de données courantes; étude sur la productivité ou la gestion; études de marché ou promotion des ventes.
- 8 Les activités agricoles concernées sont la culture de végétaux, l'élevage d'animaux et l'élevage ou la transformation de poissons; la transformation du thé noir et la crevetteculture ne sont pas inclus.
- 9 Entreprise existante fabriquant des marchandises non traditionnelles destinées à l'exportation ou fournissant des services à l'exportation, agréée par l'Office, l'investissement devant être réalisé avant le 31 mars 2004.
- 10 Toute entreprise nouvelle ou existante qui reprend, dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition, une entreprise ou usine déficitaire ou n'ayant pas d'activité pour la redresser, à condition d'assumer les engagements légaux de cette entreprise ou usine et que l'investissement soit fait avant le 31 mars 2004. Si une entreprise non agréée par le BOI reprend une entreprise déficitaire ou sans activité, elle doit constituer une nouvelle société. ("**sans activité**" signifie que l'entreprise n'a pas eu d'activité pendant au moins six mois avant la présentation de la demande; "**déficitaire**" signifie que l'entreprise n'a fait aucun bénéfice pendant deux exercices consécutifs.)

Annexe VIIIMarchandises exemptées de droits de douane

N°	Désignation	Organisme compétent
01	Bagages de passagers tels que définis par le règlement pris par le Ministre des finances en vertu de l'article 107A de l'Ordonnance sur les douanes (chapitre 235)	Secrétaire au Trésor
02	Films à caractère éducatif, scientifique ou culturel produits par l'Organisation des Nations Unies ou par une de ses institutions spécialisées	Secrétaire au Trésor
03	Importation temporaire d'équipements professionnels et scientifiques et de matériel pédagogique	Secrétaire au Trésor
04	Récompenses remises à l'étranger à toute personne s'étant distinguée dans les arts, la littérature, la science ou les sports ou dans le service public, ou par tout autre accomplissement ou comportement méritoire, importées par cette personne ou pour son compte	Secrétaire au Trésor
05	Matières premières pour la fabrication de produits pharmaceutiques	Secrétaire au Trésor
06	Drogues et plantes médicinales Ayurveda, Siddha et Unani, brutes ou préparées, figurant dans la notification publiée au Journal officiel par le Directeur général des douanes en consultation avec le Secrétaire du Ministère de la santé, et préparations ayurvédiques, Unani et Siddha (autres que les préparations cosmétiques)	Secrétaire au Trésor
07	Médicaments homéopathiques approuvés par le Conseil homéopathique de Sri Lanka	Secrétaire au Trésor
08	Compléments nutritifs pour alimentation par sonde	Secrétaire au Trésor
09	Membres artificiels, béquilles, prothèses auditives et leurs accessoires (y compris les piles électriques de moins de 1,4 volt destinées expressément à des prothèses auditives) et autres dispositifs portés ou implantés pour compenser un défaut ou une incapacité	Secrétaire au Trésor
10	Articles spécialement conçus pour les sourds et les aveugles	Secrétaire au Trésor
11	Articles d'origine étrangère sur lesquels un droit d'importation a déjà été payé et qui sont réimportés, aux conditions définies dans les règlements pris par le Directeur général des douanes	Secrétaire au Trésor
12	Dons de particuliers ou d'organisations étrangers pour secourir les victimes de catastrophes naturelles ou autres	Organisations agréées par le Secrétaire au Trésor
13	Articles destinés à être exposés ou employés dans des expositions, foires, réunions et autres manifestations similaires	Secrétaire au Trésor
14	Biens d'équipement, biens intermédiaires et équipements de transport destinés exclusivement à une entreprise qui exporte et/ou fournit à des exportateurs directs au moins 50% de sa production, pour utilisation exclusivement sur le lieu de production	Aux conditions approuvées par le Secrétaire au Trésor
15	Intrants (matières premières, composants et parties) importés dans le cadre d'un régime de perfectionnement actif	Aux conditions approuvées par le Ministre des finances
16	Poissons ornementaux destinés à la réexportation, aux conditions approuvées par le Directeur général des douanes	Secrétaire au Trésor
17	Poissons capturés par des navires opérant depuis un port sri-lankais et enregistrés dans un port sri-lankais ou bénéficiant d'un permis de débarquement	Ministère des pêches
18	Équipements au sol et fournitures techniques destinés à être employés dans les limites d'un aéroport sri-lankais pour une liaison aérienne internationale	Secrétaire au Trésor
19	Matières et pièces pour la fabrication de machines et équipements destinés à une entreprise exportant au moins 50 pour cent de sa production	Aux conditions approuvées par le Secrétaire au Trésor
20	Récipients et leurs accessoires employés pour protéger des marchandises durant leur transport	
21	Produits et préparations certifiés par le Ministère de la santé et de la médecine traditionnelle en tant que médicaments enregistrés conformément à la Loi sur les cosmétiques et les médicaments	Secrétaire au Trésor
22	Importations d'effets personnels ou d'échantillons commerciaux d'une valeur ne dépassant pas 10 000 roupies, par colis postal ou par courrier express	Aux conditions approuvées par le Secrétaire au Trésor

Source: Journal officiel, numéro spécial 1261/12 – 6 novembre 2002 – Ordonnance n° 07/2002 sur la protection des recettes. Douanes sri-lankaises (2002), *A Manual*, P. Weerasekera et T. Kanathalingam.

Annexe IX

Liste des articles pouvant être importés à taux réduit

Article	Désignation	Taux de droit
01	Matières importées pour la fabrication d'équipements et de machines destinés à être employés par une entreprise qui <u>exporte entre 25 pour cent et 50 pour cent de sa production</u> , aux conditions approuvées par le Secrétaire au Trésor	50% du taux ordinaire
02	Biens d'équipement et biens intermédiaires et équipements de transport destinés exclusivement à être employés sur le lieu de production et importés pour une entreprise qui exporte et/ou fournit à des exportateurs directs entre <u>25 pour cent et 50 pour cent</u> de sa production, aux conditions approuvées par le Secrétaire au Trésor.	50% du taux ordinaire

Source: Journal officiel – numéro spécial 1261/12 – 6 novembre 2002 – Ordonnance n°07/2002 sur la protection des recettes.

Annexe X**Liste de marchandises pouvant être importées à taux réduit**

Le tableau ci-dessous donne la liste des marchandises pouvant être importées à taux réduit à condition d'être destinées à une fin approuvée pour la catégorie concernée et moyennant l'assentiment du Secrétaire au Trésor.

Position	Désignation	Taux de droit
01	Appareils, médicaments et substances chimiques importés à des fins d'éducation ou de recherche, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
02	Machines telles qu'ambulances, équipements, instruments ou appareils médicaux, chirurgicaux et dentaires et leurs accessoires et parties, nécessaires pour la fourniture de soins de santé, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
03	Timbres postaux ou fiscaux non oblitérés en usage en Sri Lanka ou destinés à y être employés.	2%
04	Ingrédients autres que le maïs, les lentilles et le riz destinés à la production d'aliments pour animaux et volailles, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
05	Armes, accessoires, munitions, explosifs, véhicules et équipements pouvant être employés par des forces armées et importés par les commandants et l'inspecteur général de la police à des fins de sécurité nationale, sur recommandation du Secrétaire du Ministère de la défense et avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
06	Machines, équipements, parties et intrants, y compris les matières premières et accessoires, destinés à l'industrie des textiles et des vêtements, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
07	Éléments, y compris les châssis motorisés, importés pour la fabrication ou le montage de tracteurs, camions, camions réfrigérés et autocars, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
08	Parties, composants et accessoires destinés à la fabrication ou au montage de machines pour le nettoyage, le tri ou le calibrage de graines, de céréales ou de légumineuses séchées; machines employées pour l'usinage des céréales ou des légumineuses séchées, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
09	Matières premières, composants, pièces et accessoires destinés à la construction de bateaux de pêche, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
10	Serres, tunnels en feuilles de polyester, pulvérisateurs, systèmes d'irrigation au goutte à goutte et filets destinés à l'agriculture et aux activités connexes, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2 %
11	Matières premières, composants, pièces et accessoires destinés à la fabrication d'ampoules compactes à faible consommation d'électricité, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%
12	Composants approuvés par le Secrétaire au Trésor pour la fabrication de citernes à lait réfrigérées et de chambres froides.	2%
13	Matériaux d'emballage et emballages multicouches composés de laminés de papier, feuilles de polyéthylène et feuilles d'aluminium, employés pour le conditionnement du lait et des jus de légumes et de fruits, avec l'approbation du Secrétaire au Trésor.	2%

Annexe XI

Liste des prélèvements fiscaux sur les exportations

Taxe parafiscale

1. Produits à base de noix de coco (Office de développement de l'industrie de la noix de coco)

Noix de coco fraîche (chapitre 8)	750 les 1 000
Noix de coco déshydratée (chapitre 3)	1 000 la tonne
Coprah (chapitre 12)	900 la tonne
Huile de noix de coco (chapitre 15)	400 la tonne
Poonac (chapitre 23)	250 la tonne
Noix de coco dégraissée (chapitre 23)	250 la tonne
Crème de noix de coco (chapitre 20)	450 la tonne
Lait de noix de coco en poudre (chapitre 11)	450 la tonne
Liqueur de noix de coco (chapitre 22)	3 le litre
Charbon de coque de noix de coco (chapitre 44)	250 la tonne
Coques de noix de coco en morceaux ou en poudre (chapitre 14)	200 la tonne
Charbon actif de coque de noix de coco (chapitre 38)	450 la tonne
Côtes de feuilles de cocotier (chapitre 14)	100 la tonne
*Fibre à matelas (chapitre 53)	250 la tonne
*Fibre à brosse (chapitre 53)	250 la tonne
*Fil et corde de fibre de coco (chapitre 56)	100 la tonne
*Ficelle de fibre de coco (chapitre 56)	200 la tonne
**Fibre torsadée (chapitre 53)	250 la tonne
*Brosses Tawashi (chapitre 96)	50 les 1 000
*Balais et brosses (autres que Tawashi) (chapitre 96)	100 les 1 000
*Tapis de fibre de coco (chapitre 57)	250 les 1 000
*Nattes de fibre de coco (chapitre 57)	500 les 1 000 Rca

*Tapis de fibre de coco caoutchoutée (moins de 60 mm d'épaisseur) (chapitre 94)	0,50 le m ²
*Nattes et matelas de lit (plus de 60 mm d'épaisseur) (chapitre 94)	5 la pièce

La taxe parafiscale *sur* les articles signalés par un * a été suspendue pour **six mois** à partir du 4 juillet 2000

2. Thé (en paquets et en sachets)

Taxe parafiscale pour l'Office du thé	2,50 le kg
Taxe parafiscale pour l'aide médicale	0,0035 le kg
3. Caoutchouc naturel et caoutchouc composite
(Taxe parafiscale pour l'aide médicale) 1,65 les 100 kg
4. Noix de cajou non décortiquées (taxe parafiscale pour l'EDB) 200% de la valeur f.a.b.
5. Peaux brutes (taxe parafiscale pour l'EDB)

(Différents taux selon la rubrique, voir ci-dessous)
50% de la valeur f.a.b. mais au minimum 100 roupies le kg (peaux brutes)
50% de la valeur f.a.b. mais au minimum 300 roupies le kg (peaux brutes)
25% de la valeur f.a.b. mais au minimum 40 roupies le pied carré (semi-transformés)
6. Déchets de métaux non ferreux 25% de la valeur f.a.b.

Droit d'exportation

1. Quartz 20% de la valeur f.a.b.
2. Produits en fer ou en acier non allié 125 roupies la tonne

Redevance

1. Chanks 75 roupies les 1 000
2. Conques 75 roupies les 1 000
3. Éléphants 10 roupies la pièce
4. Tuskers 500 roupies la pièce

Annexe XII

Liste des articles dont l'importation est interdite ou réglementée

1. Tout article portant une empreinte ou inscription de caractère religieux, un nom, emblème ou titre religieux, en tant que marque ou autrement, qui, selon l'avis du Receveur principal des douanes, est diffamatoire pour un maître religieux ou son enseignement ou est susceptible de blesser les croyances des personnes pratiquant la religion concernée.
2. Tout livre ou imprimé qui, de l'avis du Receveur principal des douanes, comporte des passages qui insultent ou abaissent un maître religieux ou son enseignement.
3. Tout journal, brochure, livre ou image conçu pour inciter à des actes passibles des sanctions prévues à l'article 120 du Code pénal.
4. Dispositifs (pistolets, pistolets-stylos, grenades à main, cartouches, etc.) pour le tir de gaz, sauf s'ils sont importés par l'État ou pour son compte.
5. Beedies et tabac pour beedies sauf s'ils sont importés sous couvert d'une licence délivrée par le Receveur principal des douanes, et uniquement par les ports et aux conditions que le Receveur fixe par notification publiée au Journal officiel.
6. Livres pour lesquels il subsiste un droit d'auteur, du fait qu'ils ont été composés, écrits ou imprimés pour la première fois au Royaume-Uni et qui ont été imprimés ou réimprimés dans tout autre pays, lorsque le titulaire du droit d'auteur a notifié le Commissaire aux douanes de Londres l'existence de ce droit.
7. Pétards chinois contenant des explosifs d'une composition ou d'une quantité telle qu'ils sont, de l'avis du Receveur des douanes, dangereux.
8. Fausse monnaie ou fausses pièces d'argent du Royaume ou toute monnaie dont le poids ou le titre n'est pas conforme.
9. Coton, soie ou autres tissus sur lesquels sont imprimés des billets de banque, des billets à ordre ou des certificats d'obligations de l'État sri-lankais ou de tout autre État.
10. Armes à feu fictives ou tout autre article qui, de l'avis du Receveur principal des douanes, peuvent être facilement transformés en armes mortelles.
11. Œufs, sauf s'ils portent le nom du pays d'origine imprimé de façon indélébile.
12. Poisson, céréales et autres produits décomposés, impropres à la consommation ou à tout emploi légitime, ou susceptibles de propager des maladies.
13. Imprimés, tableaux, livres, cartes, lithographies, photographies, gravures ou tout autre article indécents ou obscènes.
14. Blaireaux à raser japonais.
15. Propositions, circulaires ou tickets de loterie.
16. Mattur dhal (*Lathyrus Sutivus*) aussi appelé Kesari dhal.

-
-
17. Viande (fraîche ou congelée) correspondant aux descriptions ci-dessous, provenant d'un animal à sang chaud, si cette viande est importée pour la consommation humaine:
- a) abats, déchets, chutes et autres pièces (avec ou sans os) dont la forme ou l'état ne permet pas l'identification;
 - b) viande comportant la paroi du thorax ou de l'abdomen dont a été détaché tout ou partie (dans le cas des viandes de porc) du péritoine, en dehors des parties qu'il faut enlever pour préparer le *morceau*;
 - c) morceaux de viande dont un ganglion lymphatique a été retiré (sauf si cela est nécessaire pour préparer le morceau); et
 - d) tête d'animaux dont a été retiré le ganglion sous-maxillaire.
18. Viande ou produits carnés correspondant à l'une des descriptions ci-dessous, provenant d'un animal à sang chaud et importés pour la consommation humaine, si non accompagnés d'un certificat ou autre document délivré par une autorité compétente du pays d'origine attestant que, de l'avis du Receveur principal des douanes, ce produit est propre à la consommation humaine:
- a) viande ou tout produit carné en récipient hermétique;
 - b) viande cuite, séchée ou salée;
 - c) intestins et autres morceaux préparés sous forme de saucisses;
 - d) matières grasses d'équarrissage autres que la margarine;
 - e) tourtes, saucisses et autres préparations alimentaires contenant des viandes de toute description autres que les matières grasses.
19. Lait condensé contenant moins de 31 pour cent de matières solides laitières (dont moins de 9 pour cent de matières grasses laitières).
20. Pièces distinctes ou séparées de tout article non accompagnées des autres parties desdits articles si le montant du droit de douane dépend de la valeur de l'article complet.
21. Lames et autres articles qui, de l'avis du Receveur principal des douanes, sont conçus ou fabriqués de façon à déguiser le fait qu'ils peuvent être employés comme couteaux, épées ou toutes autres armes blanches.
22. Les articles ci-après, lorsqu'ils sont destinés à une personne qui n'est pas un médecin praticien enregistré, un pharmacien en gros ou en détail ou une personne ayant obtenu l'autorisation écrite requise aux fins de la réserve visant l'article 3 de l'Ordonnance sur les maladies vénériennes:
- a) tout médicament ou substance employés pour la prévention, le traitement ou le soulagement d'une maladie vénérienne;
 - b) toute publicité, circulaire, etc., recommandant au public d'employer un tel médicament ou substance;
 - c) toute étiquette conçue pour être appliquée sur une boîte, bouteille, flacon ou autre récipient, ou pouvant être apposée sur un tel récipient, et informant que ce récipient contient un tel médicament ou substance.
23. Canons-fusils et toutes armes à feu conçues ou fabriquées de façon à ne pas être reconnaissables comme telles.

24. Armes, accessoires, munitions, explosifs, véhicules et équipements pouvant être employés par les forces armées, sauf sous couvert d'une licence délivrée par le Ministre.
25. Tout article exporté de Ceylan et dont l'admission a été refusée par les autorités du port vers lequel il a été exporté, sauf avec l'autorisation du Receveur des douanes.
26. Articles dont l'importation est interdite par tout texte ou ordonnance en vigueur ou prévu, ou par tous règles, règlements, notifications, proclamations ou ordonnances pris en vertu d'un tel texte.
27. Articles dont l'importation est interdite par tout texte ou ordonnance en vigueur ou prévu, ou par tous règles, règlements, notifications, proclamations ou ordonnances pris en vertu d'un tel texte sauf conformément aux dispositions desdits règlements, règles, notifications, proclamations ou ordonnances.

Annexe XIII**Liste des produits dont l'exportation est réglementée ou prohibée**

Produit	Restriction	Prohibition
Animaux morts ou vifs et parties d'animaux Aucun mammifère, oiseau, reptile, amphibien, poisson, corail ou invertébré, mort ou vivant, de même que les œufs, plumes, cornes, bois, cuirs ou peaux de tout mammifère ou reptile et toute partie de mammifère, oiseau, reptile, amphibien, poisson, corail ou invertébré ne peut être exporté sans l'autorisation du Directeur de la faune. Cette disposition ne s'applique pas aux animaux domestiques d'espèces non indigènes.	Ne peuvent être exportés que sous couvert d'un permis délivré par le Directeur de la faune. L'interdiction ne s'applique pas aux animaux domestiques d'espèces non indigènes. Les autorisations sont délivrées pour promouvoir la connaissance scientifique et notamment pour fournir les zoos, muséums, etc. étrangers. Les autorisations sont délivrées à des fins de recherche ainsi que pour l'échange avec des zoos et muséums étrangers. Amende de 20 000 à 50 000 roupies ou peine d'emprisonnement de <i>cinq à dix ans</i> ou les deux (réf. 4.5 et 50).	
Poissons ornementaux vivants Poissons vivants ou œufs de tous poissons figurant sur la première annexe (Belonita Singate, Puntins cumingi, Puntins Titteya, Puntins Nigro Fascitis, et Rasbora Voterifloris)	Ne peuvent être exportés qu'avec une autorisation délivrée par le Directeur des pêches et des ressources aquatiques (réf. paragraphe 49).	
Chanks et conques (SH 0508.00.01 et 0508.00.02)	Exportation sous couvert d'une licence délivrée sur recommandation du Directeur des pêches.	
Plantes protégées Plantes protégées figurant à l'annexe V de l'Ordonnance sur la protection de la faune et de la flore Toute espèce de la faune et de la flore figurant aux annexes I, II ou III de la Convention internationale sur le commerce des espèces menacées d'extinction, à laquelle Sri Lanka est partie.	Les espèces de l'annexe II peuvent être exportées sous couvert d'une licence délivrée par le Directeur de la faune et de la flore si ces espèces ne sont pas considérées comme menacées d'extinction en Sri Lanka. Les espèces de l'annexe III peuvent être exportées sous couvert d'une licence délivrée par le Directeur de la faune et de la flore. Si un animal ou un végétal d'une des espèces figurant dans ces annexes a été reproduit en captivité, l'exportation peut être autorisée sous couvert d'une licence délivrée par le Directeur (réf. 49).	Espèces végétales protégées figurant sur l'annexe V – Appendice I de l'Ordonnance sur la protection de la faune et de la flore.
Espèces de la faune et de la flore figurant aux annexes I, II et III de la CITES	Les espèces des annexes II et III peuvent être exportées sous couvert d'une licence délivrée par le Directeur de la conservation de la faune et de la flore.	Il est interdit d'exporter les espèces de l'annexe I.
Écorce de quinquina sous toutes ses formes, y compris en poudre, et toute autre partie du quinquina		Exportation prohibée en vertu de l'annexe B de l'Ordonnance sur les douanes.
Cannelle sauvage	Peut être exportée sous couvert d'une licence délivrée par le Directeur du commerce.	
Bois (chapitre 44), à l'exclusion des articles ci-dessous	Peuvent être exportés sous couvert d'une licence délivrée sur recommandation du Ministère de l'agriculture, des terres et des forêts.	
Charbon de coques de noix de coco	Les exportateurs doivent être enregistrés auprès de la Direction du développement de l'industrie de la noix de coco et leur identité doit être communiquée au Département des douanes.	
Bois d'hévéa	Peut être exporté sous forme de demi-produits ou de produits finis à condition que la valeur f.a.b. soit supérieure à 400 dollars EU le m ³ (ce montant doit être majoré de 5 pour cent par an depuis 1992).	
Produits en ébène		Exportation prohibée.

Produit	Restriction	Prohibition
Ivoire et articles en ivoire (SH 0507.10 et 9601.10)	Peuvent être exportés sous couvert d'une licence délivrée par le Département de la conservation de la faune et de la flore.	
Graines de thé , racines ou bourgeons de théier ou toute bouture de théier pouvant être employés pour propager les théiers en Inde, au Pakistan, en Indonésie ou dans tout autre pays désigné	Peuvent être exportés sous couvert d'une licence délivrée par le Contrôleur du thé en vertu de l'Ordonnance sur le contrôle du thé (chapitre 251).	
Antiquités/Patrimoine culturel Tout objet des types ci-dessous trouvé en Sri Lanka et ayant plus de 100 ans d'âge. Statues, pierres sculptées ou dressées de toutes natures, gravures, inscriptions gravées, peintures, écrits et leurs supports, tous les objets en céramique, glyptique, métaux et textiles, pièces, pierres précieuses, sceaux, bijoux, armes, outils, ornements et tout autre objet d'art meuble	Peuvent être exportés sous couvert d'un permis délivré par le Commissaire à l'archéologie (Ordonnance sur les antiquités et Loi sur le patrimoine culturel).	Les antiquités et les objets du patrimoine culturel ne peuvent pas être exportés sans l'autorisation du Commissaire à l'archéologie (réf. 29, 40 et 41).
Véhicules automobiles immatriculés pour la première fois à Sri Lanka avant le 1 ^{er} janvier 1945 (SH 8702.00 et 8703.00)	Peuvent être exportés sous couvert d'une licence délivrée par le Commissaire au trafic routier.	
Minéraux – Briques, tuiles, ciment, argile, sable, gravier, latérite, schiste, pierre en corail agrégé, coquillages, argile figuline, kaolin, feldspar, calcaire sédimentaire, sable de verrerie, calcite, dolomite (marbre), quartz de silice (quartz veiné), grenat, mica, fluor spar, serpentinite, magnésite, marbre vert, minéraux radioactifs, apatite, pierres de taille brutes	En vertu du Règlement n° 1 de 1993 sur les licences minières, le Bureau des levés géologiques et des mines est le seul organisme habilité à délivrer des licences pour la prospection, l'extraction, le transport, le commerce, la transformation et l'exportation de minéraux. Il délivre des licences d'extraction et des licences pour le commerce des minerais extraits. Il est habilité à délivrer des licences d'exportation. Toute entité qui détient une licence d'extraction ou de commerce peut demander une licence d'exportation.	L'exportation de sable, gravier, schiste, pierre en corail agrégé, coquillages, argile figuline, kaolin, feldspar, calcaire sédimentaire, sable de verrerie, calcite, dolomite (marbre), grenat, fluor spar, magnésite, marbre vert, minéraux radioactifs, etc. est interdite en vertu de la Loi n° 33 de 1992 sur les mines et les minéraux.
Explosifs		Exportation interdite en vertu de l'Ordonnance sur les explosifs (chapitre 633)
Drogues dangereuses (pavot, cocaïer ou cannabis ainsi que leurs graines, bourgeons, feuilles, fleurs ou toute autre partie; toute résine extraite du cannabis ou préparations ou extraits du cannabis couramment appelés bhang, haschisch ou ganja ou toute autre préparation contenant de telles résines; opium brut ou préparé)		Exportation interdite en vertu de l'Ordonnance sur les poisons, l'opium et les drogues dangereuses (chapitre 549)
Publications obscènes Écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques et tout autre objet obscènes.	Ordonnance sur les publications obscènes (réf. 55)	Exportation interdite en vertu de l'Ordonnance sur les publications obscènes (chapitre 42) et de l'Ordonnance sur les poisons, l'opium et les drogues dangereuses (réf. 53)

Source: http://www.tradenets.lk/trade_info/annex1.html [10 avril 2003]; http://www.tradenets.lk/trade_info/annex2.html [18 février 2003]; OMC (1996), *Examen de la politique commerciale – Sri Lanka*, Genève; et P. Weesersekera and T. Kananathalingam (2002), *Customs Law of Sri Lanka 2002: A Manual*, Gothatuwa New Town.

Annexe XIV

Le mécanisme d'allocation des contingents de textiles

Les principaux objectifs du mécanisme sont de préserver la croissance et la stabilité de l'industrie des vêtements d'exportation, d'encourager les exportations non contingentées, d'obtenir de meilleurs résultats à l'exportation, d'accroître l'emploi de matières premières d'origine nationale et d'utiliser au maximum les contingents de textiles accordés au pays.

AYANTS DROIT:

Tout fabricant de textiles et de vêtements enregistré en tant qu'exportateur auprès de l'Office des investissements ou du Ministère du développement des entreprises peut recevoir un contingent ou en demander.

Le système actuel d'allocation des contingents est résumé ci-dessous.

1. Critères d'allocation:

- i) Afin d'assurer une certaine stabilité aux exportateurs, les contingents sont alloués principalement en fonction des résultats antérieurs. Un titulaire de contingent qui a utilisé 98 pour cent ou plus de son contingent pour une catégorie donnée durant l'année précédente recevra une allocation égale à 100 pour cent du contingent qu'il avait. Si le taux d'utilisation a été inférieur à 98 pour cent, il recevra une allocation égale à la proportion du contingent utilisé l'année précédente. Cela signifie que, pour conserver un contingent, il faut obtenir chaque année de bons résultats à l'exportation. Cette allocation sur la base des exportations antérieures est appelée "contingent principal".
- ii) Quelque 3 pour cent du contingent disponible pour une année donnée sont réservés aux petites entreprises, à condition qu'il n'y ait de déficit dans aucune catégorie. Sont considérées comme petites entreprises celles dont les effectifs sont compris entre 50 et 200 salariés et dont le total des contingents pour l'ensemble des catégories à rotation rapide est inférieur ou égal à 4 000 douzaines. La part de contingent réservé à ces entreprises est allouée principalement en fonction du nombre de salariés. L'allocation se fait après publication d'un avis dans la presse invitant toutes les entreprises admissibles à présenter des demandes. Elle est fondée essentiellement sur le nombre de salariés de chaque établissement. Le détail des contingents alloués par ce mécanisme est communiqué à la branche de production par l'intermédiaire de ses représentants à l'Office.
- iii) Cinquante pour cent de tout contingent non alloué au moyen des mécanismes i) et ii) ci-dessus sont réservés pour le redressement d'entreprises en difficulté ou pour toute autre fin déterminée par l'Office des contingents de textiles (TQB).
- iv) Le solde des contingents subsistant après l'application des mécanismes i), ii) et iii) est alloué au moyen du mécanisme dit du "common pool".

2. Étapes de l'allocation:

- i) Pour que les entreprises puissent disposer d'une partie des contingents disponibles au début de l'année, une allocation préliminaire est faite en fonction des quantités déclarées à l'exportation durant les onze premiers mois de l'année précédente. En général, cette allocation est faite au moins quatre semaines avant le début de la nouvelle année.
- ii) Après vérification des résultats à l'exportation, une allocation définitive est faite avant la première semaine de février. Cette allocation définitive remplace l'allocation préliminaire.
- iii) Entre l'allocation préliminaire et l'allocation définitive, les demandes d'allocations préliminaires supplémentaires sont examinées individuellement.

3. Transfert de contingents:

Pour donner plus de flexibilité à la branche de production, les exportateurs sont autorisés à céder leurs contingents à d'autres exportateurs.

4. Restitution des contingents:

Un titulaire de contingent qui ne peut pas utiliser pleinement son contingent principal est encouragé à restituer la portion qu'il prévoit de ne pas utiliser.

La restitution des contingents se fait en quatre étapes:

- Étape i: Dans les six semaines qui suivent l'allocation définitive – 100 pour cent des quantités restituées seront alloués pour l'année suivante.
- Étape ii: Entre la fin de l'étape i et le 31 mai, 75 pour cent des quantités restituées seront alloués pour l'année suivante.
- Étape iii: Entre la fin de l'étape ii et le 31 juillet, 50 pour cent des quantités restituées seront alloués pour l'année suivante.
- Étape iv: Entre la fin de l'étape iii et le 31 août, 25 pour cent des quantités restituées seront alloués pour l'année suivante.

5. Mécanisme de distribution du pool:

Le mécanisme de distribution des contingents du pool a pour objectif d'optimiser l'utilisation des contingents et d'offrir des possibilités additionnelles aux exportateurs qui ne détiennent que des petites parts de contingents ainsi qu'aux nouveaux venus.

- i) Conditions d'utilisation des contingents du pool:
 - a) L'allocation est valable pour la période spécifiée.
 - b) i) La validité des quantités non utilisées dans la période spécifiée peut être prolongée à condition que le requérant constitue un dépôt ou une

garantie bancaire du montant fixé par l'Office des contingents des textiles.

- ii) Un exportateur qui souhaite détenir un contingent sans durée de validité spécifiée pour une année donnée doit constituer un dépôt ou une garantie bancaire à partir de la date de l'allocation.
- iii) La validité des contingents délivrés dans le cadre de l'étape ii du mécanisme de distribution du pool ne peut pas être prolongée moyennant constitution d'un dépôt ou d'une garantie bancaire.
- c) Dans le cas du mécanisme de distribution des contingents du pool, les exportateurs qui n'utilisent pas au moins 75 pour cent de la quantité allouée durant la période de validité peuvent se voir refuser pendant une période déterminée la possibilité de participer à nouveau à la distribution des contingents du pool.
- d) Les contingents du pool ne sont pas transférables.
- ii) Origine des contingents du pool:
 - solde des contingents non alloués au moyen des mécanismes décrits aux alinéas i), ii) et iii) du paragraphe 5 ci-dessus ;
 - contingents restitués;
 - contingents alloués mais non acceptés par les exportateurs;
 - contingents repris aux exportateurs.

En règle générale, deux mécanismes sont employés durant l'année.

- a) Mécanisme de répartition des contingents du pool de la catégorie "froide":

Ce mécanisme est employé pour distribuer rapidement des contingents pour les catégories qui ont été nettement sous-utilisées l'année précédente. Les quantités mises à la disposition du pool dépendent du degré de sous-utilisation. Le mécanisme s'applique en début d'année. Le TQB indique quelles sont les catégories "froides" au plus tard avant le mois de décembre de l'année précédente.

Ce mécanisme comporte deux étapes.

- Étape I: Le TQB détermine les bases d'allocation et les quantités à allouer. Un exportateur qui souhaite avoir un contingent important durant l'étape I peut l'obtenir à condition de constituer un dépôt en espèces ou une garantie bancaire d'un montant déterminé par le TQB.
- Étape II: Toute quantité restante après l'application de l'étape I est mise à la disposition des requérants à condition qu'ils expédient les produits dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de l'allocation ou dans un délai supplémentaire de trois jours ouvrables. Le TQB détermine la quantité maximale qui sera allouée pour chaque catégorie.

b) Mécanisme d'allocation des contingents principaux du pool:

Ce mécanisme entre en action sitôt après l'allocation définitive des contingents principaux et l'octroi d'un crédit pour l'utilisation des contingents du pool de l'année précédente, généralement avant le 31 mars. Le principal critère d'allocation est le nombre de salariés.

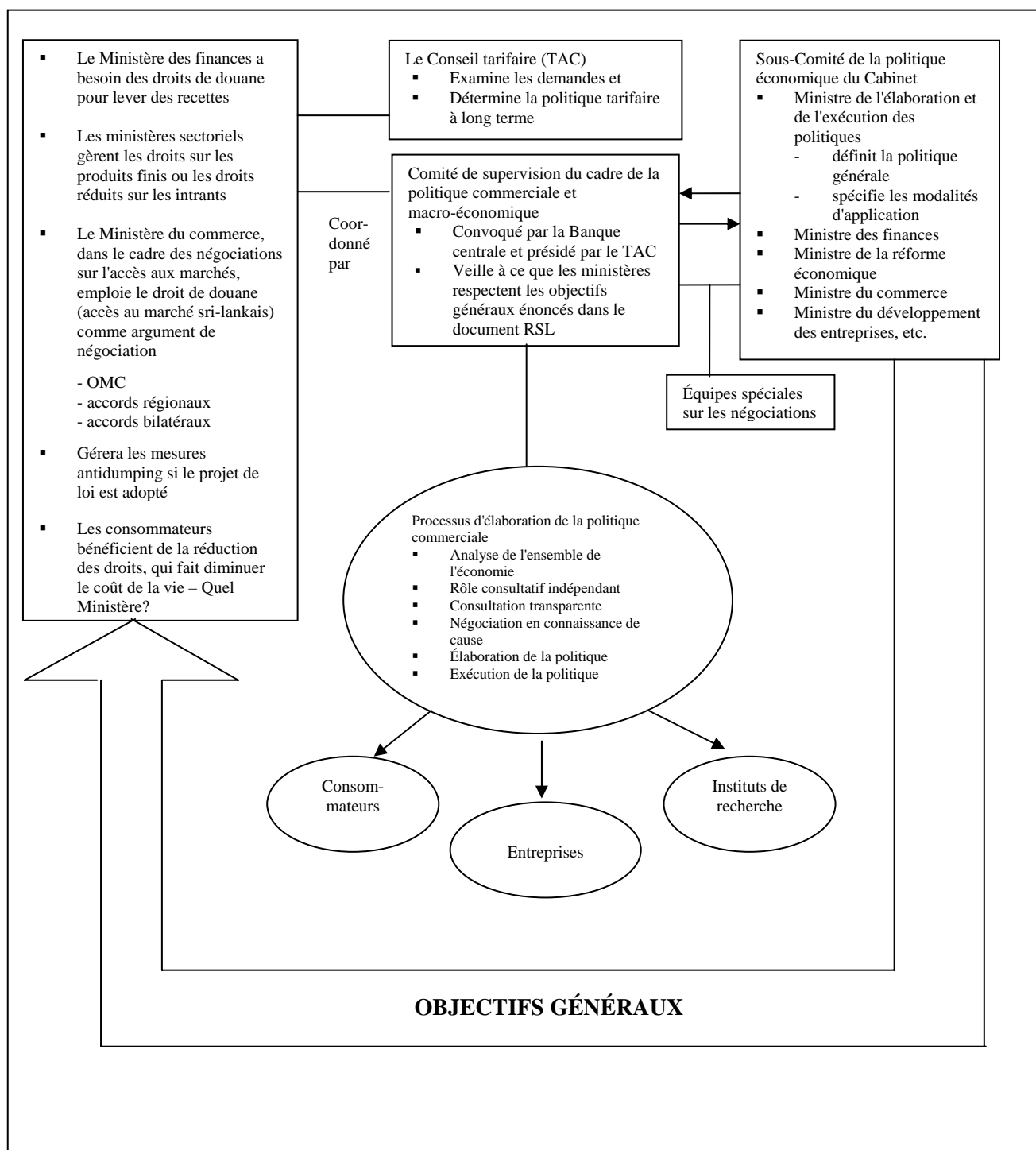
c) un mécanisme spécial d'allocation des contingents du pool peut aussi être actionné, si nécessaire, vers la fin de l'année. Les contingents sont alloués dans l'ordre des demandes. Le TQB détermine la quantité maximale allouée à chaque exportateur pour chaque catégorie.

d) Allocation des contingents sous-utilisés

Avant la fin de septembre, chaque contingent sous-utilisé (par exemple utilisé à moins de 65 pour cent) est offert aux exportateurs pour allocation durant l'année contingentaire en cours, moyennant constitution d'une garantie bancaire.

Annexe XV**Diagramme 1 - Processus d'élaboration de la politique commerciale**

(Équipes spéciales sur les négociations bilatérales)

**Source: Report on Tariff and trade policy framework for Sri Lanka in 2003****Sandy Cuthbertson,**

Établi pour la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)